

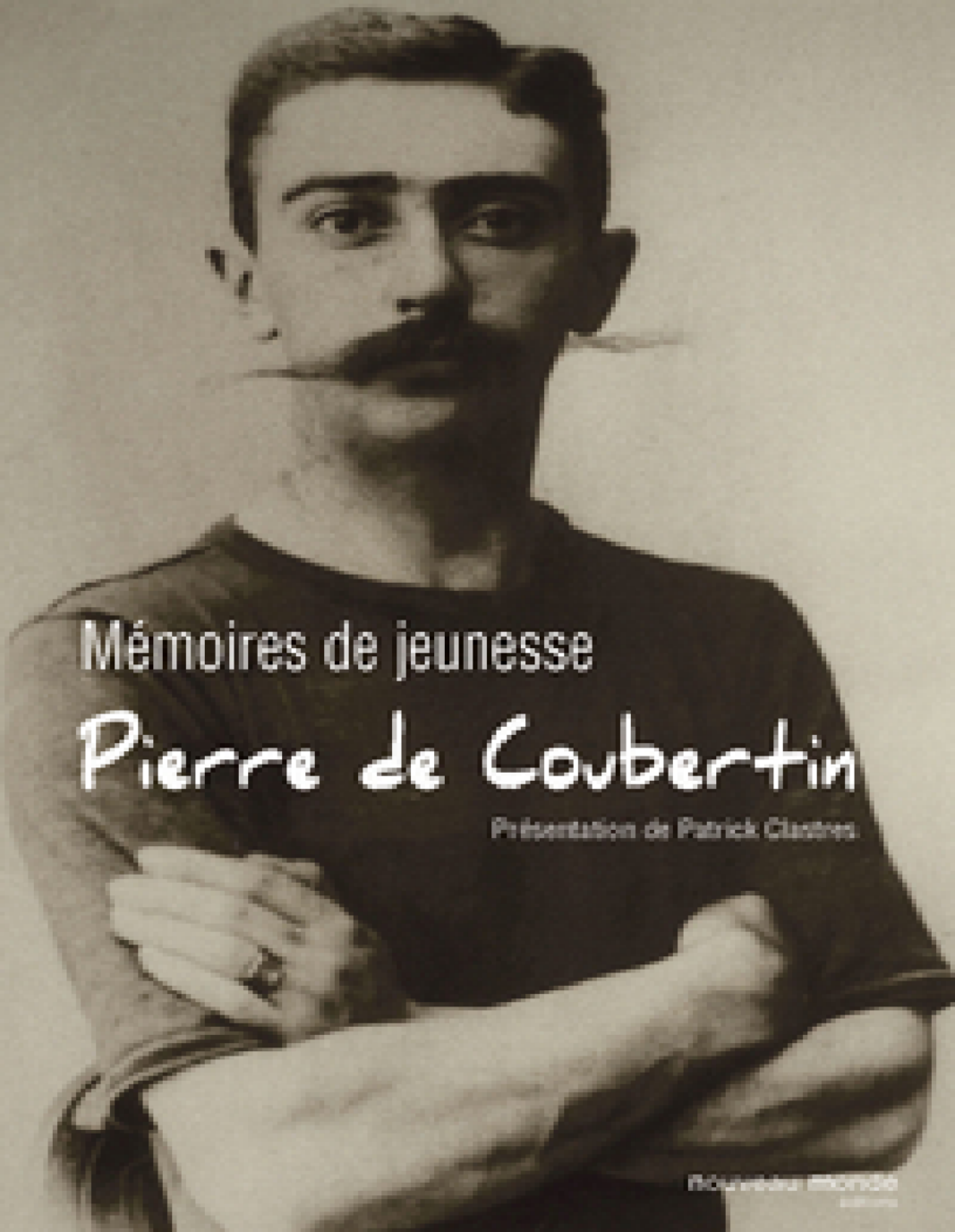


Mémoires de jeunesse

Pierre de Coubertin

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM



Mémoires de jeunesse

Pierre de Coubertin

Présentation de Patrick Clément

Éditions du monde
coll. 1000

Sommaire

Page de Copyright

Page de titre

PRÉSENTATION - Pierre de Coubertin devant l'histoire

AVANT-PROPOS DE L'AUTEUR

1 - Souvenirs de famille et d'enfance

2 - Rome pendant le concile de l'Infaillibilité

3 - La guerre de 1870

4 - Le collège

5 - La République aux républicains

6 - Les salons de Paris

7 - Le roi est mort : vive le roi !

8 - Premiers séjours en Angleterre

9 - La vie scolaire et universitaire anglaise

10 - Le « rebronzage » de la France

11 - Changements en Europe et en France (1887-1888)

BIBLIOGRAPHIE - Écrits, Mémoires et correspondances de Pierre de Coubertin

Suivi éditorial : Aurélie Walk
Maquette : Farida Jeannet

© Nouveau Monde éditions, 2008 24, rue des Grands-Augustins –
75006 Paris

9782847363319

Dépôt légal : juin 2008

Imprimé en France par Barnéoud

Mémoires d'un éclaireur

Patrick Clastres

PRÉSENTATION

Pierre de Coubertin devant l'histoire

Passé à la postérité comme « le rénovateur des jeux Olympiques », Pierre de Coubertin (1863-1937) fait partie de ces rares hommes qui imaginent pouvoir peser sur les destinées du monde. Il a eu cette présomption de croire en la double capacité des olympiades modernes à faire progresser la paix et à conforter le sentiment patriotique. Cette idée olympique lui est venue à vingt-neuf ans. Quatre ans plus tôt, il proposait au directeur de l'enseignement secondaire du ministère de l'Instruction publique de réformer les lycées en introduisant le sport. C'est dire l'importance de ces *Mémoires de jeunesse*, restés jusque-là inédits et publiés avec la bienveillance libérale de son descendant, M. Geoffroy de Navacelle.

Car ce qui frappe avant tout, c'est la jeunesse et la fougue de ce propagandiste du sport amateur, de même que son désir précoce et profond d'entrer dans l'histoire. Au point qu'il n'a cessé de réécrire sa propre histoire.

Les Mémoires inachevés d'un éclaireur

Les *Mémoires de jeunesse* ne constituent, en effet, que la première partie d'un projet autobiographique ambitieux que Pierre de Coubertin a dénommé *Mémoires d'un éclaireur*. Deux volumes ont été publiés de son vivant : la *Campagne de vingt et un ans (1887-1908)* et les *Mémoires olympiques*.

Dans *L'Éducation physique*, la revue des gymnastes acquis à une évolution sportive de leur discipline, il publie une série d'articles consacrés aux efforts qu'il a déployés entre 1887 et 1908 pour implanter l'éducation sportive dans les établissements d'enseignement secondaire et le sport amateur dans la société française. Cette *Campagne de vingt et un ans* est dirigée tout particulièrement contre les partisans des jeux français et des gymnastiques martiales comme médicales, contre ceux qui minimisent son rôle auprès du président du Racing Club de France, Georges de Saint Clair, contre le monde du sport professionnel, enfin contre tous ceux qui auraient abandonné la

défense de l'autonomie et de la neutralité du sport pour se jeter dans les bras des gouvernements radicaux et laïcistes.

Un quart de siècle plus tard, c'est au patriote Coubertin que le quotidien antidreyfusard et néo-ligueur *L'Auto* ouvre ses colonnes pour raconter ses *Mémoires olympiques*. Cette chronique des années 1892-1927 fait connaître les trésors de diplomatie déployés pour maintenir coûte que coûte la perpétuation des olympiades et préserver leur indépendance en même temps qu'elle révèle à mots couverts tout un univers de vilenies et de chausse-trappes.

Enfin, deux autres volumes n'ont jamais vu le jour : *Politique extérieure et propagande nationale* et *La Victoire sans tête* consacrés à la Grande Guerre et aux années qui ont suivi.

Une jeunesse réécrite

Les archives font défaut pour soumettre à la critique historique le récit par Pierre de Coubertin de ses jeunes années (Clastres, 2006b, voir p. 157). Il ne reste que de rares traces matérielles de son enfance : des actes d'état civil, donc une généalogie aisée à reconstituer, quelques actes notariés, un cahier d'écolier, quelques tableaux de famille et photographies. Ses années de jeune homme sont mieux documentées : un carnet de bal, des notes de cours prises à l'École libre des sciences politiques, une vingtaine de poèmes qui le montrent en jeune seigneur déchu plutôt qu'en dandy, des inscriptions en droit à l'Université catholique de Paris, ses premières publications dans *La Réforme sociale*.

Le lecteur des *Mémoires de jeunesse* ne saurait déjouer aussi aisément tous les pièges tendus par Pierre de Coubertin. On signalera d'abord sa volonté d'apparaître comme précocement converti à la République : son ralliement date, certes, de 1887 mais il fut réalisé « sur le terrain constitutionnel », c'est-à-dire sans perdre véritablement l'espoir d'une restauration (Clastres, 2005 et 2008, voir p. 156-157). De même pour son repli politique : il ne date pas de l'année 1888 puisqu'en 1898, et encore en 1902, Pierre de Coubertin a esquissé une candidature à la députation dans les rangs, semble-t-il, de la Fédération républicaine et des mélinistes (Clastres, 2005 et 2008a, voir p. 156-157). Quant à son expérience de l'éducation sportive anglaise, elle ne survient pas en 1883 lors de son premier voyage outre-Manche réalisé en famille, ce qu'il a voulu faire accroire pour marquer son antériorité par rapport aux autres introducteurs du sport en France, mais lentement entre le printemps 1886 et l'automne 1887. Pierre de Coubertin ne comprend d'ailleurs la véritable nature de l'amateurisme sportif en regard du professionnalisme populaire qu'au fil de l'année 1888 grâce à Georges

de Saint-Clair (Clastres, 2006a, voir p. 157). Son échec à l'épreuve d'admission à l'École militaire est euphémisé pour mieux gommer son espoir d'une brillante carrière militaire : « J'étais à demi entré à Saint-Cyr » écrit-il ailleurs.

Au-delà de ces ruses de l'écriture autobiographique, les *Mémoires de jeunesse* de Pierre de Coubertin sont une formidable machine à remonter le temps et à pénétrer les univers sociaux et culturels d'un tout jeune baron qui cherche à maintenir son rang coûte que coûte.

Des compatriotes méfiants et sceptiques

Les républicains lui reprochent d'être un rallié politique incertain, les catholiques d'introduire des sports protestants dans l'enseignement secondaire, les patriotes revanchards de préférer l'expansion coloniale et commerciale à la reconquête des provinces perdues, les radicaux et socialistes d'exclure les fils du peuple de la pratique sportive. Sur ce dernier point, il est vrai que la conversion de Pierre de Coubertin au « sport pour tous » ne date que de 1910, et encore sous certaines conditions de patronage exercé par les notables. Une telle opposition à son premier projet de former sportivement les nouvelles élites françaises le conduit d'ailleurs à internationaliser son action dès 1889, à se tourner vers les *sportsmen* anglo-saxons défenseurs de l'amateurisme, à emprunter aux pacifistes libéraux l'idée de paix internationale par le sport.

La tenue des premiers jeux Olympiques à Athènes en 1896, à son initiative, est un événement largement passé inaperçu hors de Grèce. En France même, les olympiades modernes n'ont guère concerné les gouvernements républicains et la presse généraliste avant 1920. Les jeux de Paris de 1900 entre *sportsmen* sont par exemple noyés dans l'Exposition universelle qui fait la part belle aux exercices physiques patriotiques, notamment à la gymnastique, et aux épreuves sportives disputées entre professionnels. Tout au plus, quelques débats ont lieu à la Chambre des députés sur la nécessité de subventionner le déplacement des athlètes français à Londres en 1908 et à Stockholm en 1912. C'est le fait d'un lobby sportif parlementaire animé par l'esprit nationaliste et proche des premiers médias et industriels du sport.

L'affaire Dreyfus et la contre-offensive républicaine manquent d'engloutir les projets pédagogiques et olympiques de Pierre de Coubertin. Sa relation amicale avec le ministre des affaires étrangères Théophile Delcassé, sa proximité politique avec les élus de la Fédération républicaine, puis l'Union sacrée de 1914-1915 lui permettent de conserver un semblant d'influence. Mais, à l'issue de la

Grande Guerre, il s'éloigne de sa patrie d'origine puis doit abdiquer la présidence du C.I.O. en 1925 sous la pression de ses collègues et des représentants des fédérations internationales sportives. Il souffrira jusqu'à sa mort d'un immense désir de reconnaissance, et sera obnubilé par la pérennisation et l'universalisation des jeux.

Menacées d'un boycott par les organisations juives, par les mouvements de gauche, et par les démocrates de tous poils qui tentent de peser sur les pouvoirs sportifs autonomes, les autorités politiques et sportives nazies s'emploient à obtenir le soutien moral et intellectuel du père des jeux : campagne en faveur de sa nobélisation (1935), érection d'un buste à l'entrée du stade olympique, traduction en allemand et diffusion de ses maximes et écrits pédagogiques, collecte de fonds (1937). Prétextant son grand âge et une mauvaise santé, Pierre de Coubertin repousse les facilités qui lui sont offertes d'un déplacement à Berlin mais il enregistre à la radio lausannoise un message ambigu pour les jeunesses athlétiques assemblées à Berlin. Plus encore, en réaction à un article de Jacques Goddet paru dans *L'Auto* qui dénonce « les jeux défigurés » par la propagande, il défend « la grandiose réussite des jeux de Berlin comme ayant magnifiquement servi l'idéal olympique » (*Le Journal*, 27 août 1936). S'il ne comprend pas la nature mortifère et le potentiel destructeur du fascisme et du nazisme, c'est assurément parce qu'il vivait depuis son plus jeune âge dans la crainte de la révolution sociale (Commune de Paris, grèves ouvrières, prise du pouvoir par les bolcheviks, succès électoral du Cartel des gauches en 1924 puis du Front populaire en 1936).

Des éloges funéraires en guise de légende dorée

Il finit alors sa vie dans l'isolement et la misère, et dans l'oubli de ses compatriotes jusqu'à son décès survenu à Genève le 2 septembre 1937. Dans *Le Temps* du 7 septembre, Paul Rousseau consacre sa chronique de la rubrique sportive à « l'œuvre pédagogique sportive de Pierre de Coubertin », présenté comme « un grand éducateur sportif », « un sociologue qui avait rêvé d'une fraternité internationale dans l'effort athlétique, comme moyen de rapprochement amical des peuples ». Dans *L'Illustration* du 11 septembre, Pierre Morel (pseudonyme : Lorme) profite de l'actualité des réformes entreprises par le ministre Jean Zay dans les programmes scolaires et universitaires pour rappeler combien Pierre de Coubertin a été un précurseur en matière d'allègements et d'aménagements dans les programmes. Dans *Le Populaire*, organe de la Section française Internationale ouvrière, Pierre Marie fait part de sa profonde tristesse à l'annonce du décès de celui qu'il qualifie de « grand Européen, grand

citoyen du monde, en même temps que grand Français ». Il met notamment l'accent sur les évolutions démocratiques de la pensée sportive de Pierre de Coubertin : son rêve d'un « gymnase antique modernisé, terrain d'entraînement édifié par la cité, où chacun aurait eu accès gratuitement, une ou deux fois par semaine, pour parfaire ou conserver la santé », ses préoccupations pour les loisirs ouvriers et sa participation aux réunions du Bureau international du Travail dirigé par le socialiste français Albert Thomas, son plan « d'universités populaires pour l'instruction postscolaire de la jeunesse du peuple ». Regrettant qu'il ne soit pas mieux compris dans son propre pays où « à plusieurs reprises, parurent, sur lui, des articles de journaux d'une rare indécence », Pierre Marie clôt son éloge en se persuadant que l'avenir confirmera à quel point « le nom de Pierre de Coubertin est inscrit en lettres d'or dans l'histoire du sport mondial » et en dénonçant « les successeurs du créateur des jeux modernes qui n'ont pas été à la hauteur de la mission qu'ils ont acceptée ».

Une mémoire plus largement honorée à l'étranger

À l'étranger, sa mémoire est plus largement honorée. Le *Messenger d'Athènes* proclame avec emphase que « le grand myste de l'idée olympique, éminent ami de la Grèce, le grand olympiste n'appartient pas seulement à la France, il appartient à l'humanité ». Après avoir salué en Pierre de Coubertin un « philosophe, historien, sociologue, et éducateur de réputation internationale », le *Daily Telegraph* attire l'attention de ses lecteurs sur deux points jugés essentiels : plus que tout autre, il aura contribué à convertir les Français aux sports collectifs (*games*) et à introduire les méthodes anglaises d'éducation physique dans les établissements scolaires français. Insistant sur ses talents de « journaliste, d'écrivain spécialiste des questions politiques, d'innovateur en matière athlétique », le *Times* préfère mettre l'accent sur la capacité du baron à être l'avocat de l'entente entre la France et l'Angleterre. Pour le *New York Herald Tribune*, c'est d'abord l'occasion de rappeler que ce « champion des sports pour les sports », c'est-à-dire « champion des sports amateurs », a rencontré l'opposition des groupements sportifs français eux-mêmes, et que son « amertume » vis-à-vis de ses compatriotes explique son exil volontaire en Suisse. Puis, à l'inverse, on souligne son « admiration pour les États-Unis » et son amitié pour le président Théodore Roosevelt. Depuis la Seconde Guerre mondiale, à un rythme quadriennal, la célébration des olympiades est l'occasion de diverses manifestations et publications qui rendent hommage au baron français, le plus souvent sur le mode mythologique.

L'hommage tardif de la République

Il faudra attendre 1964 pour que Pierre de Coubertin ait les honneurs de la République, en l'occurrence celle du général de Gaulle dont la culture politique et sportive n'était pas si éloignée de la sienne. Il convient de réinscrire cet hommage dans la politique plus globale de fabrication d'un « citoyen sportif » orchestrée par Maurice Herzog, entre la déroute sportive française lors des jeux de Rome 1960 et les jeux d'hiver de Grenoble 1968 : création du Conseil national des sports (décembre 1960), première loi-programme d'équipements sportifs (1961), développement du sport scolaire (Instructions officielles de 1962). Et dans cette même ambiance d'édification sportive de la nation France, on notera en 1966 la publication d'une biographie romancée et hagiographique de « l'éducateur inspiré, historien de qualité, visionnaire et poète » par l'inspectrice générale des sports Marie-Thérèse Eyquem (1966). L'année précédente était paru *L'Essai de doctrine du sport*, une synthèse des travaux menés par la « Commission de la doctrine » cosignée par Maurice Herzog et Jean Borotra. Placée sous la présidence du premier ministre Georges Pompidou, cette commission présidée par Jean Borotra poursuit les travaux déjà entrepris au sein de l'Académie des sports et du Comité Pierre de Coubertin. Ses soixante membres ont reçu pour mission de « définir la place que doit occuper le sport dans la vie de l'individu et de la nation, et de déterminer les conditions permettant d'atteindre les objectifs ainsi dégagés ». Tout autant que les contenus inspirés en partie par les thèses de Coubertin, on retiendra en particulier, dans la liste des membres et personnalités associées aux travaux, les noms de deux biographes de Coubertin, André Senay et Marie-Thérèse Eyquem, de l'ancienne championne de France de natation et future directrice du C.I.O., Monique Berlioux, du sociologue Joffre Dumazedier qui a fait paraître aux éditions du Seuil en 1952 ses *Regards neufs sur les jeux Olympiques*, de Maurice Genevoix, de René Haby.

Des controverses aux travaux universitaires

Pierre de Coubertin est en outre victime de la sulfureuse réputation des deux maîtres à penser dont il se plaît à honorer la mémoire : Thomas Arnold, le *headmaster* du *college* de Rugby que Léon Poliakov (1987) classe parmi les penseurs qui ont fait de « la race le moteur de l'histoire », et Frédéric le Play, le sociologue et conseiller de Napoléon III, dont les théories corporatistes et paternalistes seront expérimentées à Vichy et dans le Portugal de Salazar (1989). Cet héritage intellectuel revendiqué jusqu'au seuil des années trente est au cœur de la critique radicale de la pensée sportive produite par Jean-Marie Brohm (1968, 1976) au mitan des années soixante. En cette

année 1968 de libération freudienne des corps et de contestation althussérienne des « appareils idéologiques d'État », ce sociologue dénonce « l'aliénation sportive » et « la chloroformisation des masses ». Contre les disciples, les apologistes et les hagiographes de Pierre de Coubertin, particulièrement bien représentés dans et autour du Comité international olympique, ainsi que dans les fédérations sportives nationales et internationales, il pointe son « missile théorique » sur la figure iconique de Pierre de Coubertin, présenté comme le « grand prêtre de la religion sportive ». Une telle dénonciation de l'idéologie sportive aura eu pour principal mérite d'attirer l'attention sur la charge conceptuelle du sport, d'une part, sur le rôle de premier théoricien de la pensée sportive joué par Pierre de Coubertin, d'autre part.

Des multiples travaux consacrés au rénovateur des jeux Olympiques par les spécialistes du sport, on retiendra trois thèses soutenues respectivement en France, aux États-Unis et en Allemagne, en sciences de l'éducation, en sciences sociales, et en sciences du sport. Yves-Pierre Boulongne (1975) insiste sur la dimension pédagogique du projet de Pierre de Coubertin qu'il qualifie de « bourgeois libéral » et d'« humaniste ». En 1994, il reviendra sur sa première analyse et redonnera à son héros toute son épaisseur chevaleresque. John J. MacAloon (1981) focalise sa réflexion sur la dimension spectaculaire de la rénovation olympique et livre une psychobiographie articulée, en revanche, autour des concepts aristocratiques de « prouesse » et de « patronage ». Plus récemment, Stephan Wassong (2002) a attiré l'attention sur les personnalités politiques, pédagogiques et sportives que Pierre de Coubertin a rencontrées lors de ses deux voyages de 1889 et 1893 aux États-Unis, notamment pour démontrer qu'il y puise deux idées-forces, à savoir la nécessité de consolider le républicanisme et de développer l'internationalisme.

On prendra du recul en lisant les belles pages que Christina Koulouri (2004) a consacrées aux différentes manières nationales d'écrire l'histoire de la renaissance des jeux Olympiques. Déjà Dietrich R. Quanz (1993) et John Hoberman (1995) avaient décroisé Pierre de Coubertin en inscrivant son projet olympique dans la dynamique du pacifisme libéral, entre Croix-Rouge d'Henry Dunant et Prix Nobel.

Des historiens français distants et circonspects

Il faut attendre les années soixante-dix pour que Pierre de Coubertin entre à proprement parler dans l'histoire écrite par les historiens de métier. De ce point de vue, il faut reconnaître que les historiens français de la société et de la culture tertio-républicaine sont peu

diserts. Réagissant à la doctrine radicale antisportive, l'historien américain Eugen Weber (1970) resitue le jeune de Coubertin dans le Tout-Paris des années Barrès et le dépeint comme « un aristocrate fin de siècle, à l'élitisme romantique, fasciné par Darwin, Taine, et plus encore par le Docteur Arnold... assurément réactionnaire quoique gagné aux Lumières ». Son élitisme, il le définit comme « flambant neuf, mieux approprié à l'ère nouvelle, fondé sur l'action, plus compétitif, et aussi, du moins apparemment, davantage ouvert et accessible ». Jean-Pierre Rioux (1980) entrevoit chez « l'éducateur Coubertin » l'apôtre du calme collectif et de la force réfléchie, « celui qui s'est trompé de siècle », celui qui a tendu à ses contemporains « une fleur trop exotique pour résister au souffle des masses, du pouvoir, de l'argent, des idéologies et des guerres, ces seules *vertus* d'un siècle de fer ». Françoise Mayeur (1981) évoque furtivement ses écrits, qui « exaltent les jeux et la morale du sport », et les interprète comme une contribution au mouvement de « réaction libérale » des années 1887-1902 contre le surmenage scolaire et contre « la militarisation à outrance de la gymnastique scolaire ».

Tandis que Christophe Prochasson (1993) voit en Pierre de Coubertin « un grand lecteur de Taine qui aspirait, en homme de son temps hanté par l'angoisse du déclin, à la régénération de la race française », Jean-Pierre Rioux (1998, 2004) revient sur le cas de ce baron, qui « vomissait la lèpre ploutocratique », pour le camper en moraliste et tuteur, optimiste et pacifiste, de la jeunesse française. Au détour des pages qu'il consacre aux « nouveaux loisirs » de l'ère républicaine, François Caron (1985) oppose la « conception élitiste du sport » du restaurateur des jeux Olympiques à la vision plus populaire du sport promue au même moment par les milieux du cyclisme. Quant à Georges Vigarello (2002), s'il distingue également entre « les vieux *sportsmen* nobles et fortunés, ceux des loisirs hautement privilégiés du XIX^e siècle » et « les sportifs plus populaires de la fin du siècle », il veille en revanche à ne pas « figer Pierre de Coubertin dans ce qu'il n'est pas, lui qui proposait d'ouvrir *les plus aristocratiques demeures de la vieille France à la jeunesse sportive, à l'occasion de la plus démocratique des manifestations internationales* ». Certes Pierre de Coubertin développe des « idées fixes », mais il sait aussi les remodeler, les renommer, en fonction de l'air du temps intellectuel et culturel.

Il est un inventeur de traditions au sens de Eric Hobsbawm (1985), à savoir « un ensemble de pratiques, ordinairement gouvernées par des règles évidentes pour tous ou acceptées tacitement car d'une nature symbolique ou rituelle, qui visent à inculquer des valeurs et des normes de comportement par des actes répétés, et qui, inconsciemment, installent une continuité forte avec le passé ».

De ce baron sportif qui avait un demi-siècle athlétique d'avance, et plusieurs siècles chevaleresques de retard à la manière d'autres aristocrates étudiés par Arno Mayer (1981), la mémoire collective a finalement retenu bien peu. Tout au plus la devise olympique « Plus vite, plus haut, plus fort », une maxime « L'essentiel est de participer », peut-être aussi l'idée qu'il faut « être sport » dans le stade et dans la vie, c'est-à-dire respectueux de l'adversaire. L'itinéraire de Pierre de Coubertin et son action ne se prêtent à aucun raccourci car ils relèvent d'un univers culturel disparu avec la Grande Guerre. Aussi, son ambition, son entêtement, son aveuglement, méritent mieux qu'une légende noire ou dorée.

Patrick Clastres
Chercheur rattaché au centre d'histoire de Sciences Po

AVANT-PROPOS DE L'AUTEUR

Si je regarde en arrière, je constate que, d'un bout à l'autre de ma vie d'homme, j'ai fait le métier d'éclaireur. Un éclaireur est celui qui va en avant pour trouver la bonne direction et frayer la route. Ce métier, je l'ignorais. J'en avais choisi un différent et à plusieurs reprises j'ai tenté de m'en évader. Toujours en vain. Je crois que j'en'étais fait pour aucun autre. En tous les cas, une force instinctive et secrète m'obligea à y demeurer fidèle. Je ne m'en plains pas. C'est un beau métier. Il a pourtant ses tristesses et ses déboires. En premier lieu, il implique la solitude. Des heures se rencontrent où l'on se sent terriblement seul et comme perdu dans la forêt ténébreuse ou sur les sommets dénudés. Dans ces moments-là, on se retourne avec anxiété et convoitise vers les régions disparues où chemine « tout le monde » et l'on se prend à maudire cette existence de trappeur en perpétuel tête-à-tête avec l'incertitude et l'inconnu.

Le contact se rétablit pourtant. L'éclaireur revient sur ses pas pour faire part de sa découverte et vérifier si la foule s'est bien engagée sur ses traces. C'est alors que l'attend parfois une cruelle déception. Oui, la foule suit ; mais elle l'a oublié. Elle fait honneur à d'autres du résultat de son labeur et parmi ses congénères, lui, se sent étranger. On n'écoute pas ses avis, on ne tient pas compte de ses commentaires. Dépaysé et incompris il se prend alors à souhaiter d'être de nouveau seul, en avant ; et il repart plus ardent, plus ambitieux avec seulement dans le cœur le faux pli de la pénible injustice.

Il ne suffit pas de tracer des sentiers ; il faut souvent y revenir, et à plusieurs reprises, pour les élargir et les rendre praticables. Là aussi germe la tendance au découragement. « Tout le monde » constitue surtout de nos jours une cohue bavarde et désordonnée, très prompte à modifier ses points de vue. Les leaders de talent qui marchent avec cette cohue perdent le nord et volontiers la feraient errer en de séduisants labyrinthes. On se sent impuissant contre leur action et leur parole. Si vous dites « venez par ici, c'est la voie », qui vous croit ?...

L'époque que j'ai vécue était tout spécialement favorable à l'entreprise de l'éclaireur. Le monde était matériellement, moralement et socialement en mal de transformations et, malgré qu'un cataclysme s'annonçât qui devait enfin éclater en 1914, il n'était pas si menaçant

qu'il paralysât les initiatives ; tout au contraire, beaucoup refusaient de croire à cette menace et se moquaient de ceux qui l'évoquaient. Ainsi il y avait place pour toutes sortes de réformes au sein d'une Europe éprise de nouveautés et frémissante sans être par trop alarmée.

J'ai toujours été pessimiste du point de vue individuel. J'attribue ce fait d'une part à la « religion de la mort » qui a été celle de mon enfance, de l'autre à de douloureuses circonstances qui m'ont atteint, ainsi qu'aux luttes souvent très âpres que j'ai eu à soutenir avec ma propre conscience et celles des êtres qui m'étaient les plus chers. Ainsi je n'ai jamais eu vraiment confiance dans la vie. Mais ce pessimisme n'a nullement influé sur mon optimisme « collectif ». J'ai toujours pensé que le bien dominait dans le monde et que le progrès était autre chose qu'un vain mot. Rien de ce que j'ai vu ni aucune des expériences pénibles que j'ai faites n'ont sérieusement influé sur cette inclination optimiste de mon esprit. Je crois que de telles dispositions sont indispensables à qui veut agir et que l'homme doit se méfier avant tout du pessimisme. Aussi bien il peut beaucoup pour s'en préserver. Il y a des règles d'hygiène mentale à cet égard qui ne sont pas moins efficaces à appliquer que les règles essentielles de l'hygiène corporelle.

La Justice est de ce monde, quoi qu'en dise le proverbe. Mais non pas la justice individuelle, parce que sa révolution sidérale, dirais-je en la comparant à un astre, dépasse la durée normale d'une vie humaine. Mais si l'homme ne la rencontre pas sur sa route, ses enfants, ses héritiers, ceux qui le représentent et le continuent ont beaucoup de chances de la voir enfin surgir à leurs côtés.

Toutes ces questions prêteraient à dissertation, mais ce n'est pas pour dissenter que j'ai pris la plume. Je me borne à formuler les idées fondamentales sur lesquelles je me suis appuyé.

Ma philosophie, en fin de compte, se résume en cette loi des alternances collectives à laquelle j'ai constaté que tout obéissait dans l'humanité civilisée. J'accepte ce nom indiqué par un ami qui passait en revue mes écrits. Il répond fort bien à ma pensée d'ensemble. Dans sa noble poursuite d'une perfection qui lui échappera toujours, l'homme civilisé, par là j'entends celui qui a accès à la vie supérieure, va nécessairement d'un excès à l'autre. La vie, de la sorte, a l'aspect de l'océan où toute vague produit une dépression que suit une autre vague. Cette grande houle humaine engendre de la force, dont une trop notable portion se perd, mais dont une portion est utilisée. Tout est action et réaction, en petit à travers l'histoire des familles, en grand à travers celle des peuples. L'agitation ainsi produite est féconde.

Tout mouvement, toute tendance, font germer des contraires qui

s'anémient ou qui se développent selon les circonstances adverses ou favorables. L'apaisement n'est pas désirable ; il n'est même pas possible. Ce serait la léthargie confinant à la mort. La mesure ne l'est pas davantage. Ce serait le ralentissement vital menant à l'atrophie. Ne craignons point l'excès. C'est de la succession des excès opposés que jaillissent toute beauté, tout espoir, toute eurythmie et toute force.

Je n'ai pas la pensée que cette manière de préambule me fasse complètement connaître du lecteur de ces Mémoires. C'est plutôt un avertissement que je lui adresse. Il possède par là des données nécessaires sur certains points caractéristiques propres à rendre plus clair ce qui va suivre.

Mes Mémoires, je les ai écrits pour moi d'abord : utile examen de conscience, agréable révision du passé. Je les ai écrits aussi pour les miens, pour les amis connus et inconnus dont la précieuse sympathie m'a souvent soutenu et me survivra, je l'espère. Je les ai écrits enfin pour le public, parce que je juge pouvoir fournir certains détails variés et intéressants concernant bien des événements dont j'ai été le témoin, auxquels j'ai parfois été indirectement mêlé.

Une fois que la soixantaine disparaît déjà derrière vous – et plus encore lorsqu'on a le sentiment que l'ordre de rappel est déjà signé dans le « tiroir du bon Dieu » et peut vous atteindre d'un jour à l'autre – il est bon de se hâter si l'on veut avoir le loisir de rassembler ses souvenirs. Occupé comme je le suis, avec de nouvelles entreprises qui naissent toujours autour de moi, je n'ai pas beaucoup de loisirs à consacrer à la rédaction de ces pages. Il me faudra sans doute pas mal de temps pour arriver au bout. J'ai des notes pour m'aider, de nombreux points de repère et aussi cette mémoire encore presque intacte et dont s'amusaient les miens, jouant à me faire regarder quinze et vingt années en arrière pour leur dire où je me trouvais et ce que je faisais au moment correspondant à celui où ils m'interrogeaient.

Je crois pouvoir être aussi certain que possible de n'entraîner le lecteur dans aucune fausse voie et de ne m'exposer à aucune altération de la vérité même minime. On remarquera du reste, ce qui est une garantie en quelque sorte mécanique de véracité, que je me suis toujours tenu dans les coulisses de la politique, ayant renoncé de bonne heure – et pour mon bonheur – à y jouer un rôle actif. Si bien que je n'ai point à défendre mes actes devant la postérité et que ma seule ambition est de raconter correctement ce que j'ai observé et entendu.

Souvenirs de famille et d'enfance

Mes souvenirs les plus anciens – je veux parler de souvenirs précis et dignes d'être notés – remontent à l'Exposition de 1867. Je revois avec une netteté parfaite la colossale ellipse dessinée dans le Champ de Mars par Frédéric Le Play, le commissaire général ; ellipse dont les secteurs étaient divisés par pays et les courbes concentriques par produits, en sorte qu'on s'y retrouvait aisément. Au centre, le jardin avec ses restaurants, ses orchestres, ses attractions diverses, ses tentes de coutil rayé... Une gaieté incessante y régnait. La France se mirait dans cette fête quotidienne avec une grande complaisance. Et dans les milieux non ralliés à l'Empire, l'Exposition par son succès désarmait bien des hostilités.

Ma grand-mère de Crisenoy n'était pas de ceux qui se laissaient fléchir. Fille du marquis de Mirville, petite-fille du marquis de Bouthillier-Chavigny, major-général de l'armée de Condé, passionnément attachée à la mémoire de Charles X que son mari avait fidèlement servi après avoir contribué de façon efficace à la Restauration, elle ne parlait jamais de Napoléon qu'en l'appelant « le premier Bonaparte ». Elle ignorait de son mieux la présence du second sur le trône et attendait avec une confiance plus apparente que réelle le « retour du roi ».

Ce n'était pas moins une femme très éminente, profondément bonne et qui, on le sentait, s'était aidée d'une rigidité artificiellement développée pour être sûre de ne pas faillir à sa tâche. Veuve de très bonne heure, n'ayant qu'une petite fortune, tant parce que les Crisenoy, jadis très riches, étaient connus pour dilapider leurs biens, que parce que leur majorat considérable avait passé avec la propriété du château de Crisenoy au fils aîné issu d'un premier mariage de mon grand-père, ma grand-mère, à la mort de son mari, s'était retirée en Normandie chez ses parents et s'était vouée à l'éducation de ses trois enfants : ma mère et ses deux frères.

Ma grand-mère mourut en 1887 à l'âge de 89 ans, ayant conservé jusqu'au bout toute lucidité. L'année avant sa mort, comme elle se promenait à mon bras un jour d'été, je l'entendis avec surprise me dire

ces mots où tremblait l'écho d'une profonde émotion : « Mon enfant, il y a aujourd'hui cinquante ans que Monsieur de Crisenoy m'a quittée et, certes, je ne pensais pas que ce serait si long ; enfin, Dieu merci, ce sera bientôt fini. » Je demeurai confondu. Jamais ma grand-mère ne faisait à personne de confidences de ce genre. Très confiante, notamment avec mon père, pour toutes les choses de vie courante, racontant volontiers des anecdotes de son passé, elle nommait le moins possible son époux et n'ouvrait jamais l'accès de son propre cœur. Je perçus ce jour-là toute l'étendue de sa passion, toute la puissance de sa fidélité et en même temps la longue souffrance de sa vie.

L'éducation qu'elle avait donnée à ses enfants était empreinte de caractères fort contradictoires et peu en rapport avec les habitudes de l'époque. En apparence, c'était une éducation beaucoup plus traditionnelle, beaucoup plus « vieux jeu » que celle qu'avait reçue mon père ; en réalité c'était tout le contraire. Les arts, les voyages et les sports y tinrent grande place ; ma mère, qui était l'aînée, partageait les exercices – et même les leçons d'escrime – de ses frères. De très bonne heure, ma grand-mère emmena ses enfants en Italie et leur fit faire de longs séjours à Rome pour y acquérir sur place une culture latine très solide. On voyageait à petites journées en « voiturin », visitant sur la route les sites pittoresques, les ruines et les musées. Mais, par un contraste moderniste assez remarquable, ma grand-mère, fervente catholique, n'hésita pas à conduire aussi ses enfants chez les hérétiques. Elle leur fit voir l'Angleterre antipapiste d'alors et les fit assister aux fêtes du couronnement de la reine Victoria à Londres. Le château de Filières en Normandie, où elle passait une grande partie de l'année chez ses parents, habitant l'hiver le vieil hôtel des Crisenoy sis à Paris 77 rue de Lille et dont son beau-fils lui laissa la jouissance, était un foyer de vie artistique. Le comte de Mirville, frère de ma grand-mère, et ses deux filles, dont l'une mourut très jeune et l'autre devint la comtesse Hocquart, étaient admirablement doués pour les arts : peinture et musique. Ma mère dessinait joliment et avait un beau talent de piano ; l'aîné de ses frères devint un peintre de marine remarquable – les œuvres de mon oncle Pierre de Crisenoy sont très éparpillées ; il reste deux de ses meilleurs tableaux au ministère de la Marine à Paris – et un compositeur amateur très apprécié ; le second, qui fut officier de marine puis préfet et conseiller d'État, dessinait et chantait.

Plus tard, en observant, en réfléchissant, en recueillant les propos des uns et des autres, j'ai compris combien ce milieu était celte. Le celtisme que j'ai connu depuis en Bretagne, en Irlande, dans le pays de Galles, s'y épanouissait de la façon la plus heureuse, et je bénis le ciel

qui m'a permis de grandir à l'ombre de telles influences ; car la vie m'a appris à tenir le celtisme pour une des assises essentielles de la vraie culture française. En associant la culture romaine à cette action celte, ma grand-mère fit preuve d'une compréhension – peut-être instinctive, en tout cas très élevée – de la pédagogie. Et c'est pourquoi, sans doute, elle assumait la charge d'une éducation à domicile avec des maîtres surveillés par elle, alors qu'il eût été plus simple et moins coûteux de s'adresser aux établissements en renom, collèges et couvents.

La noblesse normande des environs n'était pas au niveau des habitants de Filières, est-il besoin de le dire ? Les préoccupations matérielles qui forment le fonds de la vie normande d'aujourd'hui refoulent la pensée et la passion celtes à l'arrière-plan. Mais, par moments, jusque chez le paysan madré qui maquignonne et amasse, des trouées laissent entrevoir la mystérieuse influence ancestrale... Si j'avais dû vivre, sédentaire, dans ma chère Normandie, j'aurais jugé lui être grandement utile en cherchant partout, pour les réveiller, les fantômes celtes endormis.

Mon père, amené dans ce milieu par son mariage, avait grandi dans un milieu bien différent. Ce n'est pas qu'il fût étranger à la Normandie. Il lui appartenait par sa mère, fille du marquis de Pardieu, petite-fille de l'intendant de Paris, Bertier de Sauvigny, massacré au début de la Révolution¹. Ma grand-mère de Coubertin était née, croyons-nous, en Angleterre pendant l'émigration et y avait en tout cas passé sa première enfance. Son père, dont tous les biens avaient été confisqués, y avait ouvert une école ; singulier destin pour un descendant du roi Louis VI². Mon arrière-grand-père fut d'ailleurs un excellent maître d'école, fort aimé de ses élèves. Rentré en France à la Restauration, il n'y recouvra que des parcelles de sa fortune et vécut assez modestement à Sanvic, près du Havre. Il était fort angloman de manières et d'idées. Sa fille l'était aussi, non de manières mais d'idées. Ses tendances, à cet égard, se confirmèrent par son mariage.

Mon grand-père de Coubertin, officier de cavalerie, chargé sous la Restauration de missions en Espagne et au Brésil, mourut à Lisieux pendant la guerre de 1870. Je me rappelle fort bien, il va sans dire, sa haute taille, son visage rasé, son sourire un peu austère. Mais, en somme, je ne sais rien d'intime de lui. Il avait dû avoir une enfance triste. Très récemment, le hasard d'un procès-verbal de gendarmerie trouvé à la mairie de Saint-Rémyles-Chevreuse nous a appris que son père s'était tué à cause évidemment de la conduite de sa femme qui, devenue veuve, s'empressa d'épouser son amant, le chevalier de Massol, lequel s'installa en maître à Coubertin.

Mon père n'a jamais connu ce suicide, mais mon grand-père le

connaissait certainement et quelques indices permettent de croire qu'il ne pardonna pas à sa mère.

La terre et la seigneurie de Coubertin furent acquises en 1677 par un Fredi, descendant de celui auquel Louis XI avait, deux cents ans plus tôt, conféré la noblesse française. Ce Pierre Fredi, premier du nom en France, semble avoir été romain d'origine. Des Fredi restèrent en Italie. C'est dans la vigne de l'un d'eux, Felice de Fredi, que fut découverte le 14 janvier 1506 la fameuse statue du Laocoon qui est au Vatican. Felice de Fredi, qui l'avait offerte au pape, fut enterré dans l'église de l'Ara Coeli. Mon père, durant un de ses séjours à Rome, fut autorisé à faire relever sa pierre tombale dont l'inscription s'effaçait. Elle est à présent apposée contre le mur intérieur de l'église.

Les Fredi établis en France fournirent nombre d'officiers – de terre et de mer – et de magistrats. L'un d'eux fut gouverneur de Namur sous Louis XIV. Aucun ne s'éleva très haut. Ils paraissent avoir été assez utilitaristes dans leurs traditions et leur conduite. L'un d'eux, voyant sa fortune compromise, renonça tranquillement à sa noblesse pour faire le commerce, puis, ayant rétabli ses affaires, obtint du roi la réintégration dans ses privilèges. Un autre, pendant la Révolution, ne fut pas moins ingénieux. Il loua son château de Coubertin à M^{me} Campan, qui y établit un pensionnaire, et s'installa lui-même dans une maison du village voisin. Le résultat fut que, malgré le voisinage compromettant des châteaux de Chevreuse et de Dampierre, il traversa cette redoutable époque sans être inquiété et que ses papiers ne furent ni brûlés ni dispersés. Nos archives de famille – qui se trouvent toujours à Coubertin – sont intactes et contiennent d'assez intéressants documents.

Le voisinage très proche de Port-Royal des Champs devait naturellement influencer sur les châtelains de Coubertin et les incliner vers le jansénisme. C'est ce qui arriva, et si je sais gré à mes ancêtres de l'esprit pratique dont ils firent preuve dans les circonstances que je viens de rappeler, j'ai moins de sympathie pour leurs tendances jansénistes. Non que je ne rende aux fondateurs de Port-Royal l'hommage auquel a droit leur vertu ; mais cette vertu est bien, à mes yeux, l'une des plus antipathiques qui ait jamais prétendu travailler au salut du genre humain.

Mes grands-parents, qui passaient à Coubertin la majeure partie de l'année, y cristallisèrent leur existence d'une façon quelque peu égoïste. Très instruits l'un et l'autre, très « cultivés » dirait-on de nos jours, ils suivaient avec intérêt, mais froidement, sans passion aucune, les événements troublants qui se succédaient en France. Marris de voir tomber Louis-Philippe, inquiets des excès de la République de 1848, reconnaissant à Louis-Napoléon de l'ordre rétabli et de la sécurité

assurée, ils n'appelaient de leurs vœux aucune restauration et vivaient au jour le jour, aimant beaucoup, certes, leur fils unique qui était pour eux un fils modèle, mais ne s'intéressant que de loin à ses travaux et à ses premiers succès.

Mon père avait marqué de bonne heure un goût très vif pour la peinture et ne voulut pas s'y consacrer en amateur. Élève de Picot, il eut le courage de suivre régulièrement l'atelier et entra à l'École des Beaux-Arts, dont les mœurs un peu bohèmes d'alors ne cadraient guère avec son caractère.

L'Exposition de 1867, dont j'ai dit qu'elle constituait le premier de mes souvenirs précis, avait amené à Paris plusieurs souverains. Je me rappelle fort bien que mon père assista au bal de gala donné à l'Hôtel de ville et qu'il nous décrivit le lendemain l'impression désagréable que lui avait causée la physionomie du roi de Prusse et des officiers qui l'accompagnaient. J'entendis alors, pour la première fois, prononcer le nom de Bismarck ; cela me parut un nom ridicule, un nom de comédie. Du reste je n'aimais pas l'empire à cause des déceptions que m'avait causées à plusieurs reprises la rencontre de l'empereur en redingote et chapeau haut de forme, conduisant son phaéton comme un simple bourgeois et remontant sans escorte l'avenue des Champs Élysées. Était-il possible qu'un empereur manquât à ce point de décorum ! Je lui aurais pardonné de n'être pas revêtu d'un manteau de pourpre, mais à condition d'être entouré d'un brillant état-major doré sur tranches, avec de beaux chevaux piaffant.

L'amusant est que deux ans plus tard, celle qui devait devenir ma femme et qu'alors je ne connaissais pas, éprouva une contrariété tout à fait similaire. Son père était ministre de France à Francfort, siège en ce temps-là d'une de nos légations. M. et M^{me} Rothan ayant donné un dîner en l'honneur du prince Napoléon, de passage dans cette ville, leur fille s'échappa de la *nursery* pour apercevoir du haut de l'escalier la couronne que le cousin de l'empereur ne pouvait manquer d'avoir sur la tête. Et de ce jour le régime, à ses yeux, manqua tout à fait de prestige.

Après 1867, aucun fait digne d'être noté ne traversa mon existence d'enfant jusqu'en 1869. Depuis la mort de ses parents, ma grand-mère de Crisenoy avait quitté le château de Filières où résidait son frère et elle avait restauré avec beaucoup de goût et d'habileté, aidée des conseils de mon père, le vieux château de Mirville, berceau de sa famille. Mirville avait été une station romaine. On y avait trouvé une jolie statuette, des monnaies et des coupes de bronze dont l'une contenait des grains de blé.

L'année se décomposait pour nous en sept mois d'hiver et de

printemps passés à Paris dans la vieille maison où je suis né et que j'habitais encore à 60 ans ; six semaines dans notre châlet d'Étretat, deux mois et demi à Mirville (août et septembre), enfin trois semaines d'octobre à Coubertin. Parfois nous allions encore passer quelques semaines de novembre au château de Crisenoy, propriété de ma tante, la vicomtesse de Viart (demi-sœur de ma mère), qui avait aussi à Paris un hôtel situé rue Barbet de Jouy, devenu depuis peu la résidence de l'archevêque de Paris. En ce temps on voyageait fort peu. La plupart de nos parents avaient leur existence annuelle réglée d'une façon plus sédentaire.

Mes parents recevaient pendant l'hiver leur famille et aussi pas mal d'artistes. Le comte de Nieuwerkerke, surintendant des Beaux-Arts et ami de mon père, était un familier de la maison. Au printemps, M^{lle} de Fauveau venait souvent pour un petit séjour. Après avoir pris part aux côtés de la duchesse de Berri à l'insurrection fomentée en Vendée par cette princesse en 1832, M^{lle} de Fauveau s'était retirée à Florence et s'y livrait à la sculpture 3.

Je voyais peu mes frères, de beaucoup mes aînés. L'un, très mondain, se déplut, je crois, à Paris et s'engagea dans les Zouaves Pontificaux en 1868. L'autre était élève à Saint-Cyr. Mais je vivais dans une intimité de tous les instants avec ma sœur, qui avait sept ans de plus que moi et dont j'étais le compagnon inséparable. Je n'avais guère de camarades de mon âge et étais mêlé à l'existence des grandes personnes peut-être plus qu'il n'eût fallu. Mon imagination trottait ferme. Les conversations politiques que j'écoutais m'intéressaient grandement. Le peintre Landelle se disputait fréquemment avec mes parents, qui l'aimaient beaucoup. Il était libre penseur et croyait à la paix devenue perpétuelle. Ma mère s'essayait à le convertir et mon père se moquait de son pacifisme. Je me rappelle fort bien, du reste, que l'idée était répandue dans des milieux très différents d'une impossibilité absolue pour la guerre d'éclater désormais. Je n'ai jamais compris comment avait pu germer dans les cerveaux français une idée aussi saugrenue au lendemain des événements de 1866. Je crois vraiment que le succès de l'Exposition avait troublé les esprits. C'était le moment où mon futur beau-père multipliait les avertissements à Napoléon III qui, toujours très aimable avec lui, devenait distant et distrait dès que M. Rothan abordait le sujet du « péril allemand ». Le souverain courait à l'abîme une sorte de bandeau volontaire sur les yeux.

Rome pendant le concile de l'Infaillibilité

Très paresseux sur pas mal de points, j'étais avancé en histoire et notamment en histoire romaine. Ma mère, qui me donnait des leçons que sa tendresse rendait peut-être trop peu sévères, possédait sur le bout du doigt ces matières. Elle savait fort bien le latin et les maîtres dont elle avait suivi en commun avec ses frères les enseignements avaient implanté dans son esprit non pas seulement le contour, mais le sens profond des faits. Sous sa direction, la « succession des empires » chère à Bossuet et surtout la prodigieuse évolution des destins romains prenait à mes yeux un relief passionnant. Au contraire, la Grèce ne m'était point claire, ou du moins j'apprenais et m'assimilais une Grèce antique très différente de celle qui a réellement existé. J'ai depuis revu les livres et tableaux à l'aide desquels j'étudiais. J'ai constaté qu'effectivement, dans ce temps-là, on possédait bien le sens de l'antiquité romaine et assez mal celui de l'antiquité grecque. La civilisation hellénique était considérée comme parallèle à la romaine ; on contemplait la première à travers la seconde, manière infaillible d'en méconnaître le caractère si complexe et si varié. La collaboration des archéologues nous a aidés depuis lors à évoquer l'hellénisme véritable.

En 1869, je n'étais pas du tout préparé à rencontrer Pisistrate ou Périclès dans les rues d'Athènes, que j'avais peine à me représenter sous l'aspect d'une ville encore vivante. Quant à Épaminondas, il n'éveillait que l'idée d'un beau perroquet vert et rouge sur son perchoir : cet animal avait appartenu à un de mes oncles. Au contraire, Cornélie et ses fils, Scipion l'Africain, Mucius Scaevola, Cicéron, voire même Romulus, étaient des personnages que je m'attendais tout à fait à croiser dans les ruines du Forum, sans que le voisinage du pape Pie IX et de ses prélats gênât le moins du monde l'évocation. Je ne sais pas si ce que je dis là est bien clair ; mais l'impression en est demeurée si forte dans ma mémoire que je ne pouvais pas ne pas le noter au passage.

On comprendra dès lors avec quel enthousiasme j'accueillis la nouvelle que nous passerions à Rome l'hiver de 1869-1870,

enthousiasme que ma sœur ne partageait nullement. Mes parents, comme je l'ai dit, y avaient fait précédemment de longs séjours, mais n'y étaient pas retournés depuis ma naissance.

Le voyage, grandement facilité aux yeux de ceux qui l'avaient jadis accompli en diligence, ne se faisait pas encore tout d'une traite. Il fallait changer de train à Marseille. La ligne du littoral n'était construite que jusqu'à Menton. On allait en « voiturin » de là à Gênes, avec arrêts nocturnes à Alassio et à Savone. L'auberge d'Alassio était un vieux palais étrange, où les portraits des marquis Durante, anciens propriétaires, vous regardaient de façon intimidante absorber une viande coriace et un thé sentant le foin, en compagnie de quelques vieilles Anglaises à voile bleu. Car ce qu'il y avait, cette année-là, de vieilles Anglaises en route vers la ville papiste, Dieu seul le sait.

À Gênes le chemin de fer reprenait. Nous passâmes deux jours à Pise, trois jours à Florence et arrivâmes à Rome un peu avant Noël, pour y rester jusqu'après Pâques.

Je me garderai d'infliger au lecteur le détail de souvenirs personnels d'un caractère plus ou moins puéril. En peu de temps je connus Rome fort bien. Le hasard me priva d'y revenir avant 1905, donc trente-cinq ans plus tard. Or, je m'y retrouvai cette année-là, et dès les premiers jours, presque autant chez moi qu'à Paris.

En 1870 nous habitions un appartement assez triste, situé *via* Frattina, non loin du Corso. Beaucoup de Français y fréquentèrent. Les séances et les fêtes religieuses du Concile provoquaient un grand mouvement de va-et-vient. Sans comprendre encore de quoi il s'agissait, je sentais très bien qu'il se jouait là une grosse partie entre ce qui m'apparaissait comme le bien et le mal. Le bien c'était la cause de l'Infaillibilité, évidemment, puisque cette cause était celle de Pie IX.

Aucun de ceux qui n'ont pas vécu en ce temps-là ne peut se rendre compte du culte dont fut entouré Pie IX pendant son prestigieux pontificat. Élu en 1846, le cardinal Mastai-Ferretti, jeune, beau, spirituel, pieux, éloquent et bon, succédait au vieux Grégoire XVI, personnage effacé et morose. Cette élection imprévue rompait avec la tradition qui avait semblé devoir s'établir à plusieurs reprises de ne porter au trône pontifical que des cardinaux usés par l'âge et de caractère incolore. Un rayon de soleil illumina cette élection. Et quand le nouveau pape, alors souverain temporel, eut nettement indiqué qu'il entendait réformer l'administration tracassière et véreuse de ses États, quand il eut affirmé par ses premiers actes qu'il voulait régner en souverain libéral, ce fut d'un bout à l'autre de la péninsule une explosion d'enthousiasme et d'un bout à l'autre de la chrétienté une

vibration d'ardente sympathie. On connaît la suite. Quelques années à peine, et Pie IX, chassé de Rome par un mouvement révolutionnaire qui le débordait, se réfugiait à Gaëte sous l'égide du roi de Naples François II, tandis que Louis-Napoléon, récemment élu à la présidence de la République française, envoyait en Italie des troupes, avec mission d'assiéger Rome, d'en déloger le gouvernement révolutionnaire et d'y faire rentrer le pape.

De ce jour-là, la situation de Pie IX fut faussée, comme aussi du reste celle de Napoléon III. L'ancien *carbonaro* qui se proposait de réaliser l'unité italienne avait placé lui-même en travers de sa route l'obstacle contre lequel il ne pouvait manquer de trébucher un jour. Quant à Pie IX, un échec retentissant survenu au seuil de son long règne lui rendait presque impossible de se montrer un pape réformateur, alors que ses initiatives du début le condamnaient à le rester aux yeux de l'opinion, au sein de laquelle il avait excité tant d'espérances.

J'ai toujours pensé qu'ambitieux en même temps que mauvais politicien, Pie IX avait été très ulcéré de son échec et que, voulant de toute façon laisser le Saint-Siège haussé et glorifié, il avait été amené à chercher dans le renforcement de l'autocratie religieuse la gloire qu'il avait cru trouver tout d'abord dans l'établissement du libéralisme chrétien. Ceci l'amena, après la proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception, à désirer la reconnaissance de l'infaillibilité pontificale.

Une opposition ne manqua pas de se former dans l'Église contre un tel projet, encore qu'il ne changeât pas grand-chose à ce qui existait précédemment. Car d'un côté les fervents catholiques tiennent naturellement pour inspirée et par conséquent pour infaillible la parole du Saint-Père et, de l'autre, du point de vue de la législation ecclésiastique, les conditions exigées pour que l'infaillibilité fût acquise en restreignaient singulièrement l'application. Je ne voudrais point manquer de respect à la papauté en employant ici un terme vulgaire, mais il est évident qu'il y eut une large part de bluff dans l'œuvre que l'on demandait au Concile de 1870 d'accomplir.

Il y en eut aussi un peu dans son organisation et dans l'apparat extraordinaire dont on l'entourait. Jamais Concile n'avait été l'occasion d'un pareil déploiement de pompes religieuses et même civiles. Car une exposition fut organisée dans le couvent adjacent aux anciens thermes de Dioclétien et Pie IX l'inaugura solennellement, entouré de sa cour et du corps diplomatique.

Le Concile se tenait dans la basilique même de Saint-Pierre. Un gigantesque mur fermait jusqu'aux deux tiers de sa hauteur le transept

de droite. Une porte dont les battants colossaux faisaient mon admiration y était pratiquée. Les jours ordinaires, ces battants demeuraient fermés et les fidèles, assemblés autour du baldaquin central qui recouvre le tombeau de l'Apôtre, percevaient à peine le murmure de la voie des orateurs sacrés parlant à l'intérieur de la salle ainsi aménagée. Mais à certains jours, la porte était grande ouverte sur la basilique et tout le monde pouvait contempler l'auguste assemblée, le pape sur son trône au fond du transept et de chaque côté les longues files de cardinaux, d'archevêques et d'évêques. L'impression donnée par ce spectacle était évidemment considérable, unique.

Dans les innombrables églises de Rome, le moindre anniversaire était matière à triduum, à neuvaines, terminés par des cérémonies où le goût théâtral des Italiens se donnait libre carrière. J'adorais les fêtes, les illuminations surtout. Aussi je nageais dans des délices perpétuels. Le carnaval avec ses batailles de fleurs et de confettis, la course des *barberi* dans le Corso et la folie des *moccoli* le dernier soir apporta bientôt un complément de joie⁴. La petite princesse Lavinia de Piombino, amie de ma sœur, était notre compagne en ces journées-là. Nous passions des heures à errer dans le vaste palais Piombino aujourd'hui détruit. Je n'en revenais pas de ses dimensions. Un monde de serviteurs inutiles vivait là-dedans. Les détails n'étaient pas toujours respectables. Dans les combles, je pénétrai avec horreur dans une vaste pièce carrelée qui servait de water-closet aux nombreux chiens de la maison. Parfois nous allions jouer dans les merveilleux jardins de la villa Ludovisi qui appartenait aux Piombino et dont il ne reste que le « Casino de l'Aurore » où siège maintenant l'École américaine. C'est sur l'emplacement d'une partie de ces jardins que s'élève aujourd'hui le palais habité jusqu'à sa mort par la reine Marguerite.

Les Zouaves pontificaux donnèrent aussi des manœuvres suivies de déjeuners sur l'herbe. La « petite guerre », comme on l'appelait, se déroulait dans la campagne romaine devant de très nombreux invités appartenant à toutes les nations de l'univers. La figure centrale des Zouaves était leur colonel, le baron de Charette, grand entraîneur d'hommes, de caractère très noble et très droit, dont la fougue se révélait en contrastes curieux. Veuf de M^{lle} de Fitz-James qu'il avait aimée passionnément, il allait pleurer sur sa tombe après avoir passé la nuit au bal. Beaucoup d'officiers pontificaux venaient chez mes parents, ainsi que quelques officiers français du corps d'occupation, mais peu ou point de membres des ambassades. En général, l'élément militaire était très « infailibiliste ». On parlait volontiers de M^{gr} Dupanloup et des « prélats d'opposition » comme de suppôts de l'enfer.

Le pape aimait beaucoup son armée et la visitait volontiers. Sa confiance dans le gouvernement impérial avait fortement diminué. Parrain du prince impérial né en 1854, il avait exercé sur l'Église de France une action énergique en faveur de Napoléon III, mais il commençait à se demander jusqu'où iraient les complaisances de l'empereur envers la Maison de Savoie. J'entendais toujours répéter alors que le plan de Napoléon III avait été la formation d'une confédération comprenant l'Italie du Nord, unifiée sous le sceptre de Victor-Emmanuel, les États de l'Église au centre et le Royaume des Deux Siciles, et présidée par le pape, mais que les événements de 1860 étaient venus à la traverse de ce plan, en rendant désormais la réalisation impossible.

Mon père regrettait vivement que cette confédération ne se fût pas créée. Ma mère en désapprouvait rétrospectivement la conception parce qu'elle y voyait une sorte de légitimation de la spoliation dont avaient été victimes le grand duc de Toscane et le duc de Modène. Ce dernier prince était particulièrement cher aux légitimistes pour avoir refusé de « reconnaître » Louis-Philippe et avoir persisté jusqu'au bout dans son refus. Il était d'ailleurs le père de la comtesse de Chambord.

Les vues des catholiques dans cette question romaine étaient variées mais assez nettement tranchées. Les légitimistes pensaient comme ma mère et détestaient la Maison de Savoie. Les « orléanistes », ou du moins ceux qui se réclamaient de l'esprit possibiliste de la monarchie de Juillet, eussent applaudi à la confédération dont on attribuait l'idée à Napoléon III (et à laquelle je doute, pour ma part, qu'il ait sérieusement songé), mais ils prenaient leur parti du fait accompli depuis l'aventure garibaldienne. Les libéraux, enfin, auraient souhaité une sorte d'entente entre la papauté et la Maison de Savoie et le retrait des troupes françaises de Rome.

Je ne sais ce que pensait Pie IX. Jamais je n'ai entendu personne se référer à l'opinion du pape. J'ai seulement le sentiment que sans voir venir la guerre franco-allemande, il redoutait une évacuation de Rome par les Français et, sentant vaciller son pouvoir temporel, s'efforçait de donner à son pouvoir spirituel le plus grand prestige possible. Le pape ne professait plus aucune sympathie pour les doctrines libérales, mais il était resté libéral dans sa façon d'envisager les situations individuelles. Mon futur beau-père, qui devint peu après la guerre ministre de France à Florence auprès du gouvernement royal d'Italie (Florence resta d'abord capitale après la prise de Rome), eut à ce moment l'occasion de faire une visite au Vatican. Le pape lui conféra un grand cordon et comme M. Rothan croyait devoir rappeler qu'il appartenait à la religion réformée : « Eh, lui dit Pie IX en souriant, j'aime mieux un bon protestant qu'un mauvais catholique. »

On s'étonnera peut-être que je puisse mélanger ici à des impressions recueillies depuis lors, des impressions datant de 1870. Sans doute je n'étais encore qu'un enfant. Mais ma mère m'entretenait de questions bien au-dessus de mon âge, qu'elle savait rendre claires à mon esprit. De plus j'étais passionnément intéressé par la politique. Ma sœur aimait les sciences, les machines, les sports, etc. toutes choses qui me trouvaient alors parfaitement indifférent. Par contre, j'étais ferré sur le cérémonial, le protocole, les dynasties régnantes, etc.

Au travers de la Rome pontificale, j'évoquais sans me lasser la Rome des Césars. Les ruines de leurs palais étaient le lieu préféré de mes promenades et je contemplais avidement le merveilleux panorama que l'on découvre de là. Pie IX m'apparaissait comme le successeur normal et légitime d'Auguste. Mais un intervalle surgissait au milieu de cette longue histoire, dans lequel je ne voyais que vide et ténèbres. Après Constantin, je ne comprenais plus. L'infiltration barbare m'était inconnue et du Moyen Âge italien, je ne retenais rien.

J'ai connu depuis que ces sujets étaient fort mal enseignés et que si on voulait s'en donner la peine, ces temps troublés pourraient être rendus clairs et intéressants à la mentalité des écoliers.

La semaine sainte amena une recrudescence de festivités. Je fus étonné de les trouver si peu funèbres. À Paris c'était tout autre chose. Ici les fidèles semblaient peu préoccupés de faire pénitence et la liesse du vendredi saint me stupéfia. Il y a quelque chose de païen dans la façon dont les Italiens célèbrent la Résurrection.

La matinée de Pâques s'écoula au milieu de la foule sur la place de Saint-Pierre à attendre la fameuse bénédiction *urbi et orbi* que le pontife donne du haut de la *loggia* centrale. C'est un spectacle émouvant et véritablement grandiose. Le soir, l'illumination de la coupole que facilite aujourd'hui l'électricité, mais qui s'opérait alors grâce aux talents des gymnastes de San Pietrini, se profila sur un ciel d'une pureté parfaite. Nous y assistâmes du haut de la terrasse du Pincio en sortant de la villa Medicis. C'était probablement un des seuls endroits de Rome qui fût à peu près solitaire et nous y passâmes la soirée. Le lendemain toute la ville fut illuminée. Un feu d'artifice fut tiré sur la place du Peuple. Je me souviens surtout de l'art incomparable avec lequel la pyrotechnie romaine avait éclairé, entre autres monuments, la fontaine de Trevi. Ce furent les dernières fêtes pascales du régime pontifical. Ce fut aussi ma dernière vision romaine. Quelques jours plus tard nous partîmes pour Paris en passant par le Mont Cenis. Le grand tunnel était loin d'être achevé. Un petit chemin de fer « joujou » grimpait sur la montagne et redescendait de l'autre côté ; « joujou » dangereux auquel il arriva pas mal d'accidents et dont les freins ne fonctionnaient pas toujours comme il eût fallu. Mon père

poussa un soupir de soulagement quand nous en sortîmes.

La guerre de 1870

Personne autour de nous ne s'attendait à voir la guerre éclater. J'en suis d'autant plus certains que nous étions alors à Étretat où l'on voyait des gens appartenant aux milieux les plus différents. Or le moindre bruit de guerre m'eût fait dresser l'oreille. Mais ni sur la plage à l'heure du bain, ni sur la terrasse du Casino où s'échangeaient les potins, ni au croquet (le tennis de ce temps-là), j'avais surpris la moindre parole empreinte d'inquiétude à cet égard. Par contre j'ai le souvenir très net de la stupeur causée par la nouvelle d'une prochaine déclaration de guerre ; stupeur d'ailleurs aussitôt remplacée par un bruyant enthousiasme. J'appris avec joie que nous ne ferions qu'une bouchée des Prussiens et que l'entrée de nos troupes victorieuses à Berlin aurait lieu certainement avant l'automne. Ces propos se répétèrent couramment les premiers jours. M. Landelle, le pacifiste, était parmi les plus excités. « Il faut, disait-il, que nous leur flanquions une bonne raclée. » Mes parents paraissaient beaucoup moins rassurés sur l'issue de l'aventure, mais je remarquai qu'ils étaient à peu près seuls à s'alarmer.

Quand nous arrivâmes à Mirville, je rêvai la première nuit que les Prussiens y pénétraient. Mais la réflexion au réveil calma l'angoisse de mon cauchemar. Ils y vinrent pourtant, ce à quoi nul assurément dans toute la région ne s'était attendu.

Ils y vinrent et ce fut le point extrême de leur pénétration en Normandie. La physionomie du pays au cours de cette douloureuse période est restée bien présente à mon esprit et formait un complet contraste avec tout ce dont j'ai été témoin pendant la guerre de 1914. On sentait partout le désarroi. Les communications étaient suspendues, les nouvelles rares, l'incertitude générale tant sur les faits de guerre que sur l'état intérieur de la France. Personne ne regrettait la chute de l'empire. L'empereur et son gouvernement étaient rendus responsables du désastre. Je ne me souviens pas d'avoir alors entendu accuser l'impératrice, mais les mots « Ah ! si Morny avait été là » revenaient fréquemment dans la conversation. L'espoir en Gambetta se manifesta vivace jusqu'à l'investissement de Paris. À partir de ce

moment-là, la partie fut considérée comme perdue. Je ne parle bien entendu que de ce qui se passait dans le pays de Caux. Il semblait que la France fût émiettée en régions distinctes et séparées les unes des autres. Notre horizon ne s'étendait pas au-delà de Rouen. Du Nord on ne savait rien. Les rapports avec la Basse-Normandie elle-même étaient difficiles. Quand mon père fut appelé à Lisieux par la mort subite de mon grand-père, il dut frêter au Havre une barque de pêche pour le conduire à Honfleur où il ne trouva qu'une sorte de cabriolet avec un cheval de ferme.

Le Havre formait une manière de petit camp retranché où s'organisait la résistance locale. Mes cousins, le comte Hocquart et le marquis de Houdetot, y apportaient tous leurs soins. Je ne crois pas que leurs territoriaux leur donnassent beaucoup de satisfaction. Il y avait par ailleurs des bandes de « francs-tireurs » qui n'étaient pas en général composées de gens très recommandables.

On tenta en outre d'organiser dans les villages une sorte de garde nationale. Je me rappelle dans une grande avenue au bout du parc, mon père coiffé d'un képi et s'évertuant à faire faire l'exercice à une vingtaine de vieux bonshommes armés de bâtons. Cela ne dura guère.

Le soir on disait à l'église des prières une ou deux fois par semaine. L'hiver exceptionnellement dur – jamais on n'avait vu tant de neige en Normandie – n'empêchait pas les gens de venir de loin à ces offices qui revêtaient par la ferveur et le voisinage du péril quelque chose de la grandeur que devaient avoir les réunions chrétiennes du Moyen Âge. Pour moi, encore rempli des impressions romaines, je me croyais ramené au temps de la prière dans les catacombes lorsque je voyais les ombres glisser dans la nuit au clair de lune ou bien à la lueur pâle de quelque lanterne. À la sortie de l'église les langues se déliaient malgré le froid et, comme si l'office n'avait pas suffi à entretenir l'espérance nécessaire à la vie, le merveilleux se manifestait. Il y avait toujours quelque nouvelle « prophétie » qui circulait. D'où sortaient tous ces textes, Dieu le sait. Ils étaient conçus en termes obscurs, frissonnants, bizarres. On y parlait du « cheval feu et eau » qui ne pouvait être que la locomotive, de l'Antéchrist qui ne pouvait être que Bismarck et du « roi des lys » qui ne pouvait être que le comte de Chambord. Puis les récits des visionnaires allaient se multipliant, les apparitions de la Vierge promettant la fin des épreuves, les croix mystérieuses tracées sur les vitres et les murs. Certains de ces documents annonçaient toutefois une série de catastrophes nouvelles destinées à faire « trembler les méchants » et à provoquer la « conversion de la France ». Il y avait notamment « trois jours de ténèbres » pendant lesquels les démons seraient lâchés sur la terre. Il ne faut pas croire que d'incultes paysans seuls admissent ces folies. Au contraire il me semble que les

septiques se trouvaient plutôt parmi les hommes de cette classe, tandis que les femmes mêmes cultivées propageaient avec ferveur toute cette littérature. On finissait par avoir les nerfs ébranlés sans doute. J'eus pendant longtemps dans ma chambre un petit cierge béni en prévision des « trois jours de ténèbres » : précaution inutile, disait ma sœur volontiers ironique, puisqu'on ne nous avait pas donné d'allumettes bénites pour l'allumer.

Il n'y eut pas de famine à proprement parler, mais la misère était assez grande et la question de l'alimentation ne laissait pas de préoccuper, d'autant qu'il fut impossible de persuader à la population de manger du riz, denrée dont on disposait en assez grande abondance. Personne ne voulait toucher à cette « nourriture de Chinois ». Ils s'attendaient sans doute à prendre les yeux en amande et le teint pain d'épices et préféraient se serrer le ventre.

Après quelques combats aux environs de Rouen, les Prussiens – on ne disait pas alors les Allemands : tout casque à pointe était un Prussien, fut-il originaire de Saxe ou de Bavière – remontèrent vers Le Havre. Nous pensions qu'après avoir occupé Bolbec, ils se dirigeraient de là vers cette ville, mais ils ne parurent pas pressés d'y parvenir et marquèrent une méfiance croissante à mesure qu'ils s'en approchaient. En fait, comme je l'ai dit, ils ne dépassèrent pas la vallée par où les ruisseaux de Mirville s'écoulent vers Bolbec et, de là, vers Lillebonne et la Seine. La voie ferrée de Paris au Havre enjambe la vallée à Mirville même, à environ huit cents mètres du château au moyen d'un magnifique viaduc courbe de quarante-huit arches et dont les arches centrales atteignent une grande hauteur. Un détachement vint réquisitionner un récipient pour y mettre la charge de poudre destinée à faire sauter ce viaduc. À ma grande indignation, on s'empara de la boîte qui contenait mon jeu de croquet.

Le viaduc d'une architecture très légère, construit en briques, avait été édifié lors de l'établissement de la ligne (l'une des premières en France) par des ingénieurs anglais ; il passait dans le pays pour n'être pas solide. Tout le monde s'attendait à le voir s'effondrer dans toute sa longueur et nous attendîmes la catastrophe du bord d'un étang situé derrière le château. Un bruit sourd et lointain se fit entendre ; rien ne bougea. Nous pensions que le coup était manqué. Mais non : les voûtes de deux des petites arches initiales du côté de Rouen s'étaient effondrées ; les autres étaient intactes. L'officier se montra déçu et mécontent, mais comme cela suffisait à interrompre le trafic, il jugea avoir rempli sa mission. Les soldats errèrent dans le parc et s'établirent dans les écuries vides, sans se préoccuper des chevaux qu'on avait cachés dans une étable. L'un d'eux pénétra dans la cuisine du château et voulut s'emparer d'un plat de viande à la gelée. La

femme de chambre de ma grand-mère, qui n'avait pas froid aux yeux, le lui arracha des mains. Il se retira en grommelant. Son officier le gronda. Ce dernier, qui paraissait doux et bien élevé, causa à plusieurs reprises avec mon père. Il était logé dans une annexe du château et fut très discret. Mon père nous dit qu'il semblait mal à l'aise « à cause du voisinage de la mer ». Lui et ses camarades se sentaient trop éloignés de leur base de ravitaillement et désireux de se replier sur Rouen le plus tôt possible.

Ils eussent quitté Mirville de suite, je crois, sans un incident grave qui survint. Des francs-tireurs tuèrent un soldat allemand isolé, dans les champs. Aussitôt il y eut comme une mobilisation de férocité parmi les troupes. Un renfort vint de Bolbec. Une enquête fut faite pour savoir à qui appartenait la terre sur laquelle était tombé le soldat. Si cette terre avait appartenu à ma grand-mère, on aurait brûlé le château. Mais il se trouvait avoir été tué un peu au-delà des limites ; on brûla donc les granges de la ferme voisine, après avoir enfermé le fermier et sa famille dans leur maison d'habitation. Le curé de la paroisse, qui voulut intervenir, fut menacé de mort. Après ce bel exploit nous vîmes les Prussiens revenir au pas de course vers le château, ce qui causa une panique parmi les domestiques et nous effraya grandement, ma sœur et moi. Mais ayant traversé le parc, ils se retirèrent vers Bolbec et nous ne les revîmes plus.

Ils commirent pas mal d'excès dans la région et, après un repas orgiaque d'officiers, brûlèrent le château de Tous-Vents au-dessus de Bolbec, dans des circonstances dont je ne connais pas le détail.

Un soir, alors que l'armistice était déjà signé, mon frère aîné apparut soudainement à la porte du salon. Tandis que mon second frère, officier de carrière, avait été maintenu contre son gré en Algérie (où du reste il eut à se battre contre les Arabes), l'aîné s'était engagé au début de la guerre, avait pris part à la bataille de Gravelotte et, enfermé dans Metz avec l'armée de Bazaine, avait été fait prisonnier. Sa captivité s'était écoulée à Darmstadt. Il avait eu la médaille militaire et avait été promu officier. Nous n'avions eu que de rares nouvelles de lui et son arrivée nous causa une surprise joyeuse.

Je n'ai que des souvenirs assez vagues de ce qui concerne le printemps de 1871. Il y avait une détente physique autour de nous. Enfin ! on ne se battait plus, on allait pouvoir reprendre les paisibles travaux du temps de paix ! D'autre part l'avenir semblait favorable aux espérances monarchistes. Le nom de Thiers, sans cesse répété, éveillait pourtant la méfiance, mais Henri V allait revenir ; il ramènerait l'ordre et la prospérité et rétablirait la grandeur de la France.

Je ne compris guère ce que signifiait le mouvement insurrectionnel de Paris. Au début on avait parlé de ceux qui le fomentaient en disant : les républicains. Gambetta, M. de Freycinet, Jules Ferry, Jules Favre étaient honnis maintenant pêle-mêle avec les « fédérés », appellation qui devint bientôt courante et finalement fut remplacée par celle de « communards ». Ce fut alors que je commençai à éprouver toute l'ignominie de cette page de notre histoire qui s'écrivait sous mes yeux.

Vers le printemps nous allâmes à Coubertin où eurent lieu les obsèques définitives de mon grand-père décédé pendant l'hiver à Lisieux. Le voyage n'était pas facile. Le chemin de fer de Paris s'arrêtait, je crois, à Mantes. De là nous gagnâmes Versailles. Mon oncle de Crisenoy, colonel de la garde nationale et que l'on avait recherché pour l'arrêter et le fusiller, avait pu, habitant près du bois de Boulogne, se sauver de Paris avec sa femme et ses enfants en simples promeneurs. Ils avaient atteint Versailles à pied et non sans alertes. Nous passâmes la journée avec eux et allâmes à Coubertin en voiture.

À la fin de mai, la lueur des incendies allumés par les « communards » et qui dévoraient les Tuileries, le Conseil d'État, l'Hôtel de ville, etc. dansait sinistrement au-dessus des collines de la vallée de Chevreuse. L'écho du canon de la guerre civile résonnait le jour. On savait que la Commune avait pris des « otages » parmi lesquels des jésuites dont le père Olivaint que mes parents vénéraient. On était fort inquiet sur le sort de ces otages et non sans raison, car on apprit bientôt qu'ils avaient été massacrés, ainsi que l'archevêque de Paris, le père Captier et plusieurs autres dominicains de l'école d'Arcueil... Massacre qui couronnait dignement la courte mais misérable carrière de l'insurrection parisienne. On a tenté depuis d'excuser les auteurs de cette insurrection fomentée en présence des Prussiens qui la contemplaient d'un regard ironique et méprisant. Aucune excuse ne peut être admise en raison des circonstances dans lesquelles elle fut organisée.

Dès juin on put rentrer dans Paris. La Commune avait été imposée par un groupe d'agitateurs à la population et l'héroïsme avec lequel elle avait supporté les rigueurs du siège ne méritait pas une pareille épreuve. Ce fut le plus grand mérite de Thiers de s'être refusé à toute entente avec les insurgés pendant la lutte, comme à toute indulgence excessive après. Il accepta franchement la guerre civile localisée qui se dressait sur sa route. Il n'hésita pas à reprendre Paris par les armes pour le rendre à la France sans conditions.

L'aspect en était lamentable. Le palais des Tuileries n'existait plus ; le ministère des Finances (aujourd'hui l'Hôtel Continental), rue de

Rivoli, n'était qu'un monceau de ruines ; le palais du Conseil d'État (aujourd'hui la gare et le palais d'Orsay) n'avait plus que ses murs extérieurs, noircis et lézardés. Les maisons du carrefour de la rue Royale et du faubourg Saint-Honoré étaient dans le même état. On avait pu craindre du reste que le Louvre, les Invalides, le Luxembourg ne subissent le même sort et cela serait arrivé si l'offensive dernière de l'armée régulière avait été moins énergique et plus lente.

Le spectacle qui dépassait tous les autres par l'odieux, c'était la colonne Vendôme faite du bronze des canons conquis sur l'ennemi par la Grande-Armée et gisant à terre en tronçons humiliés.

Le bois de Boulogne avait été dévasté par les travaux du siège. Au-delà, c'étaient les riants coteaux de Saint-Cloud dont le palais historique avait été incendié sans raison aucune par les Prussiens, ainsi que beaucoup de maisons particulières des localités environnantes.

La vue de tant de désastres accumulés ne provoquait pas de découragement. La vie reprenait très vite sur ces ruines, mais il est évident que sans l'incertitude politique, le relèvement se fût manifesté d'une façon plus efficace. La République n'était considérée par beaucoup de Français que comme une femme de ménage qui s'occupe de la maison en attendant l'arrivée des propriétaires. Or les propriétaires étaient multiples ; il y avait le comte de Chambord, seul chef légitime de la famille de Bourbon et représentant la vieille et illustre monarchie ; il y avait le comte de Paris, petit-fils de Louis-Philippe, chef par conséquent de la branche d'Orléans et qui, sans grand prestige lui-même, bénéficiait de celui de ses oncles, le duc de Nemours, le prince de Joinville et surtout le duc d'Aumale ; il y avait encore le petit prince impérial qui par sa jeunesse, ses malheurs et ce qu'on disait de lui personnellement ne manquait pas de partisans... Qu'allait-on faire ?

Entre-temps des pèlerinages s'organisaient vers des sanctuaires célèbres : Lourdes, Paray-le-Monial. On vouait la France au Sacré-Cœur et l'on protestait contre l'occupation de Rome et la suppression violente du pouvoir temporel des papes.

Qu'était l'attitude des Prussiens ? Avaient-ils encouragé la Commune ?... Je ne l'ai jamais cru. Certes, ils ne la découragèrent pas, mais ils ne souhaitaient pas son succès et M. de Bismarck, dit-on, offrit même à M. Thiers de l'aider à reprendre Paris. M. de Bismarck désirait certainement une France ordonnée mais faible. Je crois que c'est pour avoir assisté à ces convulsions intestines qu'il s'ancra dans son cerveau l'idée qu'aucun relèvement sérieux ne pouvait être réalisé en France par la République ; erreur qu'il légua à ses successeurs et qui les

aveugla jusqu'à les jeter dans l'aventure de 1914.

Le collège

Nul n'était moins préparé que moi à se plaire au collège. Il y faut quelque insouciance et le goût des bousculades. Or mes jeux étaient devenus de plus en plus intellectuels et compliqués et, comme ce n'était guère la mode alors, on ne se préoccupait pas de remédier à ce penchant par la pratique de sports énergiques. Ce n'est pas que je vécusse enfoui dans les livres ; point du tout, et mes études au contraire ne m'intéressaient plus guère. Mais mon imagination avait construit autour de moi des habitations de rêve qui drainaient toutes mes facultés.

Je m'étais amusé à concevoir la création d'un État à la fois conquérant et civilisateur dont l'action devait se répercuter sur l'Europe, puis sur le reste de l'univers et exercer une influence grandiose dans tous les domaines. Où le situer, cet État ? Après de longues hésitations je m'étais décidé pour la Croatie parce que le nom de sa capitale, Agram, me charmait par son euphonie – et sans doute aussi parce que, ne sachant rien de précis concernant ce pays, je me trouvais en face d'une sorte de page blanche sur laquelle ma fantaisie pouvait s'exercer en toute liberté.

Mon ignorance, certes, était bien pardonnable car tout le monde la partageait. Je tâchai à plusieurs reprises d'obtenir quelques renseignements sur la Croatie, mais en vain. Y avait-il seulement des Croates ? Ces régions avaient un nom patronymique très simple. C'était « l'Orient ». Les marins parlaient bien d'un air entendu des « échelles du Levant », que je crus longtemps être un gymnase aérien destiné à prémunir les matelots contre les surprises du vertige en les exerçant au grimper. Mais les simples mortels n'allaient pas au-delà de l'expression « Orient », laquelle disait tout et rien. Notez que la Palestine, l'Asie Mineure et Constantinople entraient aussi familièrement dans les conversations que Pontoise ou Rambouillet. L'obscurité naissait avec les « principautés valaques » dont on ne prononçait le nom qu'avec un certain mystère. À l'entour, il n'y avait plus qu'obscurité : Serbes, Bulgares, Dalmates, Croates n'étaient que des dénominations imprécises. Seuls les Albanais éveillaient l'image

nette d'hommes portant des robes de danseuses.

Je sais que j'aurai de la peine à me faire croire en évoquant cette lourde ignorance occidentale. Mais n'a-t-on pas souvent répété le mot de Jules Favre demandant à propos de la Bohême : « Les Tchèques, ce sont des Russes, n'est-ce pas ? » Tout cela dura jusqu'en 1877. La guerre turco-russe fut le premier coup de vent qui dissipa la brume de l'indifférence sous laquelle se cachait la péninsule des Balkans.

Les atlas étaient là pourtant, indiquant des frontières auxquelles nul ne s'intéressait. Et la position géographique d'Agram, relevée par moi, fut le point de départ de mon entreprise imaginaire. D'abord je devins architecte et traçai des plans de palais, d'hôtels de ville, de préfectures, de musées, de gares, des façades monumentales où tous les styles s'épousaient et divorçaient tour à tour et qui remplirent bientôt des cartons entiers. Ensuite il fallut un réseau de chemins de fer reliant Agram à toutes les capitales de l'univers et le tracé en fut établi en tenant compte des nécessités stratégiques et commerciales, s'il vous plaît. Après quoi je fixai les uniformes et la composition de l'armée et, trouvant la musique militaire française bruyante et peu artistique, je composai sur le piano des symphonies entraînantes pour conduire les troupes au combat. En été je m'occupais surtout de la flotte parce que celle-là pouvait, à Mirville où les eaux abondent, jouir d'une apparence de réalité ; j'eus bientôt une trentaine de petits bateaux à faire manœuvrer. En hiver, je peignais des décors pour l'opéra national, théâtre d'enfant dont j'avais crevé le fond afin d'obtenir le recul nécessaire aux effets scéniques que je ne trouvais jamais assez complets. Ajoutez-y le *Journal officiel de Croatie* dont j'ai retrouvé il n'y a pas encore bien longtemps un exemplaire et qui paraissait quand son rédacteur avait le temps. Puis, comme chef d'État, il y avait des discours d'inauguration à prononcer, des circulaires à envoyer, des proclamations à rédiger !... On conçoit que pour répondre à des nécessités si variées il fallut bien bâcler les thèmes et les versions, négliger l'arithmétique et la grammaire.

Ma « Croatie » dura plus de deux ans. Je lui dois beaucoup. Elle m'a appris des quantités de choses ; elle a attiré mon attention sur des quantités de questions ; surtout elle m'a enseigné les bases de l'ordre et de la méthode à apporter dans les entreprises d'ensemble. Cependant je ne saurais la recommander aux pédagogues comme propre à faciliter grandement leur mission.

Le collègue coupa court brutalement à cette existence imaginaire si copieuse et ses réalités n'en furent que plus désagréables à mes yeux. Mais j'y trouvai de bons camarades et les études régulières ne tardèrent pas à me captiver. Je passai un an au collège de Vaugirard, internat où l'existence des demi-pensionnaires était dure, et six ans à

l'école Saint-Ignace ou externat de la rue de Madrid, dont l'esprit était fort différent.

L'un et l'autre étaient dirigés par les jésuites. Aujourd'hui, qu'expérimenté moi-même non seulement dans les choses de la vie mais aussi dans la pratique de la pédagogie, je puis envisager mes souvenirs de collège en bloc, j'estime que j'ai eu beaucoup de chance d'être formé par eux intellectuellement et de leur avoir échappé moralement. J'ai été de ceux sur lesquels aucune emprise n'a jamais été tentée. Chez tous les pères dont j'ai été l'élève, je n'ai rencontré qu'affection, intérêt, dévouement et... libéralisme. Aucun d'eux n'a jamais cherché ni à m'attirer dans la Compagnie ni à me retenir dans l'espèce de tiers-ordre laïque qui fonctionne autour d'elle.

Pourquoi en fut-il ainsi ? Voilà ce que je ne saurais dire. Je ne parlerai pas des petits succès que j'ai pu avoir. Si, dans les hautes classes surtout, je me suis constamment inscrit parmi les premiers, nous étions une pléiade de quatre ou cinq à nous disputer ces places, et à aucun moment, je ne me suis trouvé seul en avant, comme c'est le cas pour certains élèves dont le mérite s'affirme ainsi tout à fait exceptionnel. Mais par ailleurs j'étais complètement exempt de ce qu'on appelle le « mauvais esprit » et, par ma facilité à me laisser guider et à répondre à l'appel des maîtres, il me semble que je devais être un « gibier » tout désigné. Or j'ai vu l'emprise s'exercer à côté de moi sur des diables à quatre, sur de médiocres caractères, sur des natures rebelles et d'apparence inquiétante. J'en ai vu d'autres qui étaient dans la même catégorie que moi subir aussi cette emprise – et puis un nombre respectable de garçons de toutes sortes auxquels on laissait comme à moi la liberté la plus entière, et non seulement au collège mais après le collège dans certaines œuvres post-scolaires qu'il m'est arrivé de présider et qui nous maintenaient en rapports avec les pères. Jusqu'au bout j'ai trouvé chez eux la même charmante bienveillance à mon égard, la même loyauté du cœur et de l'esprit.

Coupaient-ils donc la France en deux tronçons hostiles et Jules Ferry fut-il justifié dans son attaque contre eux ?... Il le fut dans une certaine mesure alors que Waldeck Rousseau, vingt ans plus tard, fit complètement fausse route en renouvelant l'attaque sans aucun motif, dans les conditions les plus dangereuses et de la façon la plus maladroite. Cela ne veut pas dire que Jules Ferry eut raison de rédiger son fameux article 7 qui, sous couleur d'atteindre toutes les congrégations enseignantes était principalement dirigé contre les jésuites. Je crois qu'il eût beaucoup mieux fait de s'abstenir de déclarer la guerre. Mais il est évident qu'on ne formait pas en nous des amis de la République.

L'école Saint Ignace était un collège nouveau qui ouvrait à chaque

rentrée avec une classe de plus. J'appartenais à cette première promotion. Nous fûmes donc, mes camarades et moi, les premiers « anciens élèves » et, selon la coutume, nous formâmes, sitôt sortis du collège, une association d'anciens élèves. Selon la coutume aussi, cette association organisa un banquet annuel. Le premier banquet eut lieu à l'Hôtel Continental et nous parut solennel et fastidieux. Aucun de nos anciens maîtres n'y parut. L'année suivante nous décidâmes donc de nous réunir dans le grand réfectoire du collège, tradition qui s'est maintenue depuis. Il n'était pas beau ce réfectoire ; haut et vaste, ses murs blanchis à la chaux restaient déplorablement nus. Le bureau de l'association s'enquit d'une décoration possible, mais notre caisse était encore assez vide. Je proposai de recourir à des trophées de drapeaux ; alternant le drapeau pontifical avec le drapeau français : « Quel drapeau français ? » demandèrent mes camarades perplexes... Je n'insistai pas.

J'ai raconté cette petite anecdote en anticipant sur les dates pour montrer l'état d'esprit dans lequel nous avons vécu et que je ne peux mieux qualifier que par ce mot : l'attente. On ne nous disait point de mal direct de la République. Mais on souriait d'elle avec une pitié dédaigneuse en déplorant que le régime « définitif » et « libérateur » fût si long à venir. Et les pèlerinages que périodiquement nous accomplissions à Montmartre, alors en construction, ou à Notre-Dame des Victoires, avaient toujours pour objet plus ou moins voilé d'obtenir le « salut » de la France.

J'ai toujours estimé que cet état d'esprit qui était vers 1880 celui de beaucoup de gens « bien-pensants » dissimulait plus d'impuissance que de conviction. Je crois que les jésuites notamment n'étaient pas du tout persuadés de la non-viabilité du régime républicain et que, pour un peu, ils s'en fussent accommodés assez loyalement. Mais ils étaient poussés par leur clientèle, bien plus intransigente qu'eux-mêmes, et il faut dire que, de l'autre côté, on ne leur fit guère d'avances.

L'orage se produisit pendant que je faisais ma philosophie. Les parents étaient dans une grande surexcitation et prenaient part à tous les *miserere* que nous chantions pour obtenir le rejet de la loi scélérate. Le Sénat rejeta bien la loi – à une faible majorité me semble-t-il – mais Jules Ferry, qui n'était pas homme à renoncer à ses entreprises, doubla le cap en réalisant par simples décrets ce qu'on lui refusait les moyens de réaliser législativement. Le père de Gabriac – frère du marquis de Gabriac qui venait de quitter le poste d'ambassadeur de France près le Saint-Siège – cessa d'exercer les fonctions de recteur du collège et se retira. Un directeur laïque apparut escorté de quelques professeurs en redingote. Les pères se firent appeler « Monsieur l'abbé »... Et ce fut tout. La physionomie de l'établissement ne se modifia guère. Encore

ces concessions à la prudence ne furent-elles que provisoires. Il n'était pas dans la pensée de Jules Ferry, je crois, de pousser à fond sa victoire. Il avait surtout visé à donner un avertissement et parut s'appliquer à détourner l'attention de son parti vers d'autres objets. Il eût été encore mieux inspiré en ne la laissant pas du tout se diriger de ce côté.

Je sais bien que l'on me dira qu'en tout ceci je suis mauvais juge et qu'il est impossible d'apprécier ce qui se passait en province d'après ce dont j'ai été témoin à Paris – et surtout au collège de la rue de Madrid. J'ai en effet assisté et pris part à une tentative hardie et inattendue des jésuites, connus en général comme des partisans irréductibles de l'internat. On assure – et je crois la chose vraie – qu'ils n'ont pas été satisfaits des résultats de cette tentative ; cependant ils l'ont plus tard renouvelée en créant un nouvel externat parisien dans le quartier de Passy.

On se représente à tort la Compagnie de Jésus comme une organisation rigide où il n'y a pas de place pour le développement de la personnalité, où l'uniformité est la loi obligatoire et l'humilité le fondement de toute vertu. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Le *Perinde ac cadaver* est sans doute la règle suprême mais cette règle ne s'applique point à la vie journalière. Le jésuite qui a la confiance de ses supérieurs, parce qu'on le sait orgueilleux de son ordre et tout dévoué à sa grandeur, jouit, dans le poste qui lui est confié, d'une liberté considérable. L'atmosphère qu'il respire est un peu celle de l'Armée du Salut ou, mieux encore, de l'empire pangermaniste. Autour de lui tout exalte l'utilisation volontaire de l'individu pour la grande œuvre collective dont il est fier d'être le serviteur.

Ceci dit, j'admets que mes expériences ont été entachées d'un caractère un peu exceptionnel. J'admets surtout qu'il n'y a pas eu beaucoup de professeurs comparables au père Caron, qui me fit faire successivement mes Humanités et ma Rhétorique. Je revois sa petite taille, son fin profil, son regard pétillant d'intelligence, sa démarche intrépide. Il avait toujours l'air de marcher à l'assaut de quelque forteresse intellectuelle.

Comme tous les professeurs jésuites – autres que ceux qui enseignent une matière spéciale – il avait divisé sa classe en deux camps avec des chefs et des « concertations » qui les mettaient aux prises journallement, mais plus particulièrement une fois chaque semaine. Ces concertations étaient des interrogations collectives à qui répondrait le premier, d'après des règlements très ingénieusement combinés. Mais le père Caron ne s'en tenait pas là. Il y avait autour de lui toutes sortes de fonctions et de missions régulières, sans parler de l'imprévu. Il avait établi qu'on ne demanderait pas à sortir de classe

pendant la première ni la dernière demi-heure. Comme il était volontiers distrait par la passion qu'il apportait à commenter Homère ou Cicéron, il lui arrivait de ne pas faire attention aux délais fixés par lui-même. Aussi un « portier » désigné par lui se dressait inexorablement devant les permissions indûment demandées et accordées par erreur. Un jour, le permissionnaire, grand gaillard d'aspect rural, bouscula le portier qui lui fermait la porte et passa outre. Quand il revint, le père Caron lui dit : « Vous avez porté la main sur une autorité constituée ; vous serez jugé samedi prochain. » Et la dernière heure de classe, ce bienheureux samedi, vit un spectacle peu banal. Un jury élu par nous siégeait sur l'estrade en bas de laquelle le prévenu était assis entre deux gendarmes. Après constatation des faits par interrogatoire, nous entendîmes un beau plaidoyer et un énergique réquisitoire ; et j'avoue ne plus me souvenir du jugement qui fut rendu.

Chaque semaine aussi on lisait les annales de la classe, rédigées au jour le jour par deux élèves et où leur malice naissante ne manquait pas de se donner libre cours. Dans toutes ces occasions le père Caron n'intervenait pas au préalable. Il écoutait, critiquait d'un mot s'il y avait lieu et avec bonne humeur et s'amusait tout le premier de nos gaudrioles. Sévère à l'occasion, il était adoré de la grande majorité de ses élèves (presque une cinquantaine) et il n'en est pas un, j'en suis sûr, qui aujourd'hui encore ne lui garde de la reconnaissance.

D'une formation si libérales il n'est pourtant, je dois le dire, rien sorti de très remarquable. En passant en revue mes camarades de collège, j'en vois qui ont fourni des carrières honorables, mais en général peu brillantes. Je n'en vois guère qui aient révélé des individualités très robustes.

Je n'hésite pas à attribuer ce résultat à cette « religion de la mort » dont j'ai déjà prononcé le nom avec quelque rancune. Dès le jeune âge, on tirait nos regards hors de ce monde. Obtenir « une bonne mort » était la grâce suprême et Saint Joseph, « patron de la bonne mort », devenait dans ce but l'objet de nos dévotions excessives. Je crains de ne pas savoir exprimer les choses comme je le voudrais. Il n'y avait ni haine ni mépris de la vie présente dans la façon dont on nous dressait à la regarder, mais peut-être quelque chose de plus redoutable pour l'esprit ; le sentiment qu'elle n'est pas digne du plus grand effort et que c'est en vue de la vie future que cet effort doit être fait. Tout tendait là.

Les plus délicats, les plus sentimentaux, en arrivaient à se croire dans les limbes et aspiraient à en sortir. Nous étions un certain nombre qui n'avions pas de plus grande faveur à demander à Dieu que celle de « mourir jeune ». Par bonheur, pour ma part, j'étais tourmenté

du désir que cette mort prématurée servît à quelque chose de tangible. Je ne l'entrevois souhaitable qu'en pleine action et le goût du champ de bataille entra ainsi en moi, bien que je fusse l'un des moins guerriers par le tempérament physique. Ma main commença ainsi à se crispier autour d'une arme imaginaire. La passion de la lutte ne m'a plus quitté. Mais combien d'autres n'eurent pas cette chance de pouvoir s'échapper par une tangente opportune de ce cercle de la mort où s'enfermaient leurs convoitises, et ont continué jusqu'au bout d'envisager la vie à travers un crépuscule inquiet ?

La République aux républicains

Je continuais d'être convaincu – malgré l'échec des tentatives de restauration – que le rétablissement de la monarchie légitime était indispensable au « salut » de la France (car bien entendu je ne pouvais encore passer au crible de la critique cette expression constamment employée et si creuse dans sa trop commode imprécision). Le retour d'Henri V faisait donc l'objet de tous mes vœux. Mais je ne pouvais comprendre que l'on s'indignât qu'en attendant, la République – puisqu'elle existait – fût gouvernée par les républicains. Cette indignation se manifestait quotidiennement et pour les faits les plus minimes. Il y avait là un illogisme que je ne réussissais pas à m'assimiler. Dans les milieux légitimistes, on accusait couramment les « orléanistes » d'avoir fait échouer le projet de restauration et j'étais assez porté à penser qu'on avait raison. La question du drapeau semblait avoir été le seul obstacle jeté en travers de la rentrée du roi. Ma mère tenait pour le drapeau blanc, mon père pour le drapeau tricolore. Les phrases superbes par lesquelles le comte de Chambord avait déclaré ne pouvoir abandonner son étendard sonnaient dans mes oreilles comme une fanfare vraiment royale. Mais je ne pouvais m'empêcher de penser qu'il devait y avoir derrière cette divergence symbolique d'autres sujets de mésentente. Ce qui me contrariait un peu aussi c'était la futilité de certains préparatifs. On faisait une sorte de pèlerinage chez un carrossier en renom pour voir les voitures « préparées pour le retour du roi ». D'abord ces voitures n'étaient pas belles du tout à mon sens ; à défaut d'un roi monté sur un cheval piaffant, il m'eût fallu des carrosses à la Louis XIV avec des panneaux rutilants et des livrées merveilleuses. Et puis, vraiment, était-ce une question de telle importance et n'y avait-il pas bien d'autres choses à préparer si l'on voulait ramener le roi ?

Les querelles au sujet de l'échec ou de l'ajournement des chances de restauration se passaient en somme entre monarchistes des différentes écoles. Les républicains se tenaient en dehors, visant seulement à s'emparer du pouvoir. Qu'on se coalisât pour les en empêcher était naturel, mais qu'y avait-il de plus naturel, d'autre part, que leur ambition d'y parvenir ? Je n'étais donc pas content de les entendre

traités de criminels, de traîtres à la patrie et autres qualificatifs peu amènes. Cela commença de créer une petite fissure mentale entre mon entourage et moi. Je pense aussi que, les petits Français ayant volontiers le goût de l'opposition, je n'étais pas fâché de prendre en moi-même position contre les opinions qui s'exprimaient autour de moi.

L'Exposition de 1878 agrandit beaucoup la fissure. Eh quoi ! On ne désarmait pas, même à l'occasion d'une fête pareille ! L'union ne se faisait pas, au moins de façon momentanée, pour recevoir les étrangers invités à venir constater le relèvement de la France ! Ce relèvement me remplissait de fierté. La colline du Trocadéro et le Champ de Mars couverts de palais énormes me faisaient l'effet du plus élégant défi jeté à l'Allemagne. J'assistai avec mon père à la cérémonie d'inauguration que présidait le maréchal de Mac-Mahon accompagné du prince de Galles et, le soir, je vis quelque chose des illuminations. J'aurais voulu y participer directement et inventai un stratagème dans ce but. Je me procurai des feux de bengale non sans peine et profitant de ce que, le surlendemain, mes cousins venaient dîner, je fis semblant d'avoir retrouvé dans un tiroir ces pièces d'artifice. Nous les allumâmes sur une terrasse qui donnait sur les jardins voisins. Personne ne songea à associer ce plaisir d'enfants aux festivités de l'avant-veille. Moi seul regardai monter les flammes multicolores avec la dévotion d'un prêtre de Zoroastre, tandis que se chantait en mon cœur un cantique à la gloire de la France.

Le 30 juin, si j'ai bonne mémoire, il y eut une nouvelle fête pour laquelle Paris se pavosa magnifiquement. La place de la Concorde était remplie du chatoiement des drapeaux. Je traversai avec ma mère le jardin des Tuileries où il y avait un grand concert populaire. Nous écoutâmes un moment, mais soudain ma mère m'entraîna car elle venait d'entendre les premières mesures de la Marseillaise. J'aurais désiré connaître l'hymne célèbre proscrit jusqu'alors et qui ne figurait encore que très rarement dans les programmes, mais je ne voulus pas la contrarier par mon insistance.

C'est que depuis l'année précédente, depuis l'aventure fameuse du 16 mai, la « course à l'abîme » était commencée aux yeux des gens « bien-pensants ». Pour eux, le demi-coup d'État imposé au maréchal par la vigilance de ses conseillers privés ayant échoué, il n'y avait plus d'espoir. La République n'était même plus bonne à servir de vestibule à une restauration. Elle nous conduisait tout droit à la révolution. La Marseillaise, évocatrice des heures sanglantes de la première Révolution, semblait le tocsin annonciateur de la seconde. J'étais bien un peu surpris de devoir envisager des hommes comme Jules Simon, Waddington, de Marcère et autres, comme des fourriers de la

guillotine, mais on ne manquait pas de rappeler autour de moi que les « gens de 1789 » se montraient, eux aussi, doux et libéraux, ce qui ne les empêcha pas de livrer la France au carnage. J'avais déjà et j'ai toujours la haine de 1793. On sait ce que je pense de cette époque. Je n'ai rien à ajouter ni à retrancher à ce que j'en ai dit par exemple dans mon *Histoire universelle* ou dans mes *Pages d'histoire contemporaine*, mais je demeurais un peu sceptique à l'idée d'une seconde édition de ces horreurs. Une sorte d'instinct m'avertissait que nous entrions dans une période historique d'un caractère tout différent.

On en voulait généralement au Maréchal d'avoir « laissé faire ». Le vote des lois constitutionnelles lui était reproché amèrement et l'on répétait à satiété que son intervention eût été bien facile, « puisque la République n'a été votée qu'à une voix de majorité ». C'était absolument faux, et le vote dans lequel était intervenue cette minuscule majorité n'avait aucunement décidé de la forme républicaine alors hors de question. Mais le propos avait couru de bouche en bouche ; on le redisait sans le vérifier et, pour un temps, la légende s'en établit.

On en voulait encore plus au Maréchal de n'avoir pas su se procurer « de bonnes élections » après la dissolution à laquelle il s'était décidé à avoir recours. C'est alors que les salons de l'Élysée se vidèrent. Ils avaient été remplis jusque-là de façon assez extraordinaire. Les républicains en étaient exclus. Le Maréchal affectait de ne pas s'en apercevoir et laissait à sa femme le soin du choix de ses invités. La liste comprenait bien entendu le corps diplomatique puis l'armée, un petit lot de fonctionnaires « bien », la magistrature épurée et quelques très rares hommes politiques de nuance un peu avancée. Ces concessions faites à la position qu'occupait son mari, la Maréchale cherchait à grouper autour d'elle les épaves des Tuileries, submergées dans le plus pur faubourg Saint-Germain. C'est à cette dernière catégorie qu'allaient toutes ses sympathies.

Après le 16 mai 1877 le faubourg Saint-Germain bouda définitivement. Les belles cartes colorées qui portaient ces mots : « Le Maréchal président de la République et la Maréchale de Mac Mahon, duchesse de Magenta, prient etc. », avec le nom du destinataire au bas, ne furent plus présentées au contrôle par les marquises et les comtesses qui avaient d'abord daigné les utiliser, se faisant à elles-mêmes l'illusion qu'elles se rendaient chez le Lieutenant-général du royaume chargé de la régence en l'absence du souverain.

Bientôt survint la démission du Maréchal. Élu pour sept ans en 1873, il aurait dû, semble-t-il, attendre pour se retirer l'expiration de son mandat. Il ne crut pas le pouvoir et M. Jules Grévy fut élu à ses lieu et place. Désormais la République était aux républicains. Tous ces

événements et la répercussion qu'ils eurent au dehors font l'objet d'un ou deux chapitres de mon *Évolution française sous la III^e République*. Le lecteur permettra que je l'y renvoie, me bornant ici à ajouter quelques détails ou à noter quelques traits du genre de ceux que l'on s'attend à trouver dans des Mémoires.

Il est inutile de dire que M. Grévy, parmi les « bien-pensants » ne pouvait compter avoir « une bonne presse ». Elle fut détestable. Sa première réception défraya les conversations dans les *five o'clock* élégants qui ne s'appelaient pas encore ainsi, mais où l'on n'en dévorait pas moins des douzaines de petits fours. Le président passait, sans qu'on puisse savoir comment ce bruit avait pris naissance, pour avoir épousé sa cuisinière et l'on faisait des gorges chaudes en assurant que M^{me} Grévy avait reçu les invités de son bal officiel en robe de soie noire montante, assise sur un canapé avec sa fille, à l'entrée des salons. Quant aux dits invités, on avait reconnu parmi eux la « pâtissière de la rue Royale », oui, ma chère ! c'était tout dire. Les buffets avaient été totalement dévalisés avant 1 heure du matin. Alors on avait organisé un « cancan » monstre et il avait fallu porter dehors un certain nombre de pochards qui ronflaient sous les meubles... Charmant tableau dont je n'ai pas besoin de dire qu'il ne répondait nullement à la réalité, encore qu'évidemment l'Élysée n'eût point gagné à la retraite de ses précédents habitants.

Le premier 14 juillet fut célébré en 1880. La loi qui érigeait l'anniversaire de la prise de la Bastille en fête nationale parut au parti récemment expulsé du pouvoir une provocation directe. Le peuple de Paris ne fit pas de façons pour s'amuser. Il inaugura ce même jour, si je ne me trompe, la grande statue allégorique élevée sur la place du château d'Eau. Les échos de la fête nous parvinrent à Munich, que je visitais avec mes parents en route pour le Tyrol où nous allions faire une visite au baron et à la baronne Ernest de Sohönberg, gendre et fille d'une Américaine, Mrs S.G. Ward, amie intime de ma mère.

Ce 14 juillet inaugural est resté ancré dans ma mémoire à cause d'un problème qu'il posait et d'une controverse qu'il souleva non seulement dans ma famille mais dans tout notre milieu social. Il y eut à cette occasion un « gala » militaire à l'Opéra. Les fêtes militaires devaient-elles subir l'ostracisme dont on frappait désormais toutes les cérémonies républicaines ou bien l'armée allait-elle être considérée comme à part du gouvernement ? Mon beau-frère, le comte de Madre, qui était secrétaire d'ambassade et alors en résidence à Paris, profita des invitations mises à sa disposition pour sa femme et lui. Ce fut l'objet d'une longue discussion familiale dont le ton et les arguments me servent à mesurer rétrospectivement la passion qu'on apportait alors à régler les plus minuscules incidents, dès qu'ils touchaient à la

République. Pour avoir donné à ce régime désormais consolidé une adhésion qui ne le faisait du reste aucunement transiger avec sa conscience très loyale et très scrupuleuse, mon oncle de Crisenoy, l'ancien officier de marine, qui avait été depuis la guerre préfet de l'Indre, de l'Aisne, de Seine-et-Oise et était maintenant un des directeurs du ministère de l'Intérieur avec le titre de conseiller d'État, se vit en butte à de véritables persécutions de la part de nombre de personnes qui s'écarterent de lui avec des expressions indignes, plus ridicules encore qu'odieuses.

L'année suivante l'expédition de Tunisie offrit à tous ces pseudo-bons Français qui faisaient profession d'être les seuls à savoir aimer leur patrie l'occasion d'affirmer leur patriotisme. Ils n'en firent rien. C'était pourtant un bel ensemble d'offensives françaises que cette occupation de la régence. Avec quel doigté M. Waddington, ministre des Affaires étrangères et plénipotentiaire au Congrès de Berlin y avait préparé l'Europe. Avec quel soin et quel talent l'état-major en avait organisé la réalisation ! Avec quelle netteté de vision et de vouloir surtout Jules Ferry, président du Conseil, avait saisi l'occasion de nous faire reprendre – dix ans à peine après le traité de Francfort – la voie des conquêtes ! Mais une opposition forcenée – où la droite inaugurerait ces vilaines ententes avec les partis de désordre qui allaient se renouveler sans cesse pendant vingt ans – se rua contre le cabinet. Le général Favre, ministre de la Guerre, n'était bon qu'à jeter aux chiens et Jules Ferry méritait pour le moins le gibet de Montfaucon.

Je commençais à me disputer ferme avec certains de mes amis ; parmi eux il en était qui considéraient l'inquisition et ses forfaits « comme un fameux cran d'arrêt ». L'expression déchaîna une vraie bataille, mais ne provoqua point de brouille. Il m'était aussi impossible de renoncer à mon opinion réfléchie que d'en vouloir à ceux qui ne la partageaient pas. Je n'arrivais pas à comprendre que l'on pût se trouver en face de ce dilemme : une capitulation de conscience ou une rupture de relations. Il y a des bruns et des blonds, des grands et des petits ; pourquoi n'y aurait-il pas de même des intransigeants et des libéraux ? En tout cas, dès alors, j'étais du parti d'Henri IV contre celui de Louis XIV – ce qui ne signifie pas que j'aurais voulu effacer Louis XIV de notre histoire. Mais je détestais en lui le « jacobin ». Rattacher Louis XIV à Danton ou Henri IV à Gambetta, c'était sans doute audacieux, mais l'exactitude de ces rapprochements s'imposait à moi.

Au point de vue pratique, les opposants commençaient à se grouper en deux partis, lesquels ont persisté fort longtemps, bien que n'ayant pas d'existence réelle car il s'agissait plutôt d'états d'âme que d'opinions. Au-dessus des opinions la division s'opérait entre partisans

du « moindre mal » et partisans du « pire ». Ces derniers s'imaginaient que plus on « descendrait » vite la « pente », plus il y avait de chances d'arriver à une réaction bienfaisante dont ils escomptaient d'avance l'action réparatrice. Les premiers estimaient au contraire qu'à précipiter la marche en avant on risquait gros, sans aucune certitude de pouvoir regagner ensuite le terrain perdu. Il y avait ainsi des « conservateurs » et des « réactionnaires », aussi bien parmi les orléanistes que parmi les libéraux ralliés, les légitimistes et même les bonapartistes. C'était surtout affaire de tempérament et de culture. Car il est à peine besoin de faire observer que l'étude de l'histoire mène à condamner la recherche du pire comme un moyen d'arriver au bien.

Quand de loin je jette un regard rétrospectif sur cette période je perçois, aux fautes commises, une cause générale et unique : l'absence d'esprit critique. Un esprit critique aiguisé et informé au service d'un tempérament d'action assurerait la puissance indiscutée d'une race. Sans doute il y a quelque apparence contradictoire entre ces deux termes. La critique et l'action ne sont pas en antinomie nécessaire l'une vis-à-vis de l'autre. Mais il est délicat de les atteler à un même timon.

L'éducation nationale pourtant doit y tendre. Et elle peut y prétendre. Nous avons justement, nous autres Français, ce qui est nécessaire à la diffusion d'un esprit critique bien nuancé – à condition de l'éduquer. Car rien, plus que l'esprit critique, n'a besoin de barrières pour en contenir et en diriger la verve. J'ai toujours admiré combien la moderne pédagogie, chez nous, s'entendait mal à disposer de pareilles barrières.

Les salons de Paris

La formation d'un jeune homme en ce temps-là n'était point complète s'il n'avait pas « été dans le monde ». Il demeurait sous-entendu qu'une légère fréquentation du « demi-monde » n'était pas de trop, à condition qu'elle fût discrète et pas trop dispendieuse pour la bourse des parents. Le jeune homme « accompli » était donc celui qui avait derrière lui deux ou trois années de mondanités du premier degré avec en sourdine quelques petites frasques sans conséquence. Je dis « du premier degré » car les salons de Paris vers les années 1880-1889 formaient un Gotha parfaitement ordonné, et franchir les différents degrés de ce Gotha d'un pas alerte vous désignait aussitôt à l'attention des mamans en quête de futurs gendres. C'était même le grand inconvénient de la carrière militaire, aux yeux de bien des gens, qu'elle exigeât le passage direct du collège à Saint-Cyr, de sorte que les candidats n'avaient pas le temps d'« aller dans le monde ». Le fringant casoar du saint-cyrien compensait bien pour nombre de jeunes filles l'absence d'« habitude du monde », mais leurs bonnes mères s'en affligeaient comme d'une tare ineffaçable.

Jamais protocole de cour ne fut plus strict et plus compliqué que celui aux obligations duquel se trouvait soumis le malheureux débutant à son entrée dans ce monde hiérarchisé. Cartes de visite cornées à déposer en recevant l'invitation et de nouveau dans les huit à dix jours après le bal, cartes de visite aux parents des jeunes filles avec lesquelles on avait dansé pour la première fois et auxquels on ne devait pas manquer de se faire présenter, visites aux jours de réception des maîtresses de maison chez lesquelles on avait soit été reçu plusieurs fois de suite soit rencontré un accueil particulièrement bienveillant... Or il n'y avait en ce temps ni métro dans Paris ni taxis-autos ; les premiers tramways naissaient à peine ; il n'était pas séant pour un jeune homme élégant d'aller en omnibus ; il ne lui restait, à moins qu'il n'eût les moyens d'avoir un « coupé de cercle », que les fiacres malpropres souvent et lambins toujours – ou bien la ressource de faire ses tournées pédestrement les jours de temps sec.

Cette question de cartes à poser était un vrai cauchemar, car

beaucoup de dames prenaient en très mauvaise part qu'on en posât chez elles aux heures où elles y étaient. La plus difficile était sans contredit la vieille duchesse de Fitz James, qui menait dans le monde sa petite-fille, M^{lle} de Charette. L'après-midi elle sortait fort peu, ne reconnaissait aucun visiteur et s'indignait qu'on lui mît une carte sans la demander. Par bonheur elle avait un concierge bien intelligent qui, moyennant vingt sous, s'engageait à ne remettre votre carte qu'un jour où « Madame la duchesse sortirait ». Ces jours-là Madame la duchesse en rentrant ne manquait pas de s'exclamer sur le nombre de jeunes gens qui avaient eu la malchance de la manquer.

Le protocole, comme on le conçoit bien, s'étendait aux vêtements. Un chapeau melon n'était admis que le matin ; l'après-midi le chapeau haut de forme s'imposait absolument et c'était un objet difficile à soigner, le coup de fer et la crème rivalisaient à l'entretien de ses indispensables huit reflets. La jaquette noire, à la fois « sérieuse et coquette » comme disaient nos tailleurs, constituait le vêtement habituel ; la redingote, celui des visites de digestion et des assistances aux mariages et aux enterrements.

Les salons les plus « chics » étaient évidemment ceux qu'on tenait les plus fermés. Je crois bien que le premier de tous à cet égard était celui de la comtesse de Behague. Elle avait dû le créer avec beaucoup d'art, car rien ne la désignait pour un pareil pinacle. À en juger par l'hôtel d'un luxe théâtral qu'elle habitait avenue Bosquet, elle n'avait point de goût. Son mari élevait quelque part à la campagne des moutons qui l'ont d'ailleurs rendu célèbre ; la chronique racontait qu'il ne portait point de titre et se glorifiait de son extraction populaire. Était-ce vrai ? *Forse che sì, forse che no*. En tout cas la maîtresse de maison ne cherchait point à plaire à ses hôtes par la grâce ou l'affabilité ; elle était volontiers bourru et il fallait le charme de sa fille, la marquise d'Aramon, pour atténuer l'impression première de son accueil. La fortune devait être énorme et le train était princier. Surtout il fallait la croix et la bannière pour pénétrer dans ces salons ouatés et feutrés qui encadraient une singulière galerie de bal à plafond lumineux. Les refus étaient nombreux et désolaient ceux qui s'en trouvaient l'objet.

Pur faubourg Saint-Germain, le salon de la duchesse de Maillé était régulièrement ouvert le dimanche soir pendant l'hiver et le lundi de Pâques pour un traditionnel bal « blanc », où la jeunesse « bien née » faisait généralement ses débuts de grand monde. La duchesse était une originale. Longtemps après que la mode en ait passé, elle circulait dans son antique carrosse avec un domestique par derrière. Ses cheveux gris et relevés lui donnaient l'aspect d'un vieux portrait descendu de son cadre. Son langage n'était pas toujours choisi ; elle

avait l'apostrophe virile et rude. « Bonjour, Château », disait-elle, devant tout le monde, quand elle rencontrait son vieil ami M. de Châteaurenard. Et un soir de bal, au souper qui suivait le cotillon, comme elle circulait entre les tables et qu'on buvait à sa santé, je la vis porter à ses lèvres tel un simple grenadier – le goulot d'une bouteille de champagne. Mais elle pouvait tout se permettre ; elle mettait de la race dans le geste le plus vulgaire, différente en cela de la célèbre duchesse d'Uzès, dont le profil et les jurons demeurèrent toujours plus Clicquot que Mortemart.

La princesse de Sagan, née Seillière, et qui s'était séparée de son mari auquel elle avait trop longtemps servi de vache laitière, habitait un admirable hôtel acheté depuis par le marchand d'objets d'art Seligmann et situé rue Saint Dominique, proche de l'esplanade des Invalides. Un escalier de palais donnait accès aux salons, à la vaste galerie de bal et à la salle à manger où s'étalait, les soirs de fête, une argenterie merveilleuse. Cette disposition, le grand Suisse à hallebarde, la présence de quelque prince de passage comme le duc d'Oporto ou la duchesse d'Aoste donnaient aux réceptions Sagan un vague relent de cour qui plaisait à ma génération sevrée de ce genre de spectacles. Mais la princesse se lassait de recevoir en souveraine, sa grande flèche de diamants dans les cheveux et sa traîne étalée sur le tapis. Elle aimait aussi la fantaisie. Le bal « champêtre » et surtout le fameux « bal des bêtes » satisfirent sous ce rapport son instinct. Le premier, dans le cadre illuminé du jardin, plut beaucoup ; le second, contre lequel s'indigna Drumont, causa quelque scandale et les échos dépassèrent l'orbe habituel de la chronique mondaine.

Le salon de M^{me} Ridgway, mère de la comtesse de Ganay, celui de la vicomtesse de Courval, née Ray, celui de la comtesse de Pontevès, celui de la duchesse d'Ayen devenue peu après duchesse de Noailles, étaient irréprochables d'allures. La comtesse Greffulhe, née La Rochefoucauld, la baronne Fernand et la baronne Arthur de Schickler, recevaient avec le même luxe discret et de bon aloi. La comtesse Édouard de Pourtalès éprouvait quelque difficulté à mettre à la tierce le faubourg Saint-Germain auquel elle touchait et les souvenirs des Tuileries où sa beauté avait triomphé sous le Second Empire. Le duc et la duchesse de Bisaccia d'autre part étaient tenus de se montrer hospitaliers envers la petite bourgeoisie royaliste, le duc étant en quelque manière le chef du parti. Mais les femmes de ce temps-là se jouaient de pareilles difficultés. Elles se donnaient de la peine pour remplir leur tâche de maîtresses de maison et leur tact naturel ainsi que le sentiment de leur position sociale indiscutée les y aidaient. Aucune d'elles n'eût pensé, comme le fit plus tard la duchesse de Rohan, à constituer une parodie des cours d'amour en groupant autour

d'elle de pâles poètes et de prolifiques rimailleurs, prêts à encenser les mauvais vers de leur hôtesse.

De salons littéraires il n'y avait plus guère ; à peine pourrait-on donner ce nom au petit cénacle présidé par M^{me} de Loynes et au grand cénacle présidé par M^{me} Aubernon de légendaire mémoire – celle qui distribuait la parole à tour de rôle à ses invités et réglait les sujets de conversation : « À vous, chère Madame, dit-elle une fois, de nous donner votre avis sur l'adultère. Merci, répondit l'interpellée ; je ne suis préparée que sur l'inceste. » Ernest Renan et Gaston Paris ne reçurent au Collège de France que dans l'intimité. Le seul véritable salon littéraire de Paris – le dernier – fut celui de M. et M^{me} Taine. Tant que l'illustre philosophe vécut, les lundis de la rue Cassette rassemblèrent vraiment une élite intellectuelle. Après sa mort, M^{me} Taine, dont la haute culture égalait la bonté, se transporta dans le quartier de l'Arc de Triomphe. Les bonnes œuvres aidant, son salon se mondanisa et ne retrouva plus le caractère si attrayant qu'il avait eu jusqu'alors.

Il y avait aussi quelques salons incohérents ; le modèle du genre était celui des Lesseps. Un grand dîner chaque dimanche était suivi de réception ; il y avait de vingt à trente couverts. Quelquefois les bouts de table restaient vides ; d'autres fois il fallait ajouter des petites tables. M^{me} de Lesseps ne savait que vaguement qui elle avait invité et arrivait d'ailleurs la dernière. Ses enfants opéraient les présentations ; ignorant les noms des personnes qui entraient, ils mettaient à contribution la géographie et introduisaient M. d'Arkhangel à M^{lle} de la Jamaïque. Un farceur fit du reste le pari d'aller passer trois jours chez les Lesseps dans leur château de Touraine sans les connaître. Il fut très bien reçu ; Monsieur pensa que le visiteur tenait une invitation de Madame ; Madame ne douta pas qu'il ne fût l'ami de ses fils ou gendres. Personne ne prit la peine de tirer la chose au clair.

De telles mœurs ne régnaient pas dans la « société », expression qui s'entendait des cercles concentriques auxquels le faubourg Saint-Germain donnait le ton. Des traditions très exclusives dominant dans ce milieu convenaient, il faut l'avouer, fort bien à l'éducation des jeunes filles, moins bien à celle des jeunes gens. Les jeunes filles de cette génération étaient droites, pures, sans grandes envolées mais assez solidement instruites, saines et enjouées, prêtes à aborder la vie d'une façon équilibrée et ayant en général un très vif sentiment du devoir. Leurs futurs maris étaient mous, étroits d'idées et de caractères mesquins ; ils avaient des tendances routinières ; bons garçons d'ailleurs, gais, spirituels et aimables compagnons. Ils étaient peu sportifs. La promenade à cheval au bois de Boulogne indiquait simplement assez de fortune pour avoir un cheval. C'était le plus

souvent un de ces honnêtes quadrupèdes qu'un humoriste a baptisés « chevaux pour vieux monsieur » ; le jeune monsieur et sa bête faisaient des grâces truquées, et ni l'un ni l'autre ne songeaient à aborder un obstacle. Ce qui n'empêchait pas ces pseudo-cavaliers de fréquenter assidument le concours hippique annuel qui se tenait aux environs de Pâques dans le palais de l'Industrie aux Champs-Élysées ; cet édifice élevé en 1855 fut démoli en 1900 pour faire place aux deux palais actuels. Le concours hippique était un rendez-vous d'élégances ; l'atmosphère semblait très propre au flirt matrimonial ; beaucoup de mariages s'ébauchaient là.

Cette jeunesse dont je viens de parler devait se métamorphoser rapidement ; en peu d'années les hommes bronzés par le sport devinrent énergiques, actifs, entreprenants, maîtres d'eux et les femmes gangrenées par l'américanisme versèrent dans le snobisme, la frivolité, la soif de luxe et de plaisirs.

En ce temps-là, l'américanisme ne menaçait guère cette portion de la haute société parce que les étrangers n'étaient point admis à y pénétrer. Un seul salon, celui des Blount, aurait pu avoir un cachet étranger du fait de la nationalité de ceux qui y recevaient. Mais il n'en était rien. M. et M^{me} Blount, restés anglais, avaient pris pied dans la société parisienne et leurs invités lui appartenaient exclusivement. Les Standish, alliés aux Noailles et aux Des Cars, étaient non moins français d'allures et de manières. On ne voyait pas de ces familles à cheval sur plusieurs pays, comme il y en a eu vingt ans plus tard. Le salon de M^{me} de Kiss était hospitalier aux Hongrois de passage et dans l'intimité parfois on y dansait la czardas. Mais c'était un simple intermède. La maîtresse de la maison, française de naissance, avait conservé toutes ses relations de famille. C'est là que entre autres Hongrois avec lesquels je restai lié, je fis la connaissance d'Étienne Tisza. Il était vigoureux, brutal et intéressant, ambitieux, avec cela grand admirateur de Bismarck et affectant d'être aussi dénué de scrupules que son modèle. Il en avait pourtant, comme on l'a su plus tard, mais je suis mal instruit de ses responsabilités politiques et de sa fin tragique. Un moment Munckaczy, le célèbre peintre, et sa femme réussirent à se créer un embryon de salon ; cela ne dura pas.

Cet état de choses n'était pas agréable pour les diplomates réduits en général aux plaisirs officiels, lesquels sous la présidence de Jules Grévy manquaient d'allures, de fréquence et d'agrément. On tenait le personnel des ambassades fort à distance et je me souviens que les fils du prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Allemagne, trouvaient difficilement à nouer des relations avec les jeunes gens de leur âge dans le faubourg Saint-Germain. L'ambassadeur de Russie, le baron de Mohrenheim, et sa femme – catholiques d'ailleurs – furent les

premiers à avoir raison de cette hostilité. Par la suite, le marquis de Breteuil, ami du prince de Galles, introduisit beaucoup d'étrangers à la fréquentation desquels il se plaisait.

Certaines familles israélites y aidèrent aussi mais ce fut long. Au temps dont je parle, en ce moment, les Rothschild étaient les seuls en relations avec une portion de l'aristocratie et bien des gens se refusaient encore à les voir. Ils regardèrent comme des intrus les Hirsch à leur arrivée. Ceux-ci, après quelques essais malheureux, construisirent, avenue Gabriel au coin de la rue de l'Élysée, un hôtel monumental dont la portion la plus sensationnelle était un escalier rappelant celui de l'Opéra, mais qui avait le défaut de ne mener à rien. Dans ce décor, avec grand renfort de plantes rares, d'orchestres et de chœurs, ils pendirent une crémaillère tapageuse. Cette soirée fut comique par certains côtés. Les Hirsch s'étaient adressés à la comtesse Loewenthal, mère de la duchesse Decazes, pour faire leur liste, mais celle-ci n'avait pu forcer la main à la plupart des personnes qu'elle désirait amener. M. de Hirsch qui avait rendu, dit-on, passablement de services à l'empereur d'Autriche, obtint de celui-ci qu'il fit prier le duc et la duchesse de Bisaccia de se rendre à la soirée. L'entrée du duc et de la duchesse valait un spectacle. On ne saurait dire comment, mais il suffisait de les regarder pour concevoir qu'ils étaient là en « service commandé ». Ils n'y retournèrent point que je sache. M^{me} de Hirsch était distinguée, intelligente et bonne. Je crois qu'elle garda toujours un peu de rancune aux Parisiens. Dans la suite elle s'établit à Londres avec son mari ; ils y réussirent mieux. Elle fit de nombreuses bonnes œuvres partout où elle passa. J'aurai occasion de revenir sur ce qui touche au sémitisme, au sujet duquel je ne partageais pas les opinions de mon milieu.

La vie mondaine avait une annexe : la vie de cercle. Et un prolongement : la vie de château. Les cercles de Paris, Jockey, Agricole, Union artistique étaient des lieux de confort relatif et d'ennui certain. Par anglomanie mal comprise, on y gardait son chapeau sur la tête. Il devait m'être donné de voir, trente ans plus tard, les anglomanes sortir nu-tête dans la rue ; ce fut une manière de compensation. Les cercles servaient d'officines à d'inintéressants potins. Au Jockey régnait en plus un snobisme débordant et sot.

La vie de château telle qu'on l'a vu fonctionner depuis, c'est-à-dire « à l'américaine », n'existait pas. Il n'y en avait que l'embryon à Dampierre où la duchesse de Luynes semblait par moments remuée par les souvenirs de l'aïeule fameuse, cette Marie de Rohan, duchesse de Chevreuse, dont l'agitation et les intrigues causèrent tant de tracas à Richelieu et à Mazarin. Qu'on ne prenne pas ce rapprochement au pied de la lettre ; la duchesse de Luynes était charmante, la

distinction incarnée, et sa tenue personnelle restait excellente. Mais troublée par son veuvage prématuré, elle s'entourait médiocrement et tendait à adopter l'un des côtés du luxe américain, lequel est à la fois ostentatoire et capricieux. À Dampierre, nulle ostentation mais le goût des caprices coûteux.

Quand il m'arrivait de passer de là en Bretagne, chez mes amis de Lucinge, ou bien en Nivernais chez mon cousin de Damas et d'y trouver le « ruralisme » dans sa plus complète simplicité, il me semblait changer de siècle, sinon de planète.

Le roi est mort : vive le roi !

Le comte de Chambord mourut le 24 août 1883. Je l'avais vu trois ans plutôt à Frohsdorf au cours d'un voyage en Autriche. Mes parents avaient été faire un petit séjour en Tyrol et de là avaient poussé jusqu'à Vienne, principalement dans le dessein, cher au cœur de ma mère, de visiter l'illustre exilé. Nous faillîmes le manquer par suite d'une prolongation inopinée de la cure que le prince accomplissait à Marienbad. Je dis « le prince », mais cela ne se disait pas. Les exaltés disaient « le roi et la reine ». Les autres « Monseigneur et Madame », en parlant toujours d'eux à la troisième personne, de façon à éviter d'employer les termes d'Altesse et de Majesté qui ne convenaient ni l'un ni l'autre. À vrai dire le duc de Bordeaux avait bien été roi de France sous le nom de Henri V pendant quelques jours, mais lui-même ayant pris le titre de comte de Chambord n'aimait pas à jouer le « roi en exil » et ne renonçait que dans l'intimité de sa demeure à son incognito.

Frohsdorf était à l'extérieur, au milieu d'un beau parc, un grand château carré avec une cour centrale et des façades massives et grises ; à l'intérieur une suite de salles donnant à la fois une impression de provisoire et d'usé. Si j'ai bonne mémoire, le duc et la duchesse d'Angoulême y avaient vécu. Je revois en tout cas très nettement un salon dont les meubles en tapisserie avaient été faits par la pauvre princesse et je me rappelle son métier auquel restait suspendu un petit sac qui ne la quittait plus dans les derniers temps de sa vie ; elle y tenait cachés quelques diamants en prévision des révolutions et des fuites précipitées ; et ce détail suffit à résumer le destin lamentable et à excuser la mélancolique aigreur de la fille de Louis XVI, entrée dans la vie avec tant de saine gaieté et restée si longtemps vaillante de corps et d'esprit.

La famille royale après 1830 avait successivement habité l'Écosse, la Bohême, l'Autriche. Nulle part elle ne s'était installée ; de là le caractère de campement vieilli dont tout Frohsdorf restait imprégné. On s'y sentait, du reste, en France ; l'Autriche cessait à la grille. Les grands portraits de nos rois, les livrées, les habitudes, bien des détails

de l'existence rappelaient à chaque instant la patrie absente.

Le comte de Chambord avait-il été aussi beau qu'on le disait ? Quand je le vis il allait avoir soixante ans ; le visage était déjà flétri, la barbe grisonnait irrégulièrement et l'œil commençait à saillir sans que le regard eût cessé de plaire par le charme et la vivacité qui s'y reflétaient. Trop gros pour sa taille, le prince n'en avait pas moins grand air. Ce qui plaisait surtout en lui, c'était de le trouver si français. La France, pour ainsi dire, jaillissait de lui ; il en avait le sourire, la grâce, le tact et la gaieté. Le culte que lui vouaient ceux qui l'entouraient ne venait pas seulement de la majestueuse histoire dont il était l'héritier, mais aussi de ses qualités personnelles. La vie pourtant ne devait pas être folâtre à Frohsdorf. Madame la comtesse de Chambord ne contribuait assurément pas à la rendre telle. Grande et desséchée, vêtue de façon vilaine et surannée, sourde autant qu'on peut l'être, le visage anguleux et le menton en galoche, on se demandait comment une telle princesse avait jamais pu plaire – et les Tuileries sous son règne apparaissaient comme une conception incohérente et funambulesque.

Le comte de Chambord était plein d'égards et de tendres prévenances pour sa femme ; sa bonté s'exprimait dans l'effort qu'il faisait sans cesse pour associer la princesse à la conversation malgré la surdité de celle-ci. Cette conversation était vive et enjouée. Une phrase de ma mère y introduisit la politique en évoquant l'espoir d'une restauration prochaine. J'entends encore les paroles pleines de dignité par lesquelles le comte de Chambord répondit. Mais ces paroles donnaient l'impression d'une philosophie résignée bien plutôt que d'une foi invincible.

J'ai dit dans mon *Évolution française sous la III^e République* ce que je pensais de la conduite politique du comte de Chambord et les longues années écoulées depuis que cette page fut écrite n'ont apporté aucune modification à ma manière de voir. Je demeure convaincu qu'en préférant ne pas régner que d'être le roi d'une portion seulement des Français qu'il sentait désaffectionner de la monarchie, le prince donna une grande preuve de sagesse et de noble abnégation. Il vit beaucoup plus nettement les choses que ne les voyaient ses amis.

D'autre part, je me suis souvent demandé ce qui serait advenu si l'histoire n'avait pas été troublée par la secousse de 1830 et si Henri V avait pu succéder soit directement à son grand-père Charles X, mort en 1836, soit une quinzaine d'années plus tard à son oncle le duc d'Angoulême, lequel aurait dû régner après son père sous le nom de Louis XIX. Il n'est pas d'époque à laquelle je me reporte plus volontiers que le règne de Louis XVIII et celui de Charles X. Il me semble parfois avoir vécu ce temps. La situation extérieure était en 1830 pleine de

promesses. La façon dont le cabinet de Paris accueillit les velléités de remontrances du gouvernement anglais au moment où se décidait l'expédition d'Alger en dit long sur la position que la France avait reconquise en Europe. Elle en redevenait la pierre angulaire et l'on admirait que, loin d'avoir été épuisé par la grande aventure napoléonienne, notre pays se montrât capable de reprendre si vite et si bien le cours traditionnel de ses destins. Il serait très erroné de prendre à la légère la révision des traités de 1815 que préparait le ministre Polignac et qui certainement n'eût point tardé. La Belgique allait nous être donnée ; son union anormale avec la Hollande ne pouvant se maintenir, les chancelleries se résignaient peu à peu à considérer comme inévitable son annexion à la France.

La révolution de 1830 détruisit pour jamais ce beau rêve. En fait elle décida de l'avenir républicain de la France. La République est née chez nous à cette date : véritable tournant du siècle après lequel il n'y eut plus de place, en dehors d'elle, que pour des monarchies d'aventure, d'une durée plus ou moins éphémère.

Si la situation extérieure de la Restauration était excellente, on peut presque en dire autant de sa situation intérieure. Les difficultés du début allaient s'apaisant et le jeu de bascule des partis, base essentielle du gouvernement parlementaire, commençait à se dessiner. Charles X, souverain « ultra », n'avait-il pas appelé Martignac – un libéral – au ministère et signé les fameuses ordonnances de 1828 ? On s'accoutumait à placer la personne du roi et les institutions au-dessus de la politique courante. Il suffit de lire les lettres si intéressantes du général Foy pour apprécier le degré de stabilité assuré par cet état d'esprit à la royauté rétablie. Et l'on ne s'étonne plus du caractère triomphal du voyage accompli par le roi et son fils dans la protestante Alsace, bien peu de temps avant la révolution.

Cette révolution fut un coup de surprise, œuvre de quelques esprits courts, parmi lesquels je n'hésite pas à placer Guizot, et de quelques ambitions démesurées, au premier rang desquelles il faut inscrire celle de Thiers ; tout cela mis au service des hypocrites ambitions de Louis Philippe d'Orléans qui payait de retour à sa façon l'indulgente bienveillance de Charles X à son égard. Personne, en France, ne souhaitait sérieusement de nouvelles secousses. La majorité du pays, en tout cas, y était très hostile. On y procéda par un tour de passe-passe.

La mort du comte de Chambord mit en pleine lumière son héritier politique, le comte de Paris. Jusque-là ce prince avait vécu dans l'ombre sans chercher aucunement à en sortir. Depuis qu'enfant il avait partagé l'exil de son grand-père chassé par la révolution de 1848, on savait peu de chose de lui, sinon qu'il avait pris part à la

guerre de Sécession du côté nordiste, qu'il en avait décrit les péripéties dans un ouvrage apprécié, qu'il avait épousé sa cousine germaine, la princesse Isabelle, fille du duc de Montpensier, dernier fils du roi Louis-Philippe, et que, rentré en France lorsque la République eut abrogé les lois d'exil, il y avait vécu sans faste mais avec une dignité tranquille, se plaisant surtout au château d'Eu où il recevait les siens – et aussi les visiteurs de marque désireux de l'entretenir. À ceux-là il faisait lui-même les honneurs du castel, énumérant les ancêtres dont les portraits s'y trouvaient rassemblés. « Mon malheureux grand-père », avait-il coutume de dire lorsqu'il passait devant son misérable aïeul que ses enfants, entre eux, dénommaient sans emphase « bon-papa Égalité ».

Quand, après de longues et quelque peu ridicules tergiversations, la « fusion » avait été décidée, le comte de Paris s'était rendu à Frohsdorf pour y faire une visite parfaitement digne, disant juste ce qu'il fallait dire. L'accueil de son cousin avait été plus que chaleureux et il s'en était senti touché. Mais la discrétion commune aux deux princes avait empêché que cette démarche importante ne fût comprise et appréciée du gros public si bien que les idées du nouveau prétendant demeuraient assez mystérieuses au seuil de son platonique « avènement ».

On fut tout de suite fixé. Un point piquait la curiosité. Le comte de Paris allait-il se réclamer de Louis-Philippe I^{er} ou de Philippe VI ? Il avait reçu au baptême les prénoms de Louis Philippe Albert. Voudrait-il être Louis-Philippe II ou Philippe VII ? La question était sans doute tranchée déjà dans l'esprit du prince, car la signature « Philippe » indiqua aussitôt qu'il se considérait comme l'héritier de la vieille monarchie, sans pour cela changer de drapeau. La question du drapeau ne fut même pas soulevée. Tout le monde comprenait que le drapeau blanc de la Restauration descendait dans la tombe avec Henri V et que les couleurs tricolores étaient désormais indiscutées.

La comtesse de Chambord ayant émis l'extraordinaire prétention que le deuil royal fût conduit non par l'héritier français, mais par les princes de Parme plus proches parents – la sœur du comte de Chambord, M^{me} Louise de France, avait épousé le duc de Parme et en avait eu de nombreux enfants –, le comte de Paris n'alla pas à Goritz où les obsèques devaient avoir lieu et revint directement de Frohsdorf en France, approuvé par tous les chefs du parti royaliste, le général de Charette en tête. Ceux-ci savaient répondre au vœu de l'auguste défunt en entourant son « successeur » de tous les égards dus à son nouveau rang.

La société française fut si remuée par ces événements qu'elle en oublia pour un moment son hostilité envers la République. Le deuil fut

général et cet hommage rendu à la vieille France en la personne de son dernier représentant eut quelque chose d'impressionnant. Naturellement l'aristocratie indiscutée et la haute bourgeoisie royaliste y mirent tout le tact qui convenait. Les aristocrates de quartiers douteux traduisirent leur zèle en s'enveloppant de draperies funèbres, tels des catafalques ambulants. Bien des petits détails se greffèrent comiquement sur la manifestation d'ensemble, sans en compromettre la beauté. On vit d'aimables secrétaires d'ambassades qui s'en allaient à leurs bureaux du quai d'Orsay vêtus de grisailles imprécises et passaient ensuite chez eux pour se noircir congruement avant de se montrer dans le monde.

Le gouvernement laissa faire avec une indulgence dédaigneuse mais quand même méritoire – et il eut raison. Évidemment sa force réelle lui eût donné le droit d'oser davantage, et si l'ambassadeur de France à Vienne avait reçu l'ordre de présenter à Frohsdorf des condoléances officielles, on aurait eu l'impression, suivant la parole d'un spirituel journaliste, « que la nouvelle République de la place du Château d'Eu était réellement en bronze et point en chocolat ».

Le comte de Paris s'installa dans son rôle avec une sage lenteur, ne brusquant rien, ne prenant aucune décision maladroite. Mais il s'occupa tout aussitôt de questions matrimoniales et ceci indiquait du sens politique, car la République manquait de prestige et d'alliances et, d'autre part, la maison d'Orléans comptait à ce moment un peu trop de mariages consanguins. Si l'on voulait assurer à cet égard un brillant avenir au jeune duc d'Orléans, il convenait de le préparer en nouant dès à présent des liens avec certaines maisons régnantes.

Le mariage de la princesse Marie d'Orléans avec le prince Waldemar de Danemark fut célébré au château d'Eu, en présence de la reine de Danemark, avec tout l'éclat désirable. La princesse Marie était la fille du duc de Chartres, frère du comte de Paris, que sa belle conduite pendant la guerre de 1870 avait rendu populaire : le duc de Chartres encore proscrit s'était engagé comme simple soldat sous le nom glorieux de son ancêtre capétien, Robert le Fort. Cet événement attira l'attention sur le prétendant et sa famille, et commença d'éveiller certaines inquiétudes républicaines. On savait maintenant que le comte de Paris était resté très libéral, simple, ouvert – et que, par ailleurs, il était très bon catholique. Il s'était gardé de formuler un programme précis. De la sorte, son règne éventuel apparaissait comme une ère de réconciliations possibles. Un mouvement allait-il se dessiner vers une restauration ? Certes les circonstances la favoriseraient. L'effacement complet des Bonaparte et l'aspect de plus en plus piteux de la présidence de Jules Grévy semblaient devoir y aider.

Ce fut Paris qui compromit l'aventure, dont il est au reste bien difficile de dire si elle eût jamais pu aboutir.

La comtesse de Paris et les princesses prirent un plaisir évident à se montrer dans les salons parisiens et à y être traitées en famille royale. Dès 1884, je me souviens d'une fête chez la comtesse Fernand de La Ferronnays et d'une autre chez le duc et la duchesse de Bisaccia où l'étiquette de cour fut appliquée. Le quadrille d'honneur eut lieu selon les règles et les valets poudrés à frimas attendirent sur le perron portant les flambeaux traditionnels. Si bien que lorsque fut annoncé le prochain mariage de la princesse Amélie, fille aînée du comte de Paris avec le duc de Bragance, futur roi de Portugal, il parut impossible de n'y point associer le monde royaliste.

Ainsi s'organisa la grande fête du 15 mai 1886. Elle eut lieu dans le bel hôtel Galliéra, devenu depuis l'ambassade d'Autriche, et dont le comte de Paris occupait le rez-de-chaussée. Je ne sais s'il n'occupait pas le premier étage ; en ce cas la duchesse de Galliéra avait mis pour la fête le rez-de-chaussée à sa disposition. La formule des invitations, l'exposition des cadeaux disposés par province, évoquaient la royauté ; la gaucherie de certaines révérences et l'absence de chambellans et de maison militaire pour entourer les princes rappelaient malgré tout le caractère de réception privée qu'avait la soirée. Les gens étaient fiers d'être invités « chez le roi » et pour utiliser les circonstances on avait étendu les listes de façon très large. Ce qui déclencha l'hostilité, ce fut la présence du corps diplomatique. Puisque le mariage devait avoir lieu à Lisbonne et qu'aussi bien le duc de Bragance n'était pas présent, il eût été sage de se dispenser de prier les ambassadeurs. L'entourage des princes ne le comprit pas.

L'opinion aussitôt s'enflamma. Le ministère que présidait M. de Freycinet céda à une pression qu'il n'eût pas été sans doute bien difficile de dédaigner. Je renvoie à mon *Évolution française* pour l'appréciation politique de ces événements. Le comte de Paris et le duc d'Orléans, son jeune fils, visés par la loi d'expulsion qui consacrait maladroitement l'ordre de succession au trône, quittèrent la France au retour de Lisbonne où les fêtes s'étaient passées correctement et où on avait eu le piquant spectacle de la comtesse de Paris figurant dans un quadrille d'honneur avec le ministre de France... Saint Paradoxe, priez pour nous.

En s'embarquant au Tréport voisin du château d'Eu, aux acclamations d'une foule assez nombreuse, le comte de Paris lança un très beau manifeste aussi éloquent qu'habile. Mais on put bientôt se rendre compte que la masse du pays demeurait indifférente à ces manifestations. Le prince disparaissait en réalité de cette scène historique où il n'avait fait que prendre pied. Il n'était plus, selon le

titre dont l'avait salué la mordante ironie du polémiste Rochefort, que le « vicomte de Chambord ».

Je le vis un an plus tard à Sheen House, près de Richmond, où il résidait. Au cours de cette visite qui fut assez longue, je demeurai frappé combien le comte de Paris était allemand ; non certes, de sentiments – c'était un loyal et bon français – mais de manière d'être, de tournure d'esprit. La solidité et la lourdeur germaniques s'affirmaient en lui avec une force singulière maintenant qu'il ne se trouvait plus dans son cadre français. La duchesse de Mecklembourg sa mère, femme éminente et digne mais qui n'avait jamais pu se franciser, revivait en lui. Plus tard j'ai pu me convaincre, en fréquentant les membres de maisons souveraines et aussi des princes « déracinés », de la justesse de la thèse que j'ai soutenue depuis dans une brève étude intitulée *Éducation de princes*. Et ces expériences ont beaucoup contribué à assurer la conviction absolue où je suis qu'à très peu d'exceptions près la « formation intensive dans un milieu approprié » peut avoir raison de la plupart des caractéristiques ataviques mais que cette double condition est indispensable. D'où l'on doit conclure que la pédagogie a, dans ce monde, le dernier mot dans le développement des nations car elle peut être, s'il le faut, plus puissante que l'atavisme.

Premiers séjours en Angleterre

Tous les candidats à Saint-Cyr « piochaient » les campagnes de Napoléon et il va de soi qu'ils avaient le culte de son génie militaire.

Encore que je me fusse préparé d'une façon un peu fantaisiste, je n'avais point fait exception à la règle. J'avais donc pris là une certaine anglophobie. L'Angleterre était le seul pays qui n'eût point été à cette mémorable époque subjugué plus ou moins par nos armes ou notre influence et je lui en voulais positivement. Waterloo doublé de Jeanne d'Arc me hérissaient inconsciemment dans mes sentiments à l'égard de nos voisins d'outre-Manche. Et ces sentiments subsistèrent après que j'eus renoncé à la carrière militaire. Ils ne résistèrent pas toutefois aux premiers contacts. Je commençai par m'amuser de la civilisation anglaise et ne tardai pas à m'en éprendre tout à fait.

Les Français qui passaient le Channel en ce temps-là ne manquaient pas de « découvrir » l'Angleterre. Ils étaient surpris de trouver à si peu d'heures de Paris un pays aussi radicalement différent du leur et ils en relevaient avec une naïveté un peu comique les originalités. En revenant de cette expédition ils consignaient en un volume leurs observations auxquelles l'analyse du flegme britannique servait de *leitmotiv*. En un mot ils s'employaient à refaire l'œuvre de Taine de façon infiniment moins complète et dans une forme bien entendu moins parfaite. Les *Notes sur l'Angleterre* demeurent un chef-d'œuvre dans l'art difficile de dresser la monographie d'une nation.

Mon état d'esprit différait de celui de ces voyageurs en ce qu'il n'avait pas pour centre initial la curiosité mais l'envie. Je jalousais tous les pays stables et surtout l'Angleterre, type de la stabilité nationale. Il n'était pas pour moi de plus grande humiliation que de sortir de ma poche des pièces de monnaie reproduisant les effigies de nos souverains successifs et évoquant par là même la suite des révolutions par lesquelles nous avons si inutilement passé depuis cent ans. Croyant à chaque secousse instaurer un régime supérieur et définitif, notre impuissance à rien fonder de durable en était devenue légendaire. J'avais donc un désir instinctif en abordant en Angleterre de trouver le secret de la force anglaise et de le rapporter en France et,

en même temps, j'éprouvais une satisfaction certaine à l'idée de prendre les Anglais en faute, de relever leurs infériorités, d'exercer de façon acerbe ma critique sur leurs institutions et leurs particularités.

La reine Victoria était alors dans la quarante-septième année de son règne, et ce règne évoluait manifestement vers des destins nouveaux. Cette croyance était universellement répandue aussi bien en Angleterre que sur le continent. Où l'on n'était plus d'accord, c'est lorsqu'il s'agissait de définir ces destins, mais d'une manière générale on peut dire que la majorité ici et là considérait que ce seraient des destins diminués. Le règne avait connu son apogée et déclinerait désormais vers un avenir inquiétant.

Les inquiétudes se groupaient autour des points suivants : la Chambre des Lords perdait de son prestige et de son autorité ; on parlait ouvertement de sa suppression possible ; partout montait le flot des revendications démocratiques, sapant les fondements de l'aristocratie traditionnelle, base de l'édifice britannique. Par ailleurs le respect fondamental des choses religieuses s'en allait ; l'observation du dimanche ne serait bientôt plus que de pure forme et l'incroyance semblait par moments sur le point d'acquiescer droit de cité. Enfin le séparatisme irlandais allait, en s'exaspérant, donner le signal de la désagrégation générale ; les « colonies » étaient vouées fatalement à la désaffection et, encore que ce fût peut-être préférable pour la mère-patrie, elle n'en serait pas moins atteinte aux yeux de l'univers. L'empire indien lui-même n'était-il pas destiné à devenir la proie des ambitions moscovites ?

Ce fut vers le parlement que je dirigeai mes premiers pas ; plusieurs saisons de suite – car pendant bien des années j'ai passé à Londres un mois de printemps et un mois d'automne – je fréquentai le merveilleux palais, cherchant sous ses voûtes gothiques, dans l'enchevêtrement de la constitution qui s'y abrite, la raison d'être de l'Angleterre. Les deux grands partis gouvernementaux étaient alors rangés derrière des chefs éminents : le marquis de Salisbury et Mr W.S. Gladstone.

Le « grand *old man* » avait l'air d'un vieux chêne puissant. Il évoquait vraiment ces arbres contre lesquels, dans le parc d'Hawarden, s'escrimait par manque d'exercice hygiénique sa cognée de bûcherons improvisés. Son idéalisme étroit, une certaine intransigeance voisinant dans son esprit avec un libéralisme fragmentaire, le rendait inacceptable à bien des gens. Et ceux-là – surtout depuis son adhésion au *Home-rule* – se montraient à son égard parfaitement haineux. Ses partisans par contre subissaient son emprise mais parfois malgré eux. On l'admirait, on le suivait, on ne l'aimait guère.

Le marquis de Salisbury était puissant d'une autre manière. Il affectait le scepticisme, n'était jamais pressé, maniait l'ironie avec une habileté un peu lourde et s'appliquait à donner l'impression de l'homme qui ne tient aucunement au pouvoir et l'accepte comme une terrible corvée, par pur sentiment du devoir. Peut-être s'illusionnait-il lui-même sur ce point mais il est certain que le rôle de premier ministre lui convenait à merveille et qu'il était toujours disposé à l'assurer.

Les débats étaient généralement fort ennuyeux mais la vie parlementaire avait son charme dans l'intimité du restaurant et des fumoirs où, très libéralement, les étrangers étaient admis à pénétrer sur les pas des députés qui les invitaient. J'ai gardé de ces soirées de Westminster une impression de dignité calme et solide. Ce qui me frappait surtout dans les conversations, c'était l'insularisme inconscient qui s'y révélait. Point de mauvais vouloir ni même de dédain raisonné à l'égard des autres pays ; rien de cet orgueil de race qui a intoxiqué par la suite le peuple allemand. L'orgueil anglais existait réellement mais discret, poli, ne s'exaltant point en comparaisons flatteuses. Je remarquai du reste ce trait distinctif : l'Anglais ne se compare jamais qu'à lui-même.

Aussi les questions de politique extérieure, quand par hasard elles intervenaient à Westminster, y étaient-elles traitées dans un esprit qu'on pourrait qualifier de lointain ; il semblait que les domaines et les intérêts des autres peuples ne touchassent point à ceux de la reine Victoria.

En 1886 les débats du Home rule changèrent la physionomie des séances. On sait qu'aux Communes il n'y a pas autant de places que de députés car tous ne sont pas supposés devoir être présents à toutes les séances. Dans ce parlement d'affaires, le député est considéré comme devant s'intéresser à peu près exclusivement à ce qui est de sa compétence ou de l'intérêt de ses électeurs. Mais cette fois tous voulaient entendre. Chaque député eut dès lors deux chapeaux, l'un sur sa tête (on ne circulait pas nu-tête dans le palais), l'autre pour garder sa place. À 15 h 45 les jours de « grandes séances » l'aspect de la salle était de nature à réjouir un chapelier. Les chapeaux, peu à peu repoussés les uns contre les autres, se touchaient presque. Leurs propriétaires devaient ensuite s'arranger pour se contenter de l'espace réservé pour eux par leurs propres couvre-chefs. Il y avait des instants de prodigieux tassements. Puis la mosaïque humaine se parachevait on ne sait comment ; pas un pouce ne restait inoccupé. Il va de soi que dans les tribunes l'affluence n'était pas moindre. L'éloquence dispensée ne la justifiait guère à mon sens. Le ton s'élevait rarement au-dessus de ce qu'on pourrait entendre dans une assemblée

d'actionnaires d'une grande compagnie où parleraient les gens les plus avisés et les mieux avertis.

La question d'Irlande ne m'intéressait pas énormément ; je la comprenais mal. À l'automne de cette même année, j'allai visiter la « verte Erin » et les trois semaines que j'y passai me firent envisager les difficultés dont elle souffrait comme sociales bien plus que religieuses ou économiques. Je trouvai la société irlandaise divisée par ses manières plus que par ses points de vue. Les *landlords* catholiques souffraient de se sentir perpétuellement tiraillés entre leurs habitudes et leurs convictions. La petite bourgeoisie home-ruliste, inquiète d'afficher son indépendance, exagérait à plaisir son laisser-aller ; spirituel mais bohème, il dégénérait dans les rangs populaires en un débraillage indescriptible. L'aristocratie n'en prenait que plus de soin, dans l'intérieur de ses demeures, d'obéir aux moindres prescriptions de la *gentlemanliness* britannique. Si bien que ces contrastes portant sur des objets insignifiants devenaient cruels à force de se répéter tout le long du jour. Une impression continuelle de guerre civile planait de la sorte sur tout le pays. Chacun semblait s'employer involontairement à l'aviver alors qu'un peu de bon vouloir réciproque eût aplani bien des conflits.

Il n'en restait pas moins que, l'ardeur des politiciens exacerbant les passions, on en arrivât jusqu'aux incendies et aux meurtres. Les tracasseries sanglantes étaient en tout cas d'usage courant. Les *moonlighters* mutilaient le bétail et, à une chasse à courre à laquelle je participais, plusieurs des chiens roulèrent sur l'herbe, empoisonnés. Là où il s'exerçait, le « boycottage » dont, peu d'années avant, le capitaine Boycott avait été la première victime, inaugurerait des raffinements de méchanceté assez peu honorables pour ceux qui ne craignaient pas d'y recourir.

N'apercevant, ni dans la diminution du prestige parlementaire ni dans les agitations de la question irlandaise, des menaces sérieuses pour l'avenir anglais, je tentai de m'approcher du spectre socialiste pour voir s'il était de taille à provoquer un désordre redoutable. C'était un individu difficile à trouver. On m'avait signalé la *Fabian Society* comme le lieu de ses fréquentations les plus assidues. Un professeur de Cambridge m'y introduisit. Je n'y fis pas long feu. Les séances assembleaient en nombre restreint des révolutionnaires au miel, du genre Keir Hardie. Ce personnage, qui eut depuis son heure de célébrité, et d'autres similaires se perdaient en rêveries et en dissertations creuses, élevant sur les nuées des cités fantastiques auxquelles ils ne s'occupaient même point de découvrir un contact, si mince fût-il, avec la réalité.

Les choses religieuses m'intéressèrent davantage. Je vis que je

m'étais trompé, en acceptant sur la foi de témoignages trop hâtifs, d'envisager la chrétienté comme divisée en trois groupes : catholique, orthodoxe, protestant, ce dernier subdivisé lui-même en une multitude de sectes. Cette manière de classer était superficielle et simpliste. Il y avait une quatrième branche : l'anglicanisme dont la lente évolution s'était poursuivie à travers le XIX^e siècle et n'avait nullement tendu, comme beaucoup l'avaient cru, à préparer la rentrée de l'Angleterre dans le giron catholique romain. Dans la *Revue pour les Français* (revue d'éducation nationale que je fondai par la suite) se trouva à la date d'août 1906 une étude intitulée « L'anglicanisme à son point d'arrivée ». Les vues qui y sont exposées sont celles que je commençai d'acquérir en observant, dès 1884, les divers courants entre lesquels se partageait l'activité religieuse. J'aurai sans doute occasion de revenir sur cet ordre de questions. Mes relations avec les représentants des différents cultes étaient très éclectiques. J'allai voir le cardinal Newman à Birmingham, les pères jésuites dans leurs collèges ; je visitais souvent le chanoine anglican Liddon, dont les sermons étaient renommés, et je me rendais à l'occasion aux garden-parties de l'archevêque de Cantorbéry, dont sa femme et ses filles l'aidaient à faire les honneurs. J'arrivai à la conclusion que, pour ce qui concernait les fondements religieux de l'Angleterre, ils n'étaient ébranlés en aucune façon par l'évolution très réelle mais très anglaise à l'achèvement de laquelle il m'était donné d'assister. Comme je l'ai écrit dans l'étude ci-dessus mentionnée, « un peuple qui aime à voir son souverain revêtir l'hermine n'est point pour se choquer de ce qu'un évêque se coiffe d'une mître et il serait très singulier que toute pompe fût réservée chez lui aux choses laïques et cessât de se manifester devant les parvis des cathédrales ».

Je continuais cependant à chercher les traces de la décadence que prophétisaient tant de gens au dehors et en Angleterre même et je ne trouvais rien... C'est en furetant de la sorte que je tombai sur l'*Imperial federation League*. Elle préconisait, comme son nom l'indiquait, le rapprochement fédéral entre les diverses parties de l'empire sous la présidence et la direction de la métropole. Depuis que l'historien Seeley avait publié son *Expansion of England*, il y avait comme un chatouillement d'orgueil qui passait par moments sur l'âme britannique, mais de là à croire possible une unification impérialiste, de là à oser y travailler la distance était grande. Seuls quelques précurseurs avaient foi dans la réussite d'une telle entreprise. C'étaient pour la plupart des gens assez obscurs. Les bureaux de leur ligue étaient bien modestes pour une si grande entreprise mais, au rebours de ce qui se passait à la *Fabian Society*, tout portait ici le cachet du sens pratique. J'ai rarement vu une propagande plus intelligente, plus habile, plus propre à engendrer la conviction, en même temps plus

honnête. Car il n'y avait là aucun bluff. Les chiffres restaient véridiques ; les appels à l'histoire justifiés. Les objurgations patriotiques ne se doubleraient d'aucune injure, ne s'appuyaient d'aucune haine envers l'étranger. Ce mouvement me parut plein d'avenir. Je me fis inscrire dans la Ligue pour recevoir ses manifestes et ses journaux et résolu de suivre avec attention son développement. Lord Roseberry en était le président mais il ne paraissait jamais. Ce grand dilettante apparemment restait incertain du succès et il affectait envers la Ligue un ton de protection un peu distante et teintée d'ironie. De fait ce fut long. La Ligue même périclita un moment ; ses effectifs n'augmentaient pas et ses efforts ne bénéficiaient point de la sympathie du public. La victoire devait se dessiner entre les deux jubilés : celui de 1887, essentiellement anglais, fête de l'*old England* traditionnelle ; celui de 1897, profondément impérialiste, glorification de la *Greater Britain*.

Ce jubilé de 1887 reste dans ma mémoire comme une époque ensoleillée, rutilante. Les fêtes de Londres furent embellies par vingt jours du temps le plus exquis, sans un nuage ; la brise de mer soufflait sur le pays, faisant claquer les oriflammes ; la gaieté brillait dans tous les regards, une gaieté naïve, presque enfantine. Les Anglais avaient l'air tout surpris de se voir ainsi fêtés et de se trouver subitement face à la vue d'ensemble de ce long règne de cinquante ans, si beau et si prospère.

Londres lui-même n'avait jamais joui de pareille aubaine. S'il y avait un reproche à faire à la reine Victoria, c'est de s'être à tel point confinée dans son veuvage que sa capitale ne l'apercevait plus que quelques jours par an. C'en était fini d'autre part des réceptions brillantes que Windsor avait connues du temps du prince-consort. Aussi la société londonienne avait une façon de s'amuser qui manquait de variété. Rotten Row le matin, les après-midi dépensées d'une façon à la fois frivole et pataude, et le soir les éternels dîners tardifs suivis du prompt départ des invités repus. Bals ou soirées étaient toujours taillés sur le même patron ; ils se ressemblaient tous. Quant aux théâtres, la plupart étaient médiocres.

Le jubilé secoua tout cela. On s'arracha les princes indiens et la reine d'Hawaï qui devinrent la coqueluche des salons ; et Lady Goldsmid donna dans son hôtel de Piccadilly un « cotillon » à la française que conduisit André Poniowski, un de mes camarades de collège. Comme les « mères » anglaises n'avaient jamais vu cela, elles s'avisèrent d'y conduire chacune leurs filles – ce qui ne s'était jamais vu non plus – et de la sorte, à 2 heures du matin, quand on voulut commencer le cotillon, quatre rangs de respectables matrones entouraient la salle de bal et il restait au milieu pour danser à peu

près l'espace nécessaire pour pondre un œuf.

Cette bonne reine Kapiolani faillit par la couleur de sa peau mettre le désordre dans les cortèges du jubilé. Il y en avait trois : le premier comprenait les maharajahs avec leurs suites, les princes de Perse et de Siam etc. ; le second les rois de Danemark, de Grèce, de Saxe, le roi et la reine des Belges, l'archiduc Rodolphe, le duc d'Aoste etc. ; le troisième enfin la famille royale, les enfants, gendres et petit-fils de la souveraine. Presque au dernier moment la *black queen* refusa d'aller avec les princes indiens, et prétendit s'adjoindre aux *European Royalties*. Impossible. On avait déjà assez de peine à obtenir que les gens se tinssent debout sur le passage de cette souveraine exotique. En sa qualité d'Américaine, M^{me} Waddington, femme de notre ambassadeur, s'asseyait ostensiblement, ne pouvant tolérer d'avoir à s'humilier devant une *coloured lady*. Il paraît que l'archipel jouait un rôle à ce moment dans les préoccupations gouvernementales car on s'ingénia à contenter la reine d'Hawaï. Elle consentit finalement à avoir un petit cortège à elle, isolé de quelques mètres de celui des princes indiens.

Autre affaire : qui tiendrait compagnie à la reine Victoria dans sa Daumont ? Qui s'assiérait à sa droite ? C'était la place de sa belle-fille, la princesse de Galles, future souveraine du pays. Mais alors la princesse impériale d'Allemagne, fille aînée de la reine et future impératrice, serait seule sur le devant de la voiture ! Cette grave difficulté ne pouvant s'arranger autrement, les deux princesses s'assirent côte à côte sur le devant et la reine demeura seule dans le fond, avec une petite couronne sur son chapeau démodé et tenant en main son ombrelle lilas... On n'avait pu la décider à une tenue plus royale. Elle avait grand air tout de même et ces vétilles, tout en divertissant l'opinion, ne la détournaient en rien du caractère émouvant et sacré de la cérémonie. Jamais on n'avait vu une nation entière vibrer ainsi d'un seul frisson au contact de son histoire et de ses destinées. Les colonies s'associaient aux hommages rendus à la souveraine ; l'univers regardait, soudainement conscient de la grandeur du spectacle. Personne ne parla plus de la décadence britannique ; le Canada, l'Australie éprouvèrent la force des liens du sang. L'empire se prépara à l'apothéose, pourtant inespérée, du second jubilé, celui de 1897. Et l'idée que, l'une après l'autre, les colonies devaient se détacher comme le fruit mûr se détache de l'arbre cessa d'avoir cours. Ce n'était pas pour ce motif que les États-Unis s'étaient séparés. Ils y avaient été contraints par les fautes de la métropole. À la métropole d'éviter d'y retomber. Ainsi une bienveillance réciproque poussait les unes vers les autres la mère et les filles. L'*Imperial federation League* pouvait se dissoudre ; son œuvre était accomplie.

La vie scolaire et universitaire anglaise

Tout ce que je viens de raconter concernant Londres et la vie anglaise demeure pour ainsi dire en doublure de ce qui faisait pour moi l'attrait et l'intérêt central de l'Angleterre. La lecture enthousiaste de *Tom Brown's School Days*, qui était alors le bréviaire de tous les garçons anglais, m'avait sans doute prédisposé dès mon jeune âge à ne pas me sentir trop dépaycé au milieu de ces collègues si différents des nôtres. Mais d'autre part j'y menais une vie singulière car j'étais là en qualité d'enquêteur étranger, invité par les maîtres et voué à une sérieuse besogne d'investigation pédagogique et, en même temps, mon instinct et mes goûts restés par certains côtés très juvéniles ne me faisaient trouver de plaisir qu'au milieu des jeunes gens, dont je recherchais la camaraderie. Quelle vie heureuse ils menaient et combien je regrettais de n'avoir pas quelques années de moins pour me trouver de plain-pied avec eux.

Les collègues anglais étaient probablement en ce temps-là au plus haut de leur développement. Ils s'étaient jadis trouvés très bas. Le reflet de la vilaine existence qu'on y vivait passe à travers les œuvres d'un grand nombre d'auteurs du commencement du XIX^e siècle. C'est en comparant les aveux ou l'expression des rancunes rétrospectives de ces écrivains avec ce que j'avais sous les yeux que je compris l'ampleur et la force de la réforme à laquelle Thomas Arnold avait attaché son nom. Ce qui me rendait extrêmement perplexe, c'est de constater que personne en Angleterre ne partageait mon opinion à cet égard. Arnold semblait aussi perdu dans le passé qu'Édouard le Confesseur ou Guillaume le Roux et nul ne s'inquiétait de rechercher les traces de son influence à travers l'évolution de la Victorian Era.

Ces traces, je le veux bien, étaient malaisément discernables. Arnold n'a guère écrit ; ses lettres, ses sermons, ne contiennent presque aucune indication sur ses conceptions pédagogiques. C'est par l'action qu'il s'est révélé et cette action même fut brève puisque la mort l'enleva de son poste de *headmaster* au bout de quatorze années. En ce temps-là comme aujourd'hui les *public schools* d'Angleterre se jalousaient grandement les unes les autres. On se rend compte qu'il

eût été impossible à l'un d'eux de se poser en modèle et en guide vis-à-vis des autres. Arnold ne commit pas cette faute. Enfermé dans son collège il ne songea qu'à l'organiser. Il y réussit merveilleusement et, bientôt, il arriva que son exemple gagna de proche en proche et que, sans avouer, et peut-être sans s'avouer à eux-mêmes qu'ils prenaient le mot d'ordre à Rugby, les autres *headmasters* commencèrent d'appliquer les principes qui y donnaient des résultats si intéressants.

Pour les motifs que je viens de dire, il me fut très difficile de trouver la formule desdits principes. Je vais transcrire ici quelques pages du premier chapitre de mon livre : *Une campagne de vingt et un ans*, paru en 1909 et qui, d'allures assez spéciales, doit n'être connu aujourd'hui que d'un bien petit nombre de lecteurs. « Elle a consisté, cette œuvre, à réformer sans détruire... Parmi les élèves la loi du plus fort régnait sans conteste, appuyée sur une hiérarchie que l'usage consacrait et que les maîtres acceptaient. Ceux-ci, d'ailleurs, pratiquaient en toutes circonstances la non-intervention. À la faveur de ce régime, les pires abus avaient pris racine : une brutalité révoltante chez les grands, de la haine comprimée chez les petits, nulle franchise dans les rapports ; au lieu de saines distractions, le goût précoce de l'alcool et des cartes. Là en étaient les choses quand Arnold parut. Je n'oserais en dresser un tableau aussi noir si, après beaucoup d'autres, Mr Gladstone évoquant pour moi ses souvenirs de jeunesse ne m'en avait, peu d'années avant sa mort, certifié l'exactitude.

Il va de soi que toutes les forces de la routine se liguerent contre le réformateur. Si libre que soit un *headmaster* anglais, la pratique de son initiative est sans cesse entravée par la désapprobation de ses collègues ou les sévérités de l'opinion. La lutte fut chaude mais, quand Arnold mourut prématurément, le triomphe était certain. L'influence de son génie avait gagné de proche en proche, d'un collège à l'autre ; tous l'avaient subie. En apparence les choses n'avaient pas changé ; les institutions mêmes qui avaient favorisé l'éclosion du mal demeuraient debout. On vivait pourtant dans les *public schools* une vie renouvelée. Il commençait d'en sortir des hommes au vrai sens du mot, énergiques, droits et purs. Ce sont ces hommes-là qui ont accompli sans bruit la révolution morale d'où est issue la puissance anglo-saxonne actuelle. Quiconque, en effet, met en parallèle la monarchie britannique de 1860 avec celle de 1830 se rend compte qu'une véritable révolution s'est opérée dans l'intervalle. Du jour où parvint à la direction des affaires publiques, à la tête des grandes administrations, la première génération issue de la réforme pédagogique, idéal et méthodes changèrent ; la préoccupation du bien public domina le pays ; les forces nationales se coordonnèrent et se disciplinèrent ; il se fit une sorte de remise en état de toute la

machinerie et le grand mouvement se répercuta au loin, en particulier dans le gouvernement des colonies... Combien souvent, au crépuscule, seul dans la grande chapelle gothique de Rugby, tenant les yeux fixés sur la dalle funéraire où s'inscrit, sans épitaphe, ce grand nom de Thomas Arnold, j'ai songé que j'avais devant moi la pierre angulaire de l'empire britannique.

Arnold a agi et parlé d'après cette conviction que l'adolescent bâtit lui-même sa propre virilité avec les matériaux dont il dispose et qu'en aucun cas on ne peut la bâtir pour lui. Il a cru que l'adolescent était au collège non pour y être discipliné mais pour y être émancipé graduellement, pour s'y exercer à l'action libre et réfléchie, pour y apprendre à user de son indépendance tout en observant les lois qui font l'individu responsable envers sa conscience et envers la société. Il a voulu faire de la vie de collège, au lieu d'une préface plus ou moins appropriée, le premier chapitre de la vie sociale : plus de vestibule trompeur ni de salle des pas-perdus ; le jeune garçon doit entrer de plain-pied dans son existence d'homme. Pour cela il fallait constituer le collège à l'image de la société, non d'une société idéale où régneraient la justice et la modération, mais de la société présente avec ses particularités et ses excès ; il fallait, pour mieux dire, constituer le collège à l'image du siècle. La différence essentielle entre un milieu barbare et un milieu civilisé, n'est-ce pas que dans le second l'injustice, la loi du plus fort et la puissance de l'opinion sont organisées tandis que, dans le premier, elles demeurent à l'état chaotique ? Arnold eut ainsi le courage de laisser s'organiser au collège les éléments regrettables mais nécessaires de tout groupement humain au lieu de chercher à les anéantir : destruction qui, là où elle réussit, creuse entre le collège et la vie le plus dangereux des fossés et, là où elle échoue, fausse les jeunes esprits par la plus redoutable des illusions. Il utilisa les institutions traditionnelles des *public schools* ; il y en avait de bizarres ; quelques-unes même, comme le *fagging* – sorte de service domestique que les grands élèves exigeaient des nouveaux –, étaient choquantes ; il eut garde de ne rien briser ; son génie consista à faire servir ce qui existait de bon et de mauvais au but si élevé et en même temps si pratique qu'il se proposait.

Or tous les leviers modernes – association, vote, presse, opinion, hiérarchie électorale – qui, dès lors, fonctionnèrent avec ordre et méthode autour de lui furent alimentés par le sport. Pourquoi s'associer entre collégiens ? Pour faire des thèmes ou des versions ? Ce serait absurde. Mais pour jouer au foot-ball et au cricket, c'est raisonnable et normal. Un journal scolaire ? S'il se mêle d'apprécier les initiatives du pouvoir exécutif et de critiquer la législation, il ne sera que pédant. S'il se permet de s'en prendre aux professeurs et de

discuter leur enseignement, il sera dangereux. Mais si, à côté d'une mention presque sans commentaires des grands faits de l'ordre public, il s'attache à servir d'annales à l'existence scolaire et surtout aux jeux, son action sera utile et bienfaisante pour les rédacteurs et pour les lecteurs : les seconds d'ailleurs prêts à venir à la rescousse et à aider ainsi les premiers.

Arnold aimait et pratiquait les sports pour lui-même. Il en saisissait admirablement les aspects variés ; notamment au point de vue de l'hygiène morale, rien ne lui semblait plus sportif que l'effort physique intense : ce pieux clergyman était aussi un de ces muscular *christians* qui commencèrent vers le même temps à faire parler d'eux, outre-Manche, et dont on ridiculisa vainement les doctrines ; elles s'imposèrent d'elles-mêmes. Il m'est impossible de m'étendre ici sur tous ses sujets. J'en aurais bien long à dire sur Thomas Arnold. J'espère que quelque jour on élèvera à sa mémoire un monument digne de lui et qui le fera mieux connaître.

Pour résumer, de ma minutieuse enquête à travers l'Angleterre pédagogique – bientôt complétée par des enquêtes sur la pédagogie américaine, le Canada et les colonies britanniques, je tirai les conclusions suivantes qui n'ont fait que se confirmer depuis dans mon esprit : 1. Que le monde anglo-saxon disposait d'une puissance très supérieure à ce qu'on croyait généralement et surtout beaucoup plus *unie* qu'on ne l'admettait alors (les événements ont, j'ose le dire, fourni par la suite une complète justification de ce que j'avais il y a vingt ans⁶). 2. Que cette puissance était récente et non héréditaire, qu'elle ne tenait qu'en partie aux qualités de la race et avait sa source principale dans la réforme accomplie par Thomas Arnold. 3. Que ladite réforme avait consisté à organiser dans le collège tous les leviers modernes : association, vote, presse, opinion, hiérarchie, élection, etc. en sorte que le jeune homme en sortît préparé à se servir de ces mêmes leviers pour agir sur ses concitoyens ou coopérer avec eux. 4. Que tout cela s'était fait par le moyen du sport et qu'il semblait impossible de parvenir au même but par un autre moyen, celui-là ayant de plus l'avantage de ses heureux effets physiques et de son énorme action moralisatrice. 5. Qu'il n'y avait rien dans le principe de cette réforme qui parût exclusivement anglo-saxon ; que, par conséquent, il pouvait en être fait d'utiles applications à d'autres pays où l'on serait en droit d'en attendre des résultats non identiques mais similaires. 6. Que, en France notamment, la virilité scolaire faisait défaut et que c'était là la seule recette de grandeur nationale sur laquelle depuis plusieurs siècles aucun de nos gouvernements n'avait songé à diriger sa vigilance et à faire porter ses efforts.

Dès lors ma résolution était prise d'entreprendre de cette même

façon, avec les faibles moyens dont je disposais, la réforme du collège français. »

J'ai reproduit ces pages malgré leur longueur parce que, les ayant relues, je les ai trouvées absolument conformes à ma pensée. Aujourd'hui comme hier et comme avant-hier, je suis convaincu de la justesse du point de vue auquel je me suis placé en envisageant les *public schools* anglais comme de véritables usines scolaires où une matière première que je jugeais inférieure à la nôtre était génialement « triturée » de façon à engendrer la force britannique, produit national d'une qualité supérieure.

On a vu comment j'avais assis ma conviction à cet égard. D'abord par l'étude de l'histoire du règne de la reine Victoria et en général de la vie anglaise depuis 1800 : l'action réformatrice de la pédagogie arnoldienne s'y marquait visiblement ; nulle part elle ne s'affirmait mieux que dans l'administration des colonies. Les hommes chargés de cette besogne sortaient presque tous des *public schools* ; la génération d'avant Arnold s'y montra à la fois faible et brutale ; la génération d'après Arnold y apporta de la force contrôlée. Cette opposition est perceptible aussi à un haut degré dans l'administration métropolitaine.

Quand j'émettais en Angleterre l'idée qu'il pût y avoir corrélation, on ne semblait point me comprendre. Je cherchai un arbitre et choisis Mr Gladstone. Je me rappellerai toujours les entrevues décisives que j'eus avec lui. J'avais demandé à Jules Simon une lettre d'introduction sachant qu'ils s'étaient connus assez intimement, Gladstone et lui. Mais cette amitié, j'ignorais que la guerre de 1870 l'eût brisée. Jules Simon n'avait pas pardonné à Gladstone son refus d'intervenir. Sans doute avait-il cherché à exercer alors sur l'homme d'État britannique une forte pression personnelle ; toujours est-il que leurs relations rompues à ce moment ne s'étaient plus renouées. Il me parut que Jules Simon, tout en hésitant un peu, n'était pas fâché d'avoir une occasion d'écrire à Gladstone. Ce dernier m'accueillit fort cordialement mais sans faire aucune allusion aux incidents que je viens de raconter ; il se borna à s'informer brièvement de la santé de Jules Simon.

Cet entretien avait lieu au palais de Westminster où, bien qu'écarté du pouvoir à ce moment, Gladstone conservait la jouissance d'une sorte de petit salon où donner ses audiences et travailler au besoin. J'exposai au *grand old man* l'état de mes recherches, mes doutes et la sentence que je venais solliciter de lui. Me trompais-je en reportant à la réforme d'Arnold le principal mérite de la renaissance britannique, en apercevant dans cette réforme le point de départ de la puissance victorienne ? Gladstone m'écoutait avec une attention croissante et comme surprise. J'étais fort intimidé car je me trouvais faire une vraie conférence devant un des maîtres incontestés de l'éloquence anglaise

et je craignais de mal choisir mes mots. Mais le sentiment qui m'atteignait en quelque sorte le cœur, c'était l'incertitude de ce qui allait m'être répondu... Gladstone, quand j'eus fini de parler, resta quelques instants silencieux puis me renvoya au surlendemain pour formuler sa réponse ; et c'est alors qu'il me dit à peu près textuellement ces mots : « Votre point de vue est tout à fait nouveau mais (il se tut encore un moment) il est juste ; vous pouvez marcher sur cette donnée, je crois, sans aucune crainte de faire fausse route. » L'oracle était rendu ; je respirais.

Gladstone évoqua ensuite ses souvenirs de collège et, en général, la vie scolaire de sa jeunesse. Et il ne me dissimula aucune des tares d'alors : le jeu, l'alcool, la brutalité, l'impureté... sinistre tableau certes, mais grandissant encore la portée de la réforme accomplie. Comment se pouvait-il que l'initiateur de cette bienfaisante réforme ne fût pas honoré de toute la nation ?... De là, la conversation glissa sur le sport. « Il n'y a pas un endroit de la Tamise, d'Oxford à Londres, me dit Gladstone, où je ne sois capable d'indiquer la force du courant et la profondeur de l'eau. » Il mettait positivement de l'orgueil dans ces paroles. « Vous en avez l'air plus fier, lui dis-je, que de toutes les grandes lois que vous avez présentées et fait voter. » « Non, pas plus, répondit-il, mais autant. » L'entretien prit fin sur cette sportive déclaration et je m'en retournai vers mon œuvre française plein de foi et d'espérance.

Les *public schools* étaient en quelque sorte mon cabinet de travail ; quand je passais dans les universités, il me semblait entrer au fumoir. Oxford et Cambridge étaient des clubs délicieux installés dans des musées. Je n'ai jamais souhaité que quelque chose de semblable existât en France mais il me paraissait très compréhensible que, le possédant, on s'ingénîât à le préserver. Quelles heures exquises il m'a été donné de vivre dans ces deux vieilles cités : heures d'hiver, courses dans les prairies humides cerclées de futaies grises, longues causeries au coin du feu, intimité hospitalière d'étudiants ordonnés et bien-portants ; heures d'été, soirées chaudes à ramer sur la rivière, siestes sur l'herbe, allées et venues dans le dédale des arceaux gothiques dentelés sur le ciel bleu. Et puis encore la solennité du dîner quotidien dans les grands halls à portraits historiques, les discussions politiques hebdomadaires à l'Union pour s'exercer à la parole... Certains travaillaient sérieusement sans doute mais la grande majorité se laissait vivre. Je ne pense pas que l'Angleterre ait retiré de telles institutions un grand bénéfice ainsi que les Anglais se l'imaginent obstinément. Injustement sévères envers leur *public schools*, ils professaient pour leurs universités un culte aveugle... Mais quels lieux de délices !

Le « rebronzage » de la France

J'ai anticipé en contant tout à l'heure cette visite à Mr Gladstone comme aussi en décrivant les fêtes du jubilé de Londres. C'est antérieurement que la résolution s'était fixée en moi d'entreprendre quelque grande œuvre de réfection nationale basée sur l'éducation. Pour cela il m'avait fallu renoncer à la carrière militaire. Je ne m'y résignai pas sans regret. Dès le collège j'avais incliné, en terminant mes études, vers le clan des « Saints Cyriens ». Je ne manquais jamais le dimanche à 17 heures de me trouver au café de la Paix où les candidats et futurs candidats à l'École militaire se rencontraient autour du traditionnel « grog américain » avec leurs camarades déjà entrés au « bahut » et ayant la joie de porter le pantalon rouge et le « casoar ». Mais en même temps je n'avais jamais perdu mon intérêt pour la politique et je sentais que l'armée ne me mènerait à rien. J'avais l'intuition d'une longue paix avec la perspective décevante d'une série de garnisons où la force d'initiative que je sentais en moi s'étiolerait sans profit pour personne.

Du moment que je renonçais à l'armée, mes parents exigèrent que je fisse mon Droit. Armée ou Droit, c'était le dilemme pour les jeunes gens de mon milieu. Les études de droit me répugnaient horriblement. Non seulement je les trouvais ennuyeuses mais humiliantes. Je n'ai jamais assisté à un seul cours ; je ne me rendais à la faculté que pour prendre mes inscriptions et c'était mon supplice, le jour de l'examen annuel, d'avoir à endosser une de ces robes noires à rabat blanc qu'on imposait alors aux candidats et qui me semblaient un symbole de déchéance. Comment j'arrivais dans ces conditions à me faire recevoir, Dieu seul le sait.

Par contre je m'organisais toute une existence de travail indépendant dans le but d'acquérir les connaissances nécessaires à l'exécution de mon grand projet – dont je gardais pour moi seul le secret et pour lequel je ne me sentais pas suffisamment préparé. L'École des Sciences politiques, la Conférence Molé, la Société d'économie sociale formèrent le trépied de cette préparation. D'autre part, chaque printemps et chaque automne j'allais passer un mois en

Angleterre pour y poursuivre mon enquête pédagogique.

Le professorat de l'École des Sciences politiques groupait à cette époque des personnalités de premier plan : Léon Say, Albert Sorel, Albert Vandal, A. Ribot, Boutmy, Paul et Anatole Leroy-Beaulieu, maîtres prestigieux dont aucune pédanterie ne surchargeait l'enseignement et qui nous apportaient en style clair et concis des vues nouvelles et indépendantes ; jamais université ne fournit à ses étudiants un pareil ensemble de talents assemblés pour diriger leur perfectionnement mental. Je sortais de ces cours avec de la lumière plein l'esprit et les rédigeais ensuite d'après les notes prises en séance.

La Conférence Molé, petit parlement en miniature qui singeait le grand, exerçait une action assez superficielle. On y prisait plus les effets de paroles et les « ficelles » oratoires que le travail législatif consciencieux. Aussi je ne la suivais pas avec autant d'assiduité tout en y trouvant l'occasion d'expériences utiles et de féconds échanges de vues avec des camarades d'opinions différentes. Les membres de la Conférence s'inscrivaient chacun au groupe dont les opinions répondaient aux siennes. Le groupe de l'« Appel au peuple » était le plus bruyant sinon le plus nombreux ; le groupe monarchique se montrait sagement poncif ; les républicains travaillaient plus consciencieusement que les autres. Les adhérents de l'« Appel au peuple » se jetèrent naturellement dans l'aventure boulangiste dès qu'elle se dessina. Beaucoup plus tard leur esprit devait inspirer les fameux « camelots du roi ». Il n'y avait là en somme que le goût du tapage et l'argument simpliste d'élections prétendues faussées et dont le résultat serait contraire à l'opinion réelle de la majorité de la nation. Il est bien commode à un parti de se servir de cet argument-là et les réactionnaires en ont joué avec un art persévérant. Mais il devenait plus difficile de s'en réclamer après que les élections de 1885 eurent si clairement démontré la liberté, la sensibilité et en même temps l'intelligence du suffrage universel. Ces élections témoignèrent, d'une façon qui me frappa vivement, de la volonté du pays de défendre et de développer le régime républicain sans permettre aux partis avancés d'aller trop vite dans la voie des réformes. Ce même suffrage universel devait pendant quarante ans, et malgré les appels passionnés qu'on lui adressait de droite et de gauche, s'en tenir à cette formule, à la grande fureur de ceux dont elle décevait les ambitieux calculs.

La Société d'économie sociale fondée par Le Play se doublait des « Unions de la paix sociale » créées pour répandre en province les doctrines de ce grand homme. La Société continuait son effort de sociologie scientifique ; les Unions représentaient l'application pratique des conséquences à en tirer. En réalité le mouvement tournait

un peu à la petite chapelle ; il y régnait un esprit de plus en plus sec, à tendances non sectaires mais étroites. Une scission ne tarda pas à se produire ; Edmond Demolins, ancien secrétaire de Le Play, se sépara de ses collègues et fonda une École de science sociale très originale dans ses principes et ses procédés, un peu excessive dans ses conclusions. Quant aux « Unions de la paix sociale », elles allèrent s'effritant, parallèlement aux Cercles catholiques d'ouvriers fondés par Albert de Mun, franchement sectaires ceux-là et dont je me tins toujours écarté.

Je dois beaucoup à Le Play. Le vrai Le Play différait de l'image posthume qu'en présentaient ses disciples. Sur la fin de sa vie – il venait alors de mourir – des préoccupations politiques avaient peut-être rétréci son horizon mais de son œuvre ample et saine deux idées-mères se dégageaient, base de toute science sociale. La première c'est qu'il n'y a point d'évolution organique des peuples comparable à celle des individus, qu'il n'existe point pour les nations une jeunesse, un âge mûr et une vieillesse mais qu'il est au pouvoir de toute collectivité de refaire la santé de la génération suivante en vivant sainement elle-même. Cette grande loi n'était pas acceptée alors ; on y voyait une hérésie, source d'un dangereux optimisme. La seconde c'est que, pour observer une société par la méthode monographique si féconde et si vraiment scientifique, il faut commencer par porter ses investigations sur une cellule intacte et non une cellule malade, de même que si l'on veut se rendre compte du mouvement d'une montre on ne choisira pas pour l'examiner une montre cassée ou défectueuse mais une montre en bon état. L'expérience de ma vie cosmopolite a sans cesse confirmé la valeur essentielle de ces deux lois ; elles m'ont servi de boussole dans un temps où la croyance aux décadences fatales et la recherche générale du « cas morbide » risquaient de fausser irrémédiablement le jugement de la jeunesse. Ainsi Le Play fut avec Arnold le maître auquel va ma gratitude maintenant que le soir approche. À ces deux hommes je dois plus que je ne puis dire.

Trois années ayant été consacrées par moi à me « préparer », je me décidai en 1886 à entreprendre de « rebronzer la France » par la réforme de l'éducation scolaire. Je me lançai dans l'aventure avec l'émoi d'un novice qui se jette dans l'eau profonde, encore incertain s'il ne coulera pas à pic. Je sentais de plus en plus les difficultés qui m'attendaient. C'est même étonnant que j'aie pu en mesurer si exactement – étant seul et sans expérience – les divers aléas. La durée d'abord. « Et combien faudra-t-il de temps pour *rebronzer la France* ? » me demanda Jules Simon quand je vins le trouver sans le connaître pour le prier de présider le groupement que j'allais former. Je répondis sans hésitation : vingt ans. Et Jules Simon, sur cette réponse,

accepta aussitôt.

Vingt ans à condition que l'œuvre se développe lentement et sans excès, ne dévie pas, ne soit pas confisquée par les uns ou les autres, arrêtée par les universitaires dont elle allait gêner les habitudes ou par les parents dont elle devait inquiéter la sollicitude craintive. Il faudrait se maintenir perpétuellement entre deux eaux, se méfier des pouvoirs publics tout en utilisant leur sympathie nécessaire, tenir l'opinion au courant de l'œuvre sans laisser s'allumer le feu de paille d'un dangereux emballement, éveiller quelque anglomanie tout en évitant que le sentiment national ne s'en montrât froissé. Bref c'était d'un bout à l'autre une œuvre de juste milieu, de tact nuancé, d'action et de retenue combinées. Instruit par l'exemple de l'Angleterre, où j'avais constaté l'inconscience du public et même celle des milieux pédagogiques en face de la transformation nationale provoquée par Arnold, je ne fus pas trop surpris de n'être pas compris en France mais je me sentis bien souvent gêné par la complication des rouages que je mettais en marche. Pendant dix ans la lutte a consisté pour moi à détruire les oppositions les unes par les autres, à m'appuyer tantôt à droite et tantôt à gauche, à ouvrir une barrière ici et à en fermer une là ou *vice versa* – et surtout à me servir de tout ce qui me tombait sous la main et pouvait être utilisé pour le profit de l'œuvre.

Ce qui me soutint ce fut d'abord la solidité de ma foi. Pas un instant de doute ne me vint jamais sur la valeur sociale de la tentative. Je craignais parfois de ne pas bien m'y prendre ; mais d'avoir fait un faux calcul ne se présenta jamais à mon esprit comme une hypothèse acceptable. J'étais absolument certain que le sport tremperait le caractère français et fortifierait la mentalité française sans les « dénationaliser » le moins du monde.

Un moment je m'alarmai des propos d'un ironiste qui, invoquant l'exemple des Grecs dans le passé et celui des Anglais de nos jours, me donna à entendre que tout perfectionnement sportif d'une race tendait à engendrer certains penchants, certaines tendances amoraux. Il y avait à ce moment-là plusieurs années que le mouvement se développait. Je me livrai à une enquête minutieuse auprès des dirigeants de nos sociétés et bientôt je pus acquérir l'absolue certitude que le sport opérait sur les adolescents français dans un sens nettement moralisateur, ainsi que je l'avais espéré.

Au début j'étais assez pressé d'obtenir des résultats tangibles et porté à m'irriter contre qui n'était pas empressé à les constater. Mais très vite je compris que rien ne vaudrait l'action du temps, que ce serait là mon meilleur collaborateur. La patience ne m'était pas trop naturelle. Aussi cherchais-je moi-même dans le sport d'une part, de l'autre dans des études d'histoire des calmants pour mon zèle

apostolique. J'avais coutume de ne pas m'acharner contre un obstacle mais de m'ingénier à le tourner ou à passer plus loin ; de même je me réservais de longs moments de détente, d'amusement, de paresse même afin de ne pas m'énervier ni me surmener. Cela surprenait certains de mes collaborateurs dont l'un écrivit une fois que j'avais « des coins curieux d'apôtre qui s'en fiche ». Cela était nécessaire aussi pour apaiser les jalousies qui commencèrent bien vite de se manifester. Il m'arriva maintes fois de pousser au premier rang des figures de parade ou des ambitions facilement satisfaites pour me réserver à moi-même des postes de second plan d'où je pouvais plus librement faire mouvoir les différents rouages de la machine.

De 1886 à 1889, je trouvai des appuis notoires que la crise dite du « surmenage » avait suscités. Beaucoup d'hommes politiques, d'écrivains, de généraux, de journalistes m'applaudirent. Mais, pour la plupart, ils ne reconnaissaient point de différence entre le football et les barres. Ils souhaitaient qu'on fît « jouer » les lycéens. Qu'un jeu fût éducatif tandis qu'un autre n'était que récréatif constituait à leurs yeux une distinction sans grand intérêt ; leur concours ne dura guère.

L'Université nous fournit quelques courageux adeptes mais en très petit nombre et en général ceux-là s'exposaient à se faire mal noter par leurs chefs. La discipline napoléonienne avait profondément pénétré les milieux universitaires. La plupart des professeurs n'imaginaient pas qu'on pût s'en passer. Il leur arrivait de la condamner en théorie mais ils y recouraient en toutes circonstances dans une sorte d'incapacité à gouverner autrement. Un jour que le maître répétiteur chargé d'accompagner au Bois de Boulogne une équipe de *footballers* d'un lycée de Paris se trouvait subitement indisposé, le capitaine de l'équipe pria le proviseur de lui accorder sa confiance, donnant sa parole d'honneur qu'il veillerait sur ses camarades aussi bien qu'aurait pu le faire le maître. « Mon ami, répondit le proviseur, comment voulez-vous que j'accepte la parole d'honneur d'un élève ? »

Ce blasphème pédagogique fut prononcé sans hésitation, presque naïvement, par un excellent homme qui se croyait acquis à notre œuvre et s'imaginait être un de nos meilleurs appuis. Il est mort très probablement sans y avoir rien compris. Nombreuses furent les expériences de ce genre qui me convinquirent du mal profond et lentement réparable qu'avaient fait à la France les conceptions pédagogiques de Napoléon. Chaque jour, je m'étonnais davantage de leur caractère si borné, si étroit, si totalement dépourvu d'horizon. Je n'avais pas encore appris par l'étude de l'histoire que dans cet homme extraordinaire le génie et la médiocrité révélaient la plus singulière coexistence. L'Université d'alors n'était vraiment intéressée d'ailleurs

que par la « question du latin ». Fallait-il maintenir les études classiques ou les abandonner ? Les « scientifiques » menaient contre elles une guerre au couteau, exaltant les beautés de l'esprit mathématique. Comme toujours en France, dans un milieu jacobin – et l'Université était encore un milieu jacobin – on allait aux extrêmes, se grisant de mots et enchaînant les raisonnements aux raisonnements... jusqu'à l'absurde.

Le corps médical n'apportait pas non plus un concours bien utile. Exception faite de mon excellent ami le Dr Fernand Lagrange, du Dr Rochard, médecin-inspecteur de la marine, du doyen Brouardel et un ou deux autres, la plupart des médecins n'envisageaient les exercices physiques que comme une fatigue nouvelle qui risquait de se superposer à un travail cérébral déjà trop intense à leurs yeux. Ils eussent souhaité une forte extension du temps donné aux récréations, lesdites récréations étant employées simplement par l'élève à se détendre à son gré et selon sa fantaisie. L'Académie de Médecine avait, en 1887, soutenu cette thèse et j'y avais précisément répondu en fondant mon comité d'action sur une affirmation contraire. Les récréations, disais-je, sont mal employées ; avant d'en accroître la durée, commençons par utiliser le temps qui leur est consacré.

Mal employées, elles l'étaient assurément. Les potaches tenaient des propos à faire rougir des grenadiers ; ils n'étaient occupés que de questions sexuelles autour desquelles, faute de mieux, tournoyait leur imagination du matin au soir. Mais ces braves garçons demeuraient sains sous ce vernis d'immoralité. Je le constatai bien vite car c'est d'eux que me vint le concours principal. Ils m'accueillaient, en général, comme le Messie. Le comité prestigieux dont j'étais la cheville ouvrière m'assurait l'entrée de tous les lycées. Nulle part je ne trouvais de portes fermées. C'est ainsi, que dans les lycées de Paris et dans bon nombre de lycées de province, j'eus bientôt une quantité de jeunes correspondants que j'incitais à la persévérance, à l'initiative et parfois à la rébellion. Je me sentais encore tout proche d'eux et n'éprouvais point de peine à me tenir à leur niveau, jouant avec eux, les aidant de toutes les manières et même pécuniairement, ce qui ne laissait pas de me gêner car mon budget de jeune homme y passait maintenant tout entier et cette vie de commis-voyageur en pédagogie sportive coûtait fort cher.

J'eus du moins la satisfaction de voir sous mes yeux et par cette modeste action quotidienne le « rebronzage » s'opérer sans arrêt. D'année en année – car même lorsque je cessais de vivre ainsi dans l'intimité des potaches, je demeurais en contact intermittent avec la population scolaire –, je pus constater la courbe croissante que dessinaient leur énergie, leur sang-froid, leur endurance, leur volonté.

Autour de moi on dénigrait la France moderne, la comparant à celle d'avant 1870 et je savais, moi, d'un savoir certain, que des forces individuelles renaissaient de tous côtés qui permettraient un jour de hausser les destins nationaux très haut vers l'azur.

Changements en Europe et en France (1887-1888)

La disparition de Guillaume I^{er}, le règne si bref et si tragique de Frédéric III, l'avènement de Guillaume II et ses premiers actes, le jubilé de la reine Victoria, enfin la démission de Jules Grévy et l'élection du président Carnot avaient, en l'espace d'une année, grandement modifié la situation générale. Il était malaisé sans doute d'apercevoir dès lors la nature des germes nouveaux déposés dans le sol. Mais un instinct facile avertissait que de larges moissons allaient se préparer à la suite de ces événements. Les fameux rescrits de l'empereur Frédéric à son avènement constituaient pour l'Allemagne libérale – si elle était susceptible de renaître – une pierre d'attente d'une extrême solidité ; on pourrait par la suite bâtir là-dessus tout un édifice. Par le fait, cette construction ne fut jamais tentée, ce qui prouve que la notion même du libéralisme avait disparu alors de la mentalité germanique. En 1888, cela semblait à craindre mais n'était nullement évident. Tout l'avenir immédiat de l'Europe dépendait en somme de cette expérience. L'opinion ne voyait pas les choses sous cet angle. Elle estimait que Frédéric III, n'ayant fait que passer sur le trône, n'avait pu exercer aucune action sur son peuple et l'événement important à ses yeux c'était la retraite de Bismarck, au caractère définitif de laquelle on ne voulait guère croire.

Il y avait là une erreur de jugement. Bismarck à ce moment était déjà sorti de l'histoire ; il n'avait plus d'autre ambition que le *statu quo*, idéal intolérable pour une grande nation. S'étant taillé au sein de l'Allemagne nouvelle une place à sa mesure, ayant fait en sorte que rien ne pût progresser ni même exister sans qu'il le sût et ne fût à même de l'empêcher, ce despote sans couronne, d'intelligence ordinaire et d'horizon borné, n'apercevait aucun motif de se plier aux idées et aux aspirations de la génération suivante. Chef de cette génération, Guillaume II, avant de rien tenter, se trouvait dans l'obligation d'écarter le personnage immobile et pesant qui barrait sa route. Que Bismarck se soit flatté de revenir au pouvoir ultérieurement, c'est probable, mais il sentit clairement que s'il

résistait à ce moment-là, il ne serait pas suivi par la nation. Cette constatation dut être fort pénible pour lui. Malgré les soins pris pour « sauver la face », on perçut du reste le bouillonnement de la rage intérieure. Il y eut de part et d'autre force salamalecs. Les services rendus à « mon inoubliable grand-père » (formule dont Guillaume II allait désormais user et même abuser) furent hautement prisés par le monarque, qui décora son fidèle serviteur du titre de duc de Lauenbourg. « Cela me sera commode pour voyager incognito », observa Bismarck en recevant cette manne imprévue.

En Angleterre, ainsi que je l'ai déjà dit je crois, le jubilé de 1887 avait agi comme une manière d'examen de conscience et l'idée impérialiste y avait puisé une très grande force. Le peuple se reprochait de n'avoir pas assez apprécié sa souveraine, la faveur divine, les résultats obtenus et les possibilités ouvertes à l'avenir national. Ainsi, en Angleterre comme en Allemagne, il y avait un grand remue-ménage intérieur d'où sortiraient forcément de l'orgueil et de l'action, des violences peut-être, des ambitions à coup sûr. Le repos des nerfs imposé par les événements de 1870 touchait à sa fin.

La France participait de son côté, mais de façon bien plus discrète et moins visible, à cette évolution. La crise présidentielle s'était dénouée d'une façon rapide mais elle avait été grave. Mêlé à un scandaleux trafic de décorations, M. Wilson, gendre du président Grévy, n'avait pas seulement compromis son beau-père ; on pouvait craindre qu'il n'eût compromis l'institution de la présidence elle-même, et si quelques républicains utopistes ou malavisés s'en consolaient volontiers, les meilleurs dirigeants du parti sentaient fort bien à quel degré cette institution était nécessaire à la République.

M. Carnot comprit aussitôt quel genre de prestige il devait rendre à ses fonctions. Se mêler de façon directe et apparente à la politique intérieure eût été imprudent, mais s'entourer d'un luxe de bon aloi et entretenir avec les ambassadeurs des relations plus fréquentes, voyager en France, prendre contact avec les populations, s'intéresser davantage à la vie nationale, cela il le pouvait sans risquer d'éveiller des susceptibilités. À l'Élysée il y eut une transformation générale. Livrées, équipages, service de table, composition de la maison civile et militaire, tout fut relevé, rehaussé. Des réceptions fréquentes eurent lieu, d'abord « ouvertes » car on n'avait pas dressé de listes d'invités de peur de faire crier au privilège ; mais bientôt cette crainte s'évanouit et M^{me} Carnot, élégante et pleine de tact, put ordonner son salon en maîtresse de maison experte.

Ce fut un événement que le premier dîner offert au chef de l'État par un ambassadeur. On n'aurait même pas eu l'idée d'inviter M. Grévy. Mais M. Carnot fit comprendre qu'il considérait ces visites aux

ambassades comme partie de ses fonctions. Il alla dîner à l'ambassade d'Autriche-Hongrie alors située avenue de l'Alma. Le comte et la comtesse Hoyos inaugurèrent ainsi le « nouveau régime ». Ces dîners ne furent point d'abord suivis de réception mais bientôt le baron de Mohrenheim, ambassadeur de Russie, osa davantage et l'aristocratie parisienne se trouva conviée à une soirée qui suivait un dîner présidentiel. On alla même un peu trop loin ce soir-là. Le chef de l'État et sa femme, entourés de la maison militaire, formèrent un groupe dans le salon d'entrée, en pendant avec le groupe formé par le baron et la baronne de Mohrenheim et le personnel de l'ambassade. Les invités défilèrent ainsi devant le président, beaucoup sans saluer et quelques-uns en affectant de tourner le dos. Cette soirée ne fit pas honneur au monde « bien-pensant » ; par la suite on réserva en pareille circonstance un salon au président, ce qui était plus logique.

Les monarchistes ne voyaient pas avec trop de plaisir l'Élysée se « décrasser » de la sorte. Quand une fête s'y donnait, *Le Gaulois* se croyait plein d'esprit en annonçant que « le comte et la comtesse de Feuleirnes recevraient tel jour dans leur bel hôtel du faubourg Saint-Honoré ». Le titre de comte de Feuleines était celui dont Napoléon, aux Cent Jours, avait affublé malgré lui le grand Carnot ; personne ne l'avait jamais porté dans la famille et les armoiries qu'il comportait ne se trouvent, je crois, que dans l'église des Séraphins à Stockholm, cet ordre quasi souverain ayant été par la suite conféré au président Carnot.

Ces menus faits – presque des potins – semblèrent bien peu de chose à côté des rescrits de Frédéric III ou du jubilé de Victoria. Mais il ne faut pas s'y tromper, ils étaient l'indice d'une orientation française décisive et l'amorce d'un ordre des choses nouveau. L'évolution allait se précipiter et entraîner peu à peu toute la nation vers ce fait capital : le caractère définitif du régime républicain.

La chose s'affirma au moment où s'ouvrit l'Exposition de 1889. On en préparait les merveilles de façon non point silencieuse mais fort discrète. De braves gens arriérés avaient cherché dès 1888 à organiser une « agitation contre le centenaire ». J'avais été convoqué alors par le marquis de Beaucourt, président de la Société bibliographique, à une réunion dont l'ordre du jour portait ces simples mots : « centenaire de 1789 ». Bien que la Société en question fût connue pour son intransigeance politico-religieuse, j'étais loin de me douter que ses dirigeants eussent conçu l'outrecuidante pensée d'interdire au peuple français la commémoration solennelle d'un tel anniversaire. Je tombai au milieu d'une assemblée d'ancêtres qui déjà approuvaient par des hochements de têtes la lecture d'un « Exposé des motifs » concluant à la nomination d'un comité d'action, ou plutôt de contre-action, comité

dans lequel on me destinait le poste de secrétaire. Je dus décliner l'honneur qu'on me voulait faire en indiquant que, chargé de l'organisation d'un des congrès de l'Exposition, il m'eût été impossible, si même j'en avais eu le désir, de travailler en même temps à en affaiblir le succès. Mes paroles – j'étais fort intimidé d'avoir à les prononcer – jetèrent un froid ; les ancêtres contemplèrent en ma personne, je le sentis fort bien, le « bon élève » que l'esprit du siècle avait dévoyé ; et ils s'affligèrent en pinçant les lèvres.

La jeunesse actuelle peut difficilement se faire une idée de ce que furent ces fêtes de 1889 dans le cadre éblouissant de l'Exposition. Elles coïncidaient avec l'avènement d'une génération qui n'avait pas connu la défaite et pourtant en avait grandement souffert par cette espèce d'habitude malade qu'éprouvait la génération précédente à évoquer sans cesse le souvenir de ses propres malheurs. Déroulède s'indignait qu'on pût penser à autre chose, comme si l'espoir d'une revanche problématique et en tout cas lointaine pouvait suffire à alimenter les activités des adolescents d'un grand pays.

Une fermentation invisible s'était opérée à fleur de sol et il y avait comme une poussée vers l'avenir qui cherchait à se faire jour. À mon avis cela datait du moment où les institutions ayant pris figure de stabilité, avaient permis aux jeunes de détourner leur attention des stériles querelles politiques. Les plus agités d'entre eux faisaient cortège au boulangisme alors à son apogée et sans doute en attendaient-ils un renouveau intellectuel autant que politique ; mais la majorité, hostile à toute révolution nouvelle, se tournait vers les Arts, les Lettres, les Sciences et aussi la Sociologie avec une grande intensité de désir mêlée à quelque timidité. Car on sortait d'une époque grise et on avait de la peine à s'en croire sortis. L'absence de fêtes, de belles cérémonies publiques, durait depuis longtemps. Les adversaires de la République l'en rendaient responsable et, même parmi ses partisans, beaucoup s'étaient résignés à la considérer comme incapable de se prêter à une pompe extérieure quelconque. La démocratie française avait vécu jusque-là en robe du matin ; on n'imaginait pas qu'elle pût porter un costume d'apparat.

Carnot avait employé la première année de sa présidence, ainsi que je l'ai dit tout à l'heure, à donner du lustre à ses fonctions. En 1888 il s'était, au cours d'un de ses voyages, rendu de Cherbourg au Havre sur un cuirassé qu'escortait l'escadre, et son débarquement dans ce dernier port (où pendant la guerre de 1870 il avait exercé les fonctions de préfet) s'était opéré avec beaucoup de solennité. Voyant combien de telles innovations étaient goûtées de la foule, il osa se rendre à l'ouverture de l'Exposition universelle dans une voiture attelée à la Daumont. Quelle audace ! Certaines fortes têtes du parti

vieux-républicain grondèrent comme des dogues enchaînés mais le peuple de Paris approuva chaudement ce faste de bon goût. La Daumont était sobre et fort bien attelée. Les Messieurs du Jockey en causèrent longuement, pris entre le plaisir que leur procurait la vue d'un bel attelage et l'ennui d'en savoir gré au chef de la République.

De toutes les Expositions françaises (de 1855 à 1900, il y en eut tous les onze ans), celle de 1889 fut à tous égards la plus réussie. Organisée avec un talent consommé par un triumvirat d'hommes remarquables, MM. Georges Berger, Alphand et Grison, elle était proportionnée à ravir. La Tour Eiffel et la Galerie des machines n'écrasaient point, malgré leurs dimensions insolites, les jolis palais alignés dans le Champ de Mars. L'architecture de ces palais révélait des procédés et un goût nouveaux. La terre cuite et les briques roses, déjà employées aux États-Unis, s'y mariaient avec un élément inattendu à cette place : le fer. Les armatures apparentes étaient peintes en bleu pâle et l'on n'imagine pas la grâce de cet assemblage de couleurs élégantes parant des monuments aux lignes heureuses. Les jardins fleuris où les oriflammes claquaient au vent, les jets d'eau qui chaque soir devenaient lumineux complétaient l'harmonie du décor. C'était en somme un chef-d'œuvre de goût français bien différent de la foire géante qui devait en 1900 s'ériger au même endroit et y dresser ses façades rococo et ses massifs ornements de plâtre.

Sur l'esplanade des Invalides les Colonies avaient leur domaine, évoquant le magnifique effort qui, en moins de dix années, venait de nous donner la Tunisie et le Tonkin et de tracer en Guinée, au Congo, à Madagascar la route des entreprises prochaines. C'était le premier contact entre ce jeune empire exotique et la France qui l'avait créé presque sans le savoir. Quant à la bienveillance des nations étrangères, officiellement ignorantes des fêtes de 1889, elle se manifestait de cent façons ingénieusement aimables. La plupart des gouvernements ne boudaient qu'en souriant et presque tous les peuples nous marquaient une sympathie franche et vivace. C'est ainsi qu'à l'inauguration de la nouvelle Sorbonne, rebâtie et complétée avec art par M. Nenot, des délégations de toutes les grandes universités du monde entouraient les étudiants Parisiens. En cette circonstance mémorable, les Français, qui venaient de se rendre compte de la grandeur de leur récente expansion coloniale, apprirent que la République avait en même temps restauré leurs vieilles universités régionales détruites par la Révolution au grand dommage de la pédagogie nationale.

Tout cela, c'était de la force et de la joie réunies, c'est-à-dire précisément ce que requéraient au fond d'eux-mêmes la plupart des boulangistes. La France, ainsi qu'il arrive normalement, se laissait aller à pardonner au Second Empire ses erreurs pour ne plus

apercevoir dans l'éloignement grandissant que les éléments de puissance et de plaisir de sa politique aventureuse et tapageuse. De ces regrets inavoués et souvent imprécis était né le mouvement bizarre qu'on a nommé le boulangisme.

Le centre en était un homme d'une complète médiocrité, dont le charme physique même s'effaçait dès qu'il était descendu de son cheval noir. On a dit qu'en ces jours une partie du peuple français suivait un cheval monté par un mannequin et il y a beaucoup de vrai dans cette plaisanterie. On a dit encore « Boulanger ne sait pas où il va mais il y va tout droit ». Et cela aussi était exact. Dans l'entourage immédiat du général se trouvaient des hommes comme lui, tout en façade et dépourvus de connaissances et de réflexion. Que cherchaient-ils ? Ils eussent été bien en peine de le dire. Je comptais passablement d'amis dans les rangs des boulangistes malgré que je fusse très hostile à leur entreprise et je pouvais constater que l'œillet rouge qu'ils aimaient à arborer comme signe de ralliement ne représentait qu'une entreprise de démolition. Renverser la République parlementaire et détruire la Constitution de 1875 cela leur suffisait. Par quoi les remplacerait-on ? Par un vague « Protectorat » imité de Cromwell. Ce Protectorat, selon les uns, aurait tous les avantages de l'Empire sans en avoir les inconvénients et, selon d'autres, il conduirait fatalement au rétablissement de la monarchie. Donc Cromwell ou Monck. Ces noms étaient la « tarte à la crème » de la coalition. Ils répondaient à tout. Cela supposait une grande ignorance historique et quelque simplicité de jugement chez les adhérents. En fait ce qui dominait parmi eux, c'était un étrange « j'm'enfichisme ». Ils avaient toujours le mot du bien public à la bouche et ne s'en souciaient guère. Ils croyaient à la vertu des mots, à la fécondité des formules et pensaient que les affaires s'arrangeraient toutes seules dès que le général Boulanger aurait couché à l'Élysée pour y reprendre les bonnes traditions de Louis-Napoléon.

On put croire à un moment que le général en prenait le chemin et cloturerait, en qualité de chef de l'État, l'Exposition. Ce fut l'Exposition qui eut raison de lui. Jusqu'au bout elle garda son caractère resplendissant. Certes, en la personne du ministre de l'Intérieur, M. Constans, les boulangistes rencontrèrent un adversaire redoutable mais la grande habileté du ministre fut justement de laisser agir l'Exposition. Elle accusait une prospérité et une force dont il était infailible que le régime républicain bénéficiât. Le corps électoral, qui avait précisément cet automne-là à réélire la Chambre des députés, abandonna les chefs boulangistes à leur malheureux sort et les mit en assez ridicule posture.

Ils se débandèrent en s'injuriant ; cette liquidation manqua de

dignité. Ceux de gauche – radicaux-jacobins de l'espèce qui avait fourni jadis les farouches conventionnels mués en préfets de l'Empire – firent une pirouette plus ou moins réussie mais qui leur permit de retomber sur leurs pattes ; ceux de droite se retirèrent en maugréant sous leurs tentes. Ils trouvaient surtout saumâtre d'avoir jeté vainement l'argent par les fenêtres car c'étaient eux qui avaient fourni les fonds de l'entreprise. La duchesse d'Uzès en fut pour ses trois millions et pour le beau dîner qu'elle avait donné à Boulanger. Boulanger lui-même finit en héros de roman à Bruxelles, où il s'était réfugié.

BIBLIOGRAPHIE

Écrits, Mémoires et correspondances de Pierre de Coubertin

PATRICK CLASTRES (textes établis et commentés par), « Correspondance Pierre de Coubertin-Hubert Lyautey (20 février 1893-23 septembre 1932) », *Les Études sociales*, n° 137, 1^{er} semestre 2003, pp. 53-123.

PIERRE DE COUBERTIN, *Une campagne de vingt et un ans (1887-1908)*, Éd. Librairie de l'éducation physique, 1909. *Mémoires olympiques*, Lausanne, BIPS, 1931, rééd. Revue EPS, 1996.

JEAN DURRY (textes établis et commentés par), *Coubertin autographe, I, 1889-1915*, Lausanne, Éd. Cabédita, 2003.

NORBERT MÜLLER (dir.), *Pierre de Coubertin. Textes choisis*, Zürich-Hildesheim-New York, Éd. Weidmann, 3 tomes, 1986.

Avec la collaboration d'Otto Schantz, *Bibliographie des œuvres de Pierre de Coubertin*, Lausanne, Comité international Pierre de Coubertin, 1991.

GEOFFROY DE NAVACELLE, *Pierre de Coubertin, sa vie par l'image*, Zurich-Hildesheim-New York, Éd. Weidmann, 1986.

Bibliographie savante

YVES-PIERRE BOULONGNE, *La Vie et l'œuvre pédagogique de Pierre de Coubertin, 1863-1937*, Université de Caen, 1974, Ottawa, Éd. Léméac, 1975.

« Les présidences de Demetrius Vikelas (1894-1896) et de Pierre de Coubertin (1896-1925) », in Raymond Gafner (dir.), *1894-1994. Un siècle du Comité international olympique. L'Idée, les Présidents, l'Œuvre*, Lausanne, C.I.O., 1994, vol. 1, pp. 13-204.

JEAN-MARIE BROHM *et alii*, « Sport, culture et répression », *Partisans*, n° 43, juillet-septembre 1968, rééd. Maspéro, 1972, 1976.

Sociologie politique du sport, Éditions universitaires, 1976, rééd. Presses universitaires de Nancy, 1992.

« Les idées réactionnaires du baron Pierre de Coubertin », *Le Mythe olympique*, Éd. Christian Bourgois, 1981, chapitre III.

« Pierre de Coubertin et l'avènement du sport bourgeois » in Pierre Arnaud (dir.), *Les Athlètes de la République*, Éd. Privat, 1986, pp. 283-300.

FRANÇOIS CARON, *La France des patriotes*, Fayard, 1985, Le Livre de poche, 1996, p. 357.

PATRICK CLASTRES, « Pierre de Coubertin et *L'Éducation en Angleterre* (1888). De la monographie des *public schools* à la réforme des lycées français », *Les Études sociales*, n° 133, 1^{er} semestre 2001, pp. 47-68.

« La refondation des jeux Olympiques au Congrès de Paris (1894) : initiative privée, transnationalisme sportif, diplomatie des États », *Relations internationales*, n° 111, 2002, pp. 327-345.

(coord.), « Pierre de Coubertin. La réforme sociale par l'éducation et le sport », *Les Études sociales*, 2003, n° 137-spécial.

« *La Revue athlétique* de Pierre de Coubertin (1890-1891) : une revue sportive et libérale, patriotique et coloniale », in *Le sport est-il encore éducatif ? (Textes réunis par Florence Carpentier)*, Publications de l'Université de Rouen, 2004a, pp. 33-49.

PATRICK CLASTRES, PAUL DIETSCHY, SERGE LAGET, *La France et l'olympisme*, Paris, ADPF-Ministère des Affaires étrangères, 2004b

PATRICK CLASTRES, « Inventer une élite. Pierre de Coubertin et la chevalerie sportive », *Revue française d'histoire des idées politiques*, n° 22, 2^e semestre 2005, pp. 275-296.

« Pierre de Coubertin et la querelle des quatre *football* », in Yvan Gastaut et Stéphane Mourlane (dir.), *Le Football dans nos sociétés. Une culture populaire, 1914-1998*, Éd. Autrement, Collection « Mémoires/Culture », n° 120, 2006a, pp. 192-206.

« Entre diaspora et intimité, les papiers Pierre de Coubertin », in Françoise Bosman, Patrick Clastres, Paul Dietschy (dir.), *Le Sport : de l'archive à l'histoire*, Colloque 8-9 juin 2005, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006b, pp. 231-243.

« Comment peut-on être chrétien et sportif ? L'américaniste Pierre de Coubertin à l'UCJG de Paris (1891) », in Fabien Archambault, Loïc Artiaga et Gérard Bosc (dir.), *Double jeu. Histoire du basket-ball entre France et Amériques*, Vuibert, 2007, pp. 17-31.

« Le cauchois Pierre de Coubertin et le sport modérateur », in Odile Rudelle et Didier Maus (dir.), *Normandie constitutionnelle. Un berceau des droits civiques ? De la « Charte aux Normands » (1315) au « traité constitutionnel » : du prétoire à l'urne*, 2008a, pp. 291-302.

L'Invention des jeux Olympiques, Éd. des quatre chemins, 2008b.

MARIE-THÉRÈSE EYQUEM, *Pierre de Coubertin. L'épopée olympique*, Calmann-Lévy, 1966.

JOHN HOBERMAN, « Toward a theory of olympic internationalism », *Journal of Sport History*, 22/1, spring 1995, pp. 1-37.

ERIC HOBSBAWM, Terence Ranger (eds), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 1, notre traduction.

BERNARD KALAORA et ANTOINE SAVOYE, *Les Inventeurs oubliés. Le Play et ses continuateurs aux origines des sciences sociales*, Seyssel, Éd. Champ Vallon, 1989.

CHRISTINA KOULOURI, « Rewriting the history of the Olympic Games », in Christina Koulouri (ed.), *Athens, Olympic city, 1896-1906*, Athens, International Olympic Academy, 2004, pp. 13-53.

JOHN J. MACALOON, *This Great Symbol. Pierre de Coubertin and The Origins of the Modern Olympic Games*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 1981.

FRANÇOISE MAYEUR, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France. De la Révolution à l'école républicaine (1789-1930)*, tome III, Nouvelle Librairie de France, 1981, Éd. Perrin, 2004, p. 661.

ARNO MAYER, *La Persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, 1981, Flammarion, 1983, 1990.

LÉON POLIAKOV, *Le Mythe aryen. Essai sur les sources du racisme et des nationalismes*, Éd. Calmann-Lévy, 1971, édition révisée Complexe, 1987, 1994, p. 294.

CHRISTOPHE PROCHASSON, « De la culture des foules à la culture des masses », in André Burguière et Jacques Revel, *Histoire de la France. Choix culturels et mémoire*, vol. dirigé par André Burguière, Seuil, 1993, 2000, p. 220.

DIETRICH R. QUANZ, « Civic Pacifism and Sports-Based Internationalism Framework for the Founding of the International Olympic Committee », *Olympika. The International Journal of Olympic studies*, 1993, vol. II, pp. 1-23.

JEAN-PIERRE RIOUX, « Les idées fixes de monsieur de Coubertin », *L'Histoire*, n° 24, juin 1980, pp. 17-19.

In Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire culturelle de la France. Le temps des masses : le vingtième siècle*, Éd. du Seuil, 1998, tome 4, p. 89.

« La chaise longue de Pierre de Coubertin », dans *Au bonheur la France. Des impressionnistes à de Gaulle*, Éd. Perrin, 2004.

GEORGES VIGARELLO, « Les faux jeux Olympiques de 1900. L'origine du sport entre deux cultures », *Du jeu ancien au show sportif. La naissance d'un mythe*, Éd. du Seuil, 2002, p. 109.

STEPHAN WASSONG, *Pierre de Coubertin's American Studies and Their Importance for the Analysis of His Early Educational Campaign*, Université du sport de Cologne, 2000, Würzburg, Éd. Ergon Verlag, 2002.

EUGEN WEBER, « Pierre de Coubertin and the Introduction of Organized Sport in France », *Journal of Contemporary History*, vol. 5, n° 2, 1970, p p. 3-26.

« Gymnastics and Sport in Fin de siècle France : opium of the Classes ? », *American Historical Review*, vol. 76, février 1971.



© LEVASSOR - PARIS

Pierre de Coubertin en 1869, à l'âge de 6 ans, vêtu d'un kilt écossais.



© Cour-Bouard

Vue actuelle du Château de Mirville (Haute-Normandie).



Pierre de Coubertin à l'école Saint-Ignace (au premier rang, le premier en partant de la droite), 1879.



Équipe constituée par Pierre de Coubertin (au premier rang au centre) pour tenter l'expérience du sport scolaire au collège de Juilly, 1888.



42 COLLECTION ÉLITE, CHRONIQUE DE NAGACE DE CUBERTIN

Pierre de Coubertin épouse Marie Rothan le 12 mars 1895, à Paris. La bénédiction nuptiale est donnée en l'église Saint-Pierre-de-Chaillot. Elle est suivie par la cérémonie au Temple protestant.



Pierre de Coubertin à l'époque des jeux d'Athènes, 1896.



© COLLECTION PRIVÉE / GÉRARD DE NANCY ELLE DE COUBERTIN

À Athènes, pour les premiers jeux en 1896, se tiennent autour de Constantin, prince héritier de Grèce, les membres du C.I.O. De droite à gauche : le colonel Victor Balk (Suède), le docteur Willibald Gebhardt (Allemagne), le général Alexandre de Boutowski (Russie), Pierre de Coubertin (France), Franz Kemeny (Hongrie), Dimetrius Bikelas (Grèce), Jiri Guth (Bohême) et deux membres du comité grec.



© COLLECTION PRIVÉE / GÉRARD DE NANCY ELLE DE COUBERTIN

Les premiers membres du C.I.O. réunis à Athènes en 1896. De droite à gauche, assis : le général Alexandre de Boutowski, Dimetrius Bikelas, Pierre de Coubertin. De droite à gauche, debouts : le colonel Victor Balk, Franz Kemeny, Jiri Guth, le docteur Willibald Gebhardt.



Pierre de Coubertin sur la Croisette à Cannes vers 1900.



© COLLECTION PRIVÉE / GREGORY DE NANGELLE DE COUBERTIN

Pierre de Coubertin en 1907, dans la propriété des Rothan à Lutterbach, avec sa fille Renée, sa femme, son fils Jacques et sa belle-mère.

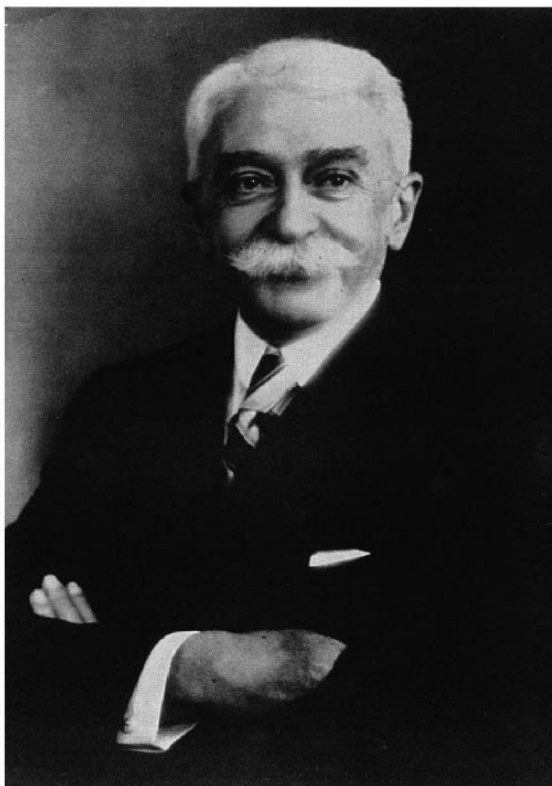


© COLLECTION PRIVÉE / GREGORY DE NANGELLE DE COUBERTIN

Pierre de Coubertin en pique-nique avec son épouse et sa fille Renée, dans l'arrière-pays d'Aix-en-Provence, vers 1925-1926.



Pierre de Coubertin fait ses adieux au C.I.O., lors du Congrès olympique de Prague, en 1925. À sa gauche, son épouse; à sa droite, Jiri Guth.



Pierre de Coubertin en 1936, un an avant sa mort. Il vit alors avec les siens

dans le dénuement.

1 Bertier de Sauvigny avait épousé M^{lle} Foulon de Doué, dont la mère descendait de Rubens. M. Gustave Bord, avec l'aide de mon cousin Albert de Bertier, a publié des documents très importants sur l'assassinat de notre aïeul commun et la part qu'y prit le triste personnage qu'on nomme Philippe Égalité.

2 Une petite-fille de Robert de Dreux, sixième fils du roi Louis VI le Gros, avait épousé un Pardieu, notre ancêtre en ligne directe.

3 Beaucoup de ses œuvres malheureusement dispersées sont remarquables. Il reste à Florence, dans le cloître d'un couvent, le tombeau de sa mère, œuvre imparfaite, mais saisissante.

4 Les *barberi* étaient des chevaux nus lâchés sur la place de Venise et qui, surexcités par les clameurs de la foule, se précipitaient au grand galop vers la place du Peuple à l'autre bout du Corso. On pariait sur eux. Les *moccoli* étaient des petits cierges de cire. Chacun en tenait un ou deux et cherchait à éteindre ceux de ses voisins tout en préservant les siens.

5 Le père Caron nous faisait de temps à autre des lectures brèves, admirablement choisies, frappantes... il ne reculait ni devant Victor Hugo, ni devant Michelet ni même devant Lamennais !

6 Ces lignes datent de 1908.